Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 310 del 12 novembre 1980

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 12 novembre 1980 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **742**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla competenza delle autorità e sulla legge applicabile in materia di protezione dei minori, adottata a L'Aja il 5 ottobre 1961.

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **743**

Approvazione ed esecuzione dell'accordo italo-franco-monegasco relativo alla protezione delle acque del litorale mediterraneo, firmato a Monaco il 10 maggio 1976.

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **744**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo de L'Aja relativo al deposito internazionale dei disegni o modelli industriali del 6 novembre 1925, riveduto a Londra il 2 giugno 1934 e a L'Aja il 28 novembre 1960, con protocollo e regolamento di esecuzione, quale risulta modificato e integrato dall'atto complementare di Stoccolma del 14 luglio 1967.

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **745**

Ratifica ed esecuzione delle seguenti convenzioni: 1) convenzione sull'assunzione delle prove all'estero in materia civile e commerciale, adottata a L'Aja il 18 marzo 1970; 2) convenzione sull'amministrazione internazionale delle successioni, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 3) convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni relative alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 4) convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **742**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla competenza delle autorità e sulla legge applicabile in materia di protezione dei minori, adottata a L'Aja il 5 ottobre 1961.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione concernente la competenza delle autorità e la legge applicabile in materia di protezione dei minori, adottata a L'Aja il 5 ottobre 1961.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 20 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 ottobre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION

CONCERNANT LA COMPETENCE DES AUTORITES ET LA LOI APPLICABLE EN MATIERE DE PROTECTION DES MINEURS

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les autorités, tant judiciaires qu'administratives, de l'Etat de la résidence habituelle d'un mineur sont, sous réserve des dispositions des articles 3, 4 et 5, alinéa 3, de la présente Convention, compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.

Article 2.

Les autorités compétentes aux termes de l'article premier prennent les mesures prévues par leur loi interne.

Cette loi détermine les conditions d'institution, modification et cessation desdites mesures. Elle régit également leurs effets tant en ce qui concerne les rapports entre le mineur et les personnes ou institutions qui en ont la charge, qu'à l'égard des tiers.

Article 3.

Un rapport d'autorité résultant de plein droit de la loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant est reconnu dans tous les Etats contractants.

Article 4.

Si les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant considèrent que l'intérêt du mineur l'exige, elles peuvent, après avoir avisé les autorités de l'Etat de sa résidence habituelle, prendre selon leur loi interne des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.

Cette loi détermine les conditions d'institution, modification et cessation desdites mesures. Elle régit également leurs effets tant en ce qui concerne les rapports entre le mineur et les personnes ou institutions qui en ont la charge, qu'à l'égard des tiers.

L'application des mesures prises est assurée par les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant.

Les mesures prises en vertu des alinéas précédents du présent article remplacent les mesures éventuellement prises par les autorités de l'Etat où le mineur a sa résidence habituelle.

Article 5.

Au cas de déplacement de la résidence habituelle d'un mineur d'un Etat contractant dans un autre, les mesures prises par les autorités de l'Etat de l'ancienne résidence habituelle restent en vigueur tant que les autorités de la nouvelle résidence habituelle ne les ont pas levées ou remplacées.

Les mesures prises par les autorités de l'Etat de l'ancienne résidence habituelle ne son levées ou remplacées qu'après avis préalable auxdites autorités.

Au cas de déplacement d'un mineur qui était sous la protection des autorités de l'Etat dont il est ressortissant, les mesures prises par elles suivant leur loi interne restent en vigueur dans l'Etat de la nouvelle résidence habituelle.

Article 6.

Les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant peuvent, d'accord avec celles de l'Etat où il a sa résidence habituelle ou possède des biens, confier à celles-ci la mise en oeuvre des mesures prises.

La même faculté appartient aux autorités de l'Etat de la résidence habituelle du mineur à l'égard des autorités de l'Etat où le mineur possède des biens.

Article 7.

Les mesures prises par les autorités compétentes en vertu des articles précédents de la présente Convention sont reconnues dans tous les Etats contractants. Si toutefois ces mesures comportent des actes d'exécution dans un Etat autre que celui où elles ont été prises, leur reconnaissance et exécution sont réglées soit par le droit interne de l'Etat où l'exécution est demandée, soit par les conventions internationales.

Article 8.

Nonobstant les dispositions des articles 3, 4 et 5, alinéa 3, de la présente Convention, les autorités de l'Etat de la résidence habituelle d'un mineur peuvent prendre des mesures de protection pour autant que le mineur est menacé d'un danger sérieux dans sa personne ou ses biens.

Les autorités des autres Etats contractans ne sont pas tenues de reconnaître ces mesures.

Article 9.

Dans tous les cas d'urgence, les autorités de chaque Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent le mineur ou des biens lui appartenant, prennent les mesures de protection nécessaires.

Les mesures prises en application de l'alinéa précédent cessent, sous réserve de leurs effets définitifs, aussitôt que les autorités compétentes selon la présente Convention ont pris les mesures exigées par la situation.

Article 10.

Autant que possible, afin d'assurer la continuité du régime appliqué au mineur, les autorités d'un Etat contractant ne prennent de mesures à son égard qu'après avoir procédé à un échange de vues avec les autorités des autres Etats contractants dont les décisions sont encore en vigueur.

Article 11.

Toutes les autorités qui ont pris des mesures en vertu des dispositions de la présente Convention en informent sans délai les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant et, le cas échéant, celles de l'Etat de sa résidence habituelle.

Chaque Etat contractant désignera les autorités qui peuvent donner et recevoir directement les informations visées à l'alinéa précédent. Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 12.

Aux fins de la présente Convention on entend par « mineur » toute personne qui a cette qualité tant selon la loi interne de l'Etat dont elle est ressortissante que selon la loi interne de sa résidence habituelle.

Article 13.

La présente Convention s'applique à tous les mineurs qui ont leur résidence habituelle dans un des Etats contractants.

Toutefois les compétences attribuées par la présente Convention aux autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant sont réservées aux Etats contractants.

Chaque Etat contractant peut se réserver de limiter l'application de la présente Convention aux mineurs qui sont ressortissants d'un des Etats contractants.

Article 14.

Aux fins de la présente Convention, si la loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant consiste en un système non unifié, on entend par « loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant » et par « autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant » la loi et les autorités déterminées par les règles en vigueur dans ce système et, à défaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'a le mineur avec l'une des législations composant ce système.

Article 15.

Chaque Etat contractant peut réserver la compétence de ses autorités appelées à statuer sur une demande en annulation, dissolution ou relâchement du lien conjugal entre les parents d'un mineur, pour prendre des mesures de protection de sa personne ou de ses biens.

Les autorités des autres Etats contractants ne sont pas tenues de reconnaître ces mesures.

Article 16.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être écartées dans les Etats contractants que si leur application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 17.

La présente Convention ne s'applique qu'aux mesures prises après son entrée en vigueur.

Les rapports d'autorité résultant de plein droit de la loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant sont reconnus dès l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 18.

Dans les rapports entre les Etats contractants la présente Convention remplace la Convention pour régler la tutelle des mineurs signée à La Haye le 12 juin 1902.

Elle ne porte pas atteinte aux dispositions d'autres conventions liant au moment de son entrée en vigueur des Etats contractants.

Article 19.

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 20.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 19, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le depôt de son instrument de ratification.

Article 21.

Tout Etat non représenté à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 20, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. L'acceptation sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérant et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 22.

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension est faite à l'occasion d'une signature ou d'une ratification, la Convention entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 20. Lorsque la déclaration d'extension est faite à l'occasion d'une adhésion, la Convention entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 21.

Article 23.

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire les réserves prévues aux articles 13, alinéa 3, et 15, alinéa premier, de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Chaque Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 22, faire ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Chaque Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 24.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 20, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 25.

Le Ministère des Affaire Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 19, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 21:

a) les notifications visées à l'article 11, alinéa 2;

b) les signatures et ratifications visées à l'article 19;

c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 20, alinéa premier;

d) les adhésions et acceptations visées à l'article 21 et la date à laquelle elles auront effet;

e) les extensions visées à l'article 22 et la date à 'aquelle elles auront effet;

f) les réserves et retraits de réserves visés à l'article 23:

g) les dénonciations visées à l'article 24, alinéa 3.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 5 octobre 1961, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Italie

R. GIUSTINIANI
15 décembre 1961

France

ETIENNE DE CROUY
sous la réserve prévue à l'article quinze
La Haye, le 29 novembre 1961

Pays-Bas

H.R. VAN HOUTEN
30 novembre 1962

Luxembourg

P. SCHULTÉ
3 janvier 1963
sous les réserves prévues aux articles 13, alinéa 3, et 15, alinéa premier.

Suisse

JEAN MERMINOD
18 novembre 1964

Yougoslavie

RADE LUKIC
sous la réserve de la ratification

Autriche

Dr. CLAUS WINTERSTEIN
28 novembre 1966

Portugal

ALVARO BRILHANTE LABORINHO
29 septembre 1967

Allemagne

HANS ARNOLD
sous la réserve de la ratification
22 octobre 1968

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE

CONCERNENTE LA COMPETENZA DELLE AUTORITÀ E LA LEGGE APPLICABILE IN MATERIA DI PROTEZIONE DEI MINORI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderando stabilire delle disposizioni comuni concernenti la competenza delle autorità e la legge applicabile in materia di protezione dei minori,

Hanno deciso di concludere una Convenzione a tal fine e hanno concordato le disposizioni seguenti:

Articolo 1.

Le autorità, sia giudiziarie che amministrative, dello Stato di residenza abituale di un minore sono competenti, salve le disposizioni degli articoli 3, 4 e 5, terzo capoverso, della presente Convenzione, ad adottare misure tendenti alla protezione della sua persona o dei suoi beni.

Articolo 2.

Le autorità competenti ai sensi dell'articolo 1 adottano le misure prèviste dalla loro legislazione interna.

Tale legislazione stabilisce le condizioni di istituzione, modifica e cessazione di dette misure. Essa regola egualmente i loro fini sia per quel che concerne i rapporti fra il minore e le persone o istituzioni che lo hanno a carico, sia nei confronti dei terzi.

Articolo 3.

Un rapporto d'autorità risultante di pieno diritto dalla legislazione interna dello Stato di cui il minore è cittadino è riconosciuto in tutti gli Stati contraenti.

Articolo 4.

Se le autorità dello Stato di cui il minore è cittadino giudicano che l'interesse del minore lo esige, esse possono, dopo aver informato le autorità dello Stato di sua residenza abituale, adottare in base alla

loro legislazione interna misure miranti alla protezione della sua persona o dei suoi beni.

Tale legislazione stabilisce le condizioni di istituzione, modifica e cessazione di dette misure. Essa regola egualmente i loro fini sia per quel che concerne i rapporti fra il minore e le persone o istituzioni che lo hanno a carico, sia nei confronti dei terzi.

L'applicazione delle misure adottate è assicurata dalle autorità dello Stato di cui il minore è cittadino.

Le misure adottate ai sensi dei capoversi che precedono del presente articolo sostituiscono le misure eventualmente adottate dalle autorità dello Stato in cui il minore ha la sua abituale residenza.

Articolo 5.

In caso di trasferimento della residenza abituale di un minore da uno Stato contraente in un altro, le misure adottate dalle autorità dello Stato di precedente abituale residenza resteranno in vigore fino a che le autorità dello Stato di nuova abituale residenza non le avranno abolite o sostituite.

Le misure adottate dalle autorità dello Stato di precedente abituale residenza saranno abolite o sostituite solo dopo un preavviso alle suddette autorità.

In caso di trasferimento di un minore che era sotto la protezione delle autorità dello Stato di cui egli è cittadino, le misure da queste adottate sulla base della loro legislazione interna resteranno in vigore nello Stato di nuova residenza abituale.

Articolo 6.

Le autorità dello Stato di cui il minore è cittadino possono, d'accordo con quelle dello Stato in cui egli ha la sua abituale residenza o possiede dei beni, affidare a queste ultime l'applicazione delle misure adottate.

La stessa facoltà è data alle autorità dello Stato di residenza abituale del minore nei confronti delle autorità dello Stato in cui il minore possiede dei beni.

Articolo 7.

Le misure adottate dalle autorità competenti ai sensi dei precedenti articoli della presente Convenzione sono riconosciute in tutti gli Stati contraenti. Se tuttavia dette misure implicano atti di esecuzione in uno Stato diverso da quello in cui esse sono state adottate, il loro riconoscimento e la loro esecuzione sono regolati sia dal diritto interno dello Stato in cui è richiesta l'esecuzione, sia dalle convenzioni internazionali.

Articolo 8.

Nonostante le disposizioni degli articoli 3, 4 e 5, terzo capoverso, della presente Convenzione, le autorità dello Stato di residenza abituale di un minore possono adottare misure di protezione fintantoché il minore è minacciato da un pericolo serio alla sua persona o ai suoi beni.

Le autorità degli altri Stati contraenti non sono tenute a riconoscere tali misure.

Articolo 9.

In tutti i casi di urgenza, le autorità di ogni Stato contraente sul territorio del quale si trovano o il minore o dei beni a questo appartenenti, adottano le necessarie misure di protezione.

Le misure adottate in applicazione del precedente capoverso cesseranno, salvi i loro effetti definitivi, non appena le autorità competenti ai sensi della presente Convenzione avranno adottato le misure imposte dalla situazione.

Articolo 10.

Per quanto è possibile, al fine di assicurare la continuità del regime applicato al minore, le autorità di uno Stato contraente adottano misure nei suoi confronti soltanto dopo aver proceduto a uno scambio di vedute con le autorità degli altri Stati contraenti di cui sono ancora in vigore le decisioni.

Articolo 11.

Tutte le autorità che hanno adottato misure ai sensi delle disposizioni della presente Convenzione ne informeranno senza indugio le autorità dello Stato di cui il minore è cittadino e, se del caso, quelle dello Stato di sua abituale residenza.

Ogni Stato contraente designerà le autorità che possono dare e ricevere direttamente le informazioni di cui al precedente capoverso. Esso notificherà tale designazione al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 12.

Ai fini della presente Convenzione, per « minore » s'intende qualsiasi persona che ha tale qualità sia secondo la legislazione interna dello Stato di cui è cittadino, sia secondo la legislazione interna dello Stato di sua abituale residenza.

Articolo 13.

La presente Convenzione si applica a tutti i minori che hanno la loro residenza abituale in uno degli Stati contraenti.

Tuttavia le competenze attribuite dalla presente Convenzione alle autorità dello Stato di cui il minore è cittadino sono riservate agli Stati contraenti.

Ogni Stato contraente può riservarsi di limitare l'applicazione della presente Convenzione ai minori che sono cittadini di uno degli Stati contraenti.

Articolo 14.

Ai fini della presente Convenzione, se la legislazione interna dello Stato di cui il minore è cittadino consiste in un sistema non unificato, per « legislazione interna dello Stato di cui il minore è cittadino » e per « autorità dello Stato di cui il minore è cittadino » s'intende la legislazione e le autorità stabilite dalle norme in vigore in tale sistema e, in mancanza di dette norme, da una delle legislazioni componenti tale sistema con la quale il minore abbia il legame più stretto.

Articolo 15.

Ogni Stato contraente puo riservare la competenza delle sue autorità chiamate a pronunciarsi su una domanda di annullamento, di scioglimento o di attenuazione del vincolo coniugale fra i genitori di un minore, per adottare misure di protezione della sua persona o dei suoi beni.

Le autorità degli altri Stati contraenti non sono tenuti a riconoscere tali misure.

Articolo 16.

Le disposizioni della presente Convenzione possono essere non applicate negli Stati contraenti solo se la loro applicazione sia manifestamente incompatibile con l'ordine pubblico.

Articolo 17.

La presente Convenzione si applica soltanto alle misure adottate dopo la sua entrata in vigore.

I rapporti di autorità risultanti di pieno diritto dalla legislazione interna dello Stato di cui il minore è cittadino sono riconosciuti dalla data dell'entrata in vigore della Convenzione.

Articolo 18.

Nei rapporti fra gli Stati contraenti la presente Convenzione sostituisce la Convenzione per regolamentare la tutela dei minori firmata a L'Aja il 12 giugno 1902.

Essa non arreca pregiudizio alle disposizioni di altre convenzioni, vincolanti al momento della sua entrata in vigore, degli Stati contraenti.

Articolo 19.

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla Nona sessione della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato.

Essa sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 20.

La presente Convenzione entrerà in vigore il sessantesimo giorno dopo il deposito del terzo strumento di ratifica previsto dall'articolo 19, secondo capoverso.

La Convenzione entrerà in vigore, per ciascuno Stato firmatario che la ratifichi successivamente, il sessantesimo giorno dopo il deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 21.

Qualsiasi Stato non rappresentato alla Nona sessione della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in virtù dell'articolo 20, primo capoverso. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

L'adesione avrà effetto soltanto nei rapporti fra lo Stato aderente e gli Stati contraenti che avranno dichiarato di accettare tale adesione. L'accettazione sarà notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

La Convenzione entrerà in vigore, fra lo Stato aderente e lo Stato che abbia dichiarato di accettare tale adesione, il sessantesimo giorno dopo la notifica menzionata al precedente capoverso.

Articolo 22.

Qualsiasi Stato, al momento della firma, della ratifica o della adesione, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estende all'insieme dei territori che esso rappresenta sul piano internazionale, o a uno o più di detti territori. Tale dichiarazione avrà effetto per detto Stato al momento dell'entrata in vigore della Convenzione.

In seguito, ogni estensione nel senso suddetto sarà notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

Allorchè la dichiarazione d'estensione viene fatta in occasione di una firma o di una ratifica, la Convenzione entrerà in vigore per i territori in questione conformemente alle disposizioni dell'articolo 20. Allorché la dichiarazione d'estensione viene fatta in occasione di una adesione, la Convenzione entrerà in vigore per i territori in questione conformemente alle disposizioni dell'articolo 21.

Articolo 23.

Qualsiasi Stato potrà, al più tardi al momento della ratifica o dell'adesione, fare le riserve previste negli articoli 13, terzo capoverso, e 15, primo capoverso, della presente Convenzione. Nessun'altra riserva sarà ammessa

Ciascuno Stato contraente potrà egualmente, notificando una estensione della Convenzione in conformità con l'articolo 22, fare queste riserve con effetto limitato ai territori o ad alcuni territori contemplati dall'estensione.

Ciascuno Stato contraente potrà, in qualsiasi momento, ritirare una riserva che ha fatto. Tale ritiro sarà notificato al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi.

L'effetto della riserva cesserà il sessantesimo giorno dopo la notifica menzionata nel precedente capoverso.

Articolo 24.

La presente Convenzione avrà una durata di cinque anni a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità con l'articolo 20, primo capoverso, anche per gli Stati che l'avranno ratificata o vi avranno aderito successivamente.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente ogni cinque anni, salvo denuncia.

La denuncia sarà notificata al Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi almeno sei mesi prima della fine del termine di cinque anni.

Essa potrà limitarsi ad alcuni territori ai quali si applica la Convenzione.

La denuncia avrà effetto soltanto nei confronti dello Stato che l'avrà notificata. La Convenzione resterà in vigore per gli altri Stati contraenti.

Articolo 25.

Il Ministero degli affari esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati contemplati nell'articolo 19, nonché agli Stati che avranno aderito in conformità con le disposizioni dell'articolo 21:

a) le notifiche di cui all'articolo 11, secondo capoverso;

b) le firme e le ratifiche di cui all'articolo 19;

c) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore in conformità con le disposizioni dell'articolo 20, primo capoverso;

d) le adesioni e accettazioni di cui all'articolo 21 e la data in cui esse avranno effetto;

e) le estensioni di cui all'articolo 22 e la data in cui esse avranno effetto;

f) le riserve e ritiri di riserve di cui all'articolo 23;

g) le denunce di cui all'articolo 24, terzo capoverso.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a L'Aja il 5 ottobre 1961, in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui una copia certificata conforme sarà trasmessa, per via diplomatica, a ciascuno Stato rappresentato alla Nona sessione della Conferenza dell'Aja sul diritto internazionale privato.

(Seguono le firme).

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **743**

Approvazione ed esecuzione dell'accordo italo-franco-monegasco relativo alla protezione delle acque del litorale mediterraneo, firmato a Monaco il 10 maggio 1976.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

È approvato l'accordo italo-franco-monegasco relativo alla protezione delle acque del litorale mediterraneo, firmato a Monaco il 10 maggio 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 15 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 30 milioni per ciascuno degli anni 1979 e 1980, si provvede mediante riduzione degli stanziamenti del capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per gli anni finanziari medesimi.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 ottobre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — ROGNONI —
ANDREATTA — COMPAGNA — ANIASI

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

ACCORDO RELATIVO ALLA PROTEZIONE DELLE ACQUE DEL LITORALE MEDITERRANEO

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e

IL GOVERNO DI SUA ALTEZZA SERENISSIMA
IL PRINCIPE SOVRANO DI MONACO

Preoccupati di salvaguardare la qualità delle acque del litorale mediterraneo, di prevenirne per quanto possibile l'inquinamento e di migliorarne lo stato attuale,

Desiderosi di rafforzare la collaborazione locale instaurata in tal campo tra le amministrazioni dei tre Governi,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

I tre Governi costituiscono una Commissione internazionale, chiamata qui di seguito «la Commissione» per la realizzazione degli obbiettivi del presente Accordo.

Articolo 2.

La Commissione ha per compito di stabilire una collaborazione più stretta tra i servizi competenti dei tre Governi in vista della lotta contro l'inquinamento delle acque del mare territoriale e delle acque interne del litorale continentale compreso entro, ad Ovest, il meridiano 6° 7' di longitudine Est ed, ad Est, il meridiano 9° 8' di longitudine Est.

La Commissione può, se del caso, procedere, secondo la procedura prevista all'articolo 8, all'estensione dei limiti geografici precitati, salvo obiezioni da parte di uno dei tre Governi entro tre mesi dall'adozione dei nuovi limiti.

Articolo 3.

Al fine di assolvere ai suoi compiti, nel campo d'applicazione del presente Accordo, la Commissione è incaricata:

a) di esaminare ogni problema d'interesse comune relativo all'inquinamento delle acque;

b) di promuovere una concertazione dei servizi amministrativi competenti al fine di realizzare:

— un inventario delle zone inquinate;

— una mutua e reciproca informazione sui progetti di strutturazione che sarebbero suscettibili di creare un grave rischio di inquinamento;

— uno studio economico delle infrastrutture e delle attrezzature necessarie alla lotta contro l'inquinamento delle acque;

c) di favorire e di promuovere eventualmente gli studi e le ricerche, gli scambi di informazioni e gli incontri di esperti nel quadro di una cooperazione scientifica di cui essa definisce i temi tenendo conto dei lavori e dei mezzi materiali locali, nazionali o internazionali già esistenti;

d) di proporre ai tre Governi ogni misura atta a proteggere le acque, specie attraverso accordi particolari.

Articolo 4.

La Commissione è composta dalle delegazioni dei tre Governi. Ciascun Governo designa al massimo sette delegati di cui uno è capo della delegazione. Ciascuna delegazione può comprendere (inoltre) degli esperti per l'esame di questioni particolari.

Articolo 5.

La Commissione è assistita da un Comitato tecnico composto di esperti in materia di protezione delle acque. Ciascun Governo designa alcuni esperti tecnici.

La Commissione può altresì disporre la costituzione di altri gruppi di lavoro per lo studio di determinati problemi.

Articolo 6.

La Presidenza della Commissione è assicurata per due anni successivamente dal capo di ciascuna delle delegazioni nell'ordine dei Governi quale figura nel Preambolo.

Tuttavia, la Presidenza è assicurata, per il primo periodo, dal capo della delegazione monegasca.

Articolo 7.

La Commissione si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta all'anno su convocazione del suo Presidente. Sessioni straordinarie sono convocate dal Presidente, su domanda di una delegazione. Il Presidente propone l'ordine del giorno. Ciascuna delegazione può indicarvi i punti che essa desidera vedere trattati. Il progetto di ordine del giorno è presentato alle delegazioni due mesi prima della data fissata per la riunione.

Articolo 8.

Ciascuna delegazione dispone di un voto.

Le deliberazioni sono adottate all'unanimità.

Articolo 9.

La Commisione stabilisce i contatti che essa ritiene necessari con tutti gli organismi internazionali competenti in materia di inquinamento delle acque.

Articolo 10.

La Commissione fornisce ogni anno ai tre Governi un rapporto sull'attività nel quale figurano in particolare i risultati degli studi e delle ricerche che essa promuove, nonchè le sue proposte.

Articolo 11.

Ciascun Governo assume le spese della sua delegazione in seno alla Commissione, al Comitato tecnico ed agli eventuali gruppi di lavoro nonchè le spese di ricerche condotte sul proprio territorio.

Le spese d'interesse comune saranno ripartite tra i tre Governi secondo le modalità proposte dalla Commissione e decise dai suddetti Governi. La stessa procedura verrà anche applicata nel caso in cui delle ricerche straordinarie fossero decise all'unanimità dalla Commissione.

Articolo 12.

La Commissione stabilisce il suo regolamento interno.

Articolo 13.

Il Segretariato della Commissione è assicurato dal Centro scientifico di Monaco.

Articolo 14.

Le lingue di lavoro della Commissione sono il francese e l'italiano.

Articolo 15.

Ciascuno dei Governi firmatari notificherà al Governo del Principato di Monaco l'avvenuto adempimento da parte sua delle procedure costituzionali richieste per la messa in vigore del presente Accordo; il Governo del Principato di Monaco confermerà immediatamente la data della ricezione delle notifiche ed informerà gli altri Governi firmatari.

L'Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo alla ricezione dell'ultima notifica.

Alla scadenza di un periodo di tre anni dalla sua messa in vigore, il presente Accordo potrà essere denunciato in qualsiasi momento. Detta denuncia prenderà effetto tre mesi dopo la sua notifica al Governo depositario che ne informerà subito gli altri Governi firmatari.

L'originale del presente Accordo, i cui testi in lingua francese ed italiana fanno ugualmente fede, verrà depositato presso gli archivi del Governo di Sua Altezza Serenissima il Principe Sovrano di Monaco, il quale ne rimetterà una copia certificata conforme a ciascuno dei Governi degli altri Stati firmatari.

FATTO a Monaco, il dieci maggio millenovecentosettantasei.

Per il Governo della Repubblica francese
Michel PONIATOWSKI

Ministro di Stato, Ministro dell'Interno

Per il Governo della Repubblica italiana
Mario PEDINI

Ministro della Ricerca Scientifica

Per il Governo di S.A.S. il Principe di Monaco
André SAINT-MLEUX
Ministro di Stato

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **744**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo de L'Aja relativo al deposito internazionale dei disegni o modelli industriali del 6 novembre 1925, riveduto a Londra il 2 giugno 1934 e a L'Aja il 28 novembre 1960, con protocollo e regolamento di esecuzione, quale risulta modificato e integrato dall'atto complementare di Stoccolma del 14 luglio 1967.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo de L'Aja relativo al deposito internazionale dei disegni o modelli industriali del 6 novembre 1925, riveduto a Londra il 2 giugno 1934 e a L'Aja il 28 novembre 1960, con protocolo e regolamento di esecuzione, quale risulta modificato e integrato dall'atto complementare di Stoccolma del 14 luglio 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, all'articolo 26 dell'accordo de L'Aja e all'articolo 10, paragrafo 2, dell'atto di Stoccolma.

Art. 3.

Ai disegni o modelli industriali che formino oggetto di deposito internazionale ai sensi degli atti internazionali di cui all'articolo 1 si applicano le disposizioni legislative vigenti in materia di disegni o modelli ornamentali in quanto compatibili con le disposizioni dell'accordo di cui all'articolo 1.

Art. 4.

Il Governo è autorizzato ad emanare, nel termine di un anno dalla data di entrata in vigore della presente legge, con decreto avente valore di legge ordinaria, le norme necessarie per dare esecuzione agli atti internazionali di cui all'articolo 1, secondo i principi e criteri direttivi seguenti:

1) il deposito internazionale, effettuato secondo la procedura stabilita dall'accordo de L'Aja del 1960, produrrà effetti giuridici in Italia, anche se lo Stato d'origine dei modelli o disegni, secondo le norme di detto accordo, è un altro Paese;
2) il deposito internazionale di modelli o disegni industriali, per i quali l'Italia è lo Stato d'origine, dovrà essere effettuato tramite l'amministrazione italiana;
3) il deposito dovrà essere rinnovato ogni cinque anni, a decorrere dalla data di registrazione presso l'ufficio internazionale. La durata massima del brevetto è di quindici anni;
4) la tassa sulle concessioni governative per gli atti amministrativi riguardanti i modelli o i disegni ornamentali sarà proporzionata alla durata dei brevetti, con una progressione analoga a quella dei brevetti per invenzioni industriali.

Con lo stesso decreto saranno stabiliti i compiti delle singole amministrazioni per l'applicazione degli atti internazionali, di cui all'articolo 1, e dettate le disposizioni di carattere procedurale, da coordinare con quelle dei predetti atti internazionali; in particolare, le disposizioni per la rinuncia totale o parziale agli effetti giuridici derivanti dal deposito internazionale.

Art. 5.

All'onere derivante dalla presente legge, valutato in lire 10 milioni annui, si fa fronte, per gli anni finanziari 1979 e 1980, mediante corrispondente riduzione del fondo speciale iscritto al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per i medesimi anni.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 ottobre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI — ANDREATTA — BISAGLIA

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

ARRANGEMENT DE LA HAYE CONCERNANT LE DE DEPONT INTERNATIONAL DES DESSINS OU MODELES INDUSTRIELS DU 6 NOVEMBRE 1925, REVISE A LONDRES LE 2 JUIN 1934 ET A LA HAYE LE 28 NOVEMBRE 1960

Les Etats contractants,

Animés du désir d'offrir aux créateurs de dessins ou modèles industriels la faculté d'obtenir, par un dépôt international, une protection efficace dans un plus grand nombre d'Etats;

Estimant qu'à cet effet il convient de réviser l'Arrangement concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels signé à La Haye le 6 novembre 1925 et révisé à Londres le 2 juin 1934;

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

1. Les Etats contractants sont constitués à l'état d'Union particulière pour le dépôt international des dessins ou modèles industriels.

2. Seuls les Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle peuvent être partie au présent Arrangement.

Article 2

Au sens du présent Arrangement, il faut entendre par:

Arrangement de 1925. — L'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels du 6 novembre 1925.

Arrangement de 1934. — L'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels du 6 novembre 1925, révisé à Londres le 2 juin 1934.

Le présent Arrangement. — L'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels, tel qu'il résulte du présent Acte.

Le Règlement. — Le Règlement d'exécution du présent Arrangement.

Bureau International. — Le Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Dépôt international. — Un dépôt effectué auprès du Bureau international.

Dépôt national. — Un dépôt effectué auprès de l'Administration nationale d'un Etat contractant.

Dépôt multiple. — Un dépôt comprenant plusieurs dessins ou modèles.

Etat d'origine d'un dépôt international. — L'Etat contractant où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux ou si le déposant a de tels établissements dans plusieurs Etats contractants, celui de ces Etats contractants qu'il a désigné dans sa demande; s'il n'a pas un tel établissement dans un Etat contractant, l'Etat contractant où il a son domicile; s'il n'a pas son domicile dans un Etat contractant, l'Etat contractant dont il est le ressortissant.

Etat procédant à un examen de nouveauté. — Un Etat dont la législation nationale prévoit un système qui comporte une recherche et un examen préalables d'office, effectués par son Administration nationale et portant sur la nouveauté de tous les dessins ou modèles déposés.

Article 3

Les ressortissants des Etats contractants ou les personnes qui, bien que n'étant pas ressortissantes de l'un de ces Etats, sont domiciliées ou ont un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux sur le territoire de l'un desdits Etats, peuvent déposer des dessins ou modèles auprès du Bureau international.

Article 4

1. Le dépôt international peut être effectué au Bureau international:

1) directement, ou

2) par l'intermédiaire de l'Administration nationale d'un Etat contractant si la législation de cet Etat le permet.

2. La législation nationale de tout Etat contractant peut exiger que tout dépôt international pour lequel cet Etat est réputé Etat d'origine soit présenté par l'intermédiaire de son Administration nationale. Le défaut d'observation d'une telle prescription n'affecte pas les effets du dépôt international dans les autres Etats contractants.

Article 5

1. Le dépôt international comporte une demande, une ou plusieurs photographies ou toutes autres représentations graphiques du dessin ou modèle ainsi que le paiement des taxes prévu par le Règlement.

2. La demande contient:

1) la liste des Etats contractants dans lesquels le déposant demande que le dépôt international produise ses effets;

2) la désignation de l'objet ou des objets auxquels le dessin ou modèle est destiné à être incorporé;

3) si le déposant désire revendiquer la priorité visée à l'article 9, l'indication de la date, de l'Etat et du numéro du dépôt qui donne naissance au droit de priorité;

4) tous autres renseignements prévus par le Règlement.

3. *a*) La demande peut en outre contenir:

1) une courte description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle;

2) une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle;

3) une requête d'ajournement de la publication telle que prévue à l'article 6, alinéa 4.

b) Des exemplaires ou maquettes de l'objet auquel est incorporé le dessin ou modèle peuvent également être joints à la demande.

4. Un dépôt multiple peut comprendre plusieurs dessins ou modèles destinés à être incorporés dans des objets figurant dans la même classe de la classification internationale des dessins ou modèles visée à l'article 21, alinéa 2, chiffre 4.

Article 6

1. Le Bureau international tient le Registre international des dessins ou modèles et procède à l'enregistrement des dépôts internationaux.

2. Le dépôt international est considéré comme ayant été effectué à la date à laquelle le Bureau international a reçu la demande en due forme, les taxes payables avec la demande et la ou les photographies, ou toutes autres représentations graphiques du dessin ou modèle ou, si elles n'ont pas été reçues simultanément, à la date à laquelle la dernière de ces formalités a été accomplie. L'enregistrement porte la même date.

3. *a*) Pour chaque dépôt international le Bureau international publie dans un bulletin périodique:

1) des reproductions en noir et blanc ou, à la requête du déposant, des reproductions en couleurs, des photographies ou toutes autres représentations graphiques déposées;

2) la date du dépôt international;

3) les renseignements prévus par le Règlement.

b) Le Bureau international doit envoyer, dans le plus court délai, le bulletin périodique aux Administrations nationales.

4. *a*) La publication visée à l'alinéa 3, lettre *a*) est, à la demande du déposant, ajournée pendant la période requise par celui-ci. Cette période ne peut excéder un délai de douze mois à compter de la date du dépôt international. Toutefois, si une priorité est revendiquée, le point de départ de cette période est la date de la priorité.

b) Pendant la période visée à la lettre *a*) ci-dessus le déposant peut à tout moment requérir la publication immédiate ou retirer son dépôt. Le retrait du dépôt peut être limité à un ou plusieurs Etats contractants seulement et, en cas de dépôt multiple, à une partie des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

c) Si le déposant ne paye pas dans les délais prescrits les taxes exigibles avant l'expiration de la période visée à la lettre *a*) ci-dessus, le Bureau international procède à la radiation du dépôt et n'effectue pas la publication visée à l'alinéa 3, lettre *a*).

d) Jusqu'à l'expiration de la période visée à la lettre *a*) ci-dessus, le Bureau international tient secret l'enregistrement d'un dépôt assorti d'une requête de publication différée, et le public ne peut prendre connaissance d'aucun document ou objet concernant ledit dépôt. Ces dispositions s'appliquent sans limitation de durée, pour autant que le déposant a retiré son dépôt avant l'expiration de ladite période.

5. A l'exception des cas visés à l'alinéa 4, le public peut prendre connaissance du Registre ainsi que de tous les documents et objets déposés au Bureau international.

Article 7

1. *a*) Tout dépôt au Bureau international produit, dans chacun des Etats contractants désignés par le déposant dans sa demande, les mêmes effets que si toutes les formalités prévues par la loi nationale pour obtenir la protection avaient été remplies par le déposant et que si tous les actes administratifs prévus à cette fin avaient été accomplis par l'Administration de cet Etat.

b) Sous réserve des dispositions de l'article 11, la protection des dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt enregistré au Bureau international est régie dans chacun des Etats contractants par les dispositions de la loi nationale qui s'appliquent dans ledit Etat aux dessins ou modèles

dont la protection est revendiquée par la voie du dépôt national et pour lesquels toutes les formalités ont été remplies et tous les actes administratifs ont été accomplis.

2. Le dépôt international ne produit pas d'effets dans l'Etat d'origine si la législation de cet Etat le prévoit.

Article 8

1. Nonobstant les dispositions de l'article 7, l'Administration nationale d'un Etat contractant dont la législation nationale prévoit le refus de la protection à la suite d'un examen administratif d'office ou à la suite de l'opposition d'un tiers doit, en cas de refus, faire connaître, dans un délai de six mois, au Bureau international, que le dessin ou modèle ne satisfait pas aux exigences que cette législation impose en sus des formalités et actes administratifs visés à l'article 7, alinéa 1. Si le refus n'est pas notifié dans le délai de six mois, le dépôt international produit ses effets dans ledit Etat à compter de la date de ce dépôt. Toutefois, dans tout Etat contractant, qui procède à un examen de nouveauté, si un refus n'a pas été notifié au cours du délai de six mois, le dépôt international, tout en conservant sa priorité, produit ses effets dans ledit Etat à compter de l'expiration dudit délai, à moins que la législation nationale ne prévoie une date antérieure pour les dépôts effectués auprès de son Administration nationale.

2. Le délai de six mois visé à l'alinéa 1 doit se calculer à compter de la date à laquelle l'Administration nationale a reçu le numéro du bulletin périodique dans lequel l'enregistrement du dépôt international est publié. L'Administration nationale doit donner connaissance de cette date à tout tiers sur sa demande.

3. Le déposant a les mêmes moyens de recours contre la décision de refus de l'Administration nationale visée à l'alinéa 1 que s'il avait déposé son dessin ou modèle auprès de cette Administration; en tout état de cause, la décision de refus doit pouvoir faire l'objet d'un réexamen ou d'un recours. La notification de la décision doit indiquer:

1) les raisons pour lesquelles il a été statué que le dessin ou modèle ne répond pas aux exigences de la loi nationale;
2) la date visée à l'alinéa 2;
3) le délai accordé pour demander un réexamen ou présenter un recours;
4) l'Autorité à laquelle cette demande ou ce recours peuvent être adressés.

4. *a*) L'Administration nationale d'un Etat contractant dont la législation nationale comporte des dispositions de la nature de celles prévues à l'alinéa 1 et qui requièrent une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle ou une description dudit dessin ou modèle, peut exiger que, dans un délai qui ne peut être inférieur à 60 jours à compter de l'envoi d'une requête à cet effet, par cette Administration, le déposant fournisse, dans la langue dans laquelle la demande déposée au Bureau international a été rédigée:

1) une déclaration indiquant le véritable créateur du dessin ou modèle;
2) une courte description soulignant les éléments caractéristiques essentiels du dessin ou modèle, tels qu'ils apparaissent dans les photographies ou autres représentations graphiques.

b) Aucune taxe n'est prélevée par une Administration nationale pour la remise d'une telle déclaration ou d'une telle description ou pour leur publication éventuelle par les soins de cette Administration nationale.

5. *a*) Chacun des Etats contractants dont la législation nationale comporte des dispositions de la nature de celles prévues à l'alinéa 1 doit en informer le Bureau international.

b) Si la législation d'un Etat contractant prévoit plusieurs systèmes de protection des dessins

ou modèles, et si l'un de ces systèmes comporte un examen de nouveauté, les dispositions du présent Arrangement, relatives aux Etats qui pratiquent un tel examen, ne s'appliquent qu'en ce qui concerne ce système.

Article 9

Si le dépôt international du dessin ou modèle est effectué dans les six mois suivant le premier dépôt du même dessin ou modèle dans un des Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la Propriété Industrielle et si la priorité est revendiquée, pour le dépôt international, la date de la priorité est celle de ce premier dépôt.

Article 10

1. Le dépôt international peut être renouvelé tous les cinq ans par le seul paiement, au cours de la dernière année de chaque période de cinq ans, des taxes de renouvellement fixées par le Règlement.

2. Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le Règlement, un délai de grâce de six mois est accordé pour les renouvellements du dépôt international.

3. Lors du paiement des taxes de renouvellement, doivent être indiqués, le numéro du dépôt international et, si le renouvellement ne doit pas être effectué pour tous les Etats contractants où le dépôt est sur le point d'expirer, ceux de ces Etats où le renouvellement doit être effectué.

4. Le renouvellement peut être limité à une partie seulement des dessins ou modèles compris dans un dépôt multiple.

5. Le Bureau international enregistre et publie les renouvellements.

Article 11

1. *a*) La durée de la protection accordée par un Etat contractant aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international ne peut être inférieure à:

1) dix ans à compter de la date du dépôt international si ce dépôt a fait l'objet d'un renouvellement;

2) cinq ans à compter de la date du dépôt international en l'absence d'un renouvellement.

b) Toutefois si, en vertu des dispositions de la législation nationale d'un Etat contractant qui procède à un examen de nouveauté, la protection commence à une date postérieure à celle du dépôt international, les durées minimum prévues à la lettre *a*) sont calculées à compter du point de départ de la protection dans ledit Etat. Le fait que le dépôt international n'est pas renouvelé ou n'est renouvelé qu'une seule fois n'affecte en rien la durée minimum de protection ainsi définie.

2. Si la législation d'un Etat contractant prévoit pour les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt national une protection dont la durée, avec ou sans renouvellement, est supérieure à dix ans, une protection d'une égale durée est accordée dans cet Etat sur la base du dépôt international et des ses renouvellements aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international.

3. Tout Etat contractant peut, dans sa législation nationale, limiter la durée de la protection des dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international aux durées prévues à l'alinéa 1.

4. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1, lettre *b*) la protection prend fin dans les Etats contractants à la date d'expiration du dépôt international, à moins que la législation nationale de ces Etats ne dispose que la protection continue après la date d'expiration du dépôt international.

Article 12

1. Le Bureau international doit enregistrer et publier tout changement affectant la propriété d'un dessin ou modèle faisant l'objet d'un dépôt international en vigueur. Il est entendu que le transfert de la propriété peut être limité aux droits découlant du dépôt international dans un ou plusieurs Etats contractants seulement et, en cas de dépôt multiple, à une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

2. L'enregistrement visé à l'alinéa 1, produit les mêmes effets que s'il avait été effectué par les Administrations nationales des Etats contractants.

Article 13

1. Le titulaire d'un dépôt international peut, au moyen d'une déclaration qui est adressée au Bureau international, renoncer à ses droits pour tous les Etats contractants ou pour un certain nombre d'entre eux seulement et, en cas de dépôt multiple, pour une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

2. Le Bureau international enregistre la déclaration et la publie.

Article 14

1. Un Etat contractant ne peut exiger, pour la reconnaissance du droit, qu'un signe ou mention du dépôt du dessin ou modèle soit apposé sur l'objet auquel est incorporé ce dessin ou modèle.

2. Si la législation nationale d'un Etat contractant prévoit l'apposition d'une mention de réserve à toute autre fin, ledit Etat devra considérer cette exigence comme satisfaite si tous les objets présentés au public avec l'autorisation du titulaire du droit sur le dessin ou modèle, ou si les étiquettes dont sont munis ces objets portent la mention de réserve internationale.

3. Doit être considérée comme mention de réserve internationale le symbole (D) (lettre majuscule D dans un cercle) accompagné soit:

1) de l'indication de l'année du dépôt international et du nom ou de l'abréviation usuelle du nom du déposant, soit

2) du numéro de dépôt international.

4. La seule apposition de la mention de réserve internationale sur les objets ou les étiquettes ne peut en aucune manière être interprétée comme impliquant la renonciation à la protection au titre du droit d'auteur ou à tout autre titre, lorsque, en l'absence d'une telle mention, cette protection peut être obtenue.

Article 15

1. Les taxes prévues par le Règlement comprennent:

1) les taxes pour le Bureau international;

2) des taxes pour les Etats contractants désignés par le déposant, à savoir:

a) une taxe pour chacun des Etats contractants;

b) une taxe pour chacun des Etats contractants qui procède à un examen de nouveauté et requiert le paiement d'une taxe pour procéder audit examen

2. Pour un même dépôt, les taxes payées par un Etat contractant, en vertu des dispositions de l'alinéa 1, chiffre 2, lettre *a*) sont déduites du montant de la taxe visée à l'alinéa 1, chiffre 2, lettre *b*) lorsque cette dernière taxe devient exigible pour ledit Etat.

Article 16

1. Les taxes pour les Etats contractants visées à l'article 15, alinéa 1, chiffre 2, sont perçues par le Bureau international qui, chaque année, les verse aux Etats contractants désignés par le déposant.

2. *a*) Tout Etat contractant peut déclarer au Bureau international qu'il renonce à exiger les taxes supplémentaires visées à l'article 15, alinéa 1, chiffre 2, lettre *a*) en ce qui concerne les dépôts internationaux pour lesquels d'autres Etats contractants, ayant souscrit la même renonciation, sont réputés Etats d'origine.

b) Il peut souscrire les mêmes renonciations en ce qui concerne le dépôt international pour lequel il est réputé Etat d'origine.

Article 17

Le Règlement d'exécution fixe les détails d'application du présent Arrangement et notamment:

1) les langues et le nombre d'exemplaires dans lesquels la demande de dépôt doit être formulée ainsi que les indications que doit comporter la demande;

2) les montants, les dates d'échéance et le mode de paiement des taxes destinées au Bureau international et aux Etats y compris les limitations imposées à la taxe prévue pour les Etats contractants qui procèdent à un examen de nouveauté;

3) le nombre, le format et d'autres caractéristiques des photographies ou autres représentations graphiques de chacun des dessins ou modèles déposés;

4) la longueur de la description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle;

5) les limites et les conditions dans lesquelles des exemplaires ou des maquettes des objets auxquels est incorporé le dessin ou modèle peuvent être joints à la demande;

6) le nombre des dessins ou modèles qui peuvent être compris dans un dépôt multiple et d'autres dispositions régissant les dépôts mutiples;

7) toute question concernant la publication et la distribution du bulletin périodique visé à l'article 6, alinéa 3, lettre *a*) y compris le nombre d'exemplaires du Bulletin qui sont remis à titre gratuit aux Administrations nationales ainsi que le nombre d'exemplaires qui peuvent être vendus à prix réduit à ces Administrations;

8) la procédure de notification par les Etats contractants des décisions de refus visées à l'article 8, alinéa 1, ainsi que la procédure concernant la communication et la publication de telles décisions par les soins du Bureau international;

9) les conditions dans lesquelles doivent être effectués, par le Bureau international, l'enregistrement et la publication des changements affectants la propriété d'un dessin ou modele visés à l'article 12, alinéa 1, ainsi que les renonciations visées à l'article 13;

10) la destination à donner aux documents et objets relatifs à des dépôts qui ne sont plus susceptibles de renouvellement.

Article 18

Les dispositions du présent Arrangement n'empêchent pas de revendiquer l'application des prescriptions plus larges qui seraient edictées par la législation nationale d'un Etat contractant et n'affectent en aucune manière la protection accordée aux œuvres artistiques et aux œuvres d'art appliqué par des traités et conventions internationaux sur le droit d'auteur.

Article 19

Lcx taxes du Bureau international payées pour les services prévus par le présent Arrangemen- doivent être fixées de façon:

a) que leur produit couvre toutes les dépenses du Service international des dessins ou modèles ainsi que toutes celles qui sont nécessitées par la préparation et la mise en œuvre de réunions du Comité international des dessins ou modèles ou de Conférences de révision du présent Arrangement;

b) qu'elles permettent le maintien du fonds de réserve visé à l'article 20.

Article 20

1. Il est constitué un fonds de réserve dont le montant s'élève à Fr.s. 250.000. Celui-ci peut être modifié par le Comité international des dessins ou modèles visé à l'article 21 ci-après.

2. Le fonds de réserve est alimenté par les excédents de recettes du Service international des dessins ou modèles.

3. *a*) Toutefois, dès l'entrée en vigueur du présent Arrangement, le fonds de réserve est constitué par le versement, par chacun des Etats, d'une cotisation unique calculée pour chacun d'eux en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe à laquelle il appartient au titre de l'article 13, alinéa 8, de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) Les Etats qui deviendront partie au présent Arrangement après son entrée en vigueur devront également verser une cotisation unique. Celle-ci sera calculée selon les principes formulés à l'alinéa ci-dessus, de sorte que tous les Etats, quelle que soit la date de leur entrée dans l'Arrangement, paient la même contribution par unité.

4. Au cas où le montant du fonds de réserve dépasserait le plafond prévu, le surplus sera périodiquement réparti entre les Etats contractants proportionnellement à la cotisation unique versée par chacun d'eux, jusqu'à concurrence du montant de cette cotisation.

5. Lorsque les cotisations uniques ont été intégralement remboursées, le Comité international des dessins ou modèles peut décider qu'il ne sera plus exigé de cotisations uniques des Etats qui deviendraient, ultérieurement, partie à l'Arrangement.

Article 21

1. Il est créé un Comité international des dessins ou modèles composé des représentants de tous les Etats contractants.

2. Ce Comité a les attributions suivantes:

1) il établit son Règlement intérieur;

2) il modifie le Règlement d'exécution;

3) il modifie le plafond du fonds de réserve visé à l'article 20;

4) il établit la classification internationale des dessins ou modèles;

5) il étudie les problèmes relatifs à l'application et à la révision éventuelle du présent Arrangement;

6) il étudie tous autres problèmes relatifs à la protection internationale des dessins ou modèles;

7) il se prononce sur les rapports annuels de gestion du Bureau international et donne des directives générales à ce Bureau concernant l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues en vertu du présent Arrangement;

8) il établit un rapport sur les dépenses prévisibles du Bureau international pour chaque période triennale à venir.

3. Les decisions du Comité sont prises à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres présents ou représentés et votants dans le cas visés sous les chiffres 1, 2, 3 et 4 de l'alinéa 2 et à la majorité simple dans tous les autres cas. L'abstention n'est pas considérée comme constituant un vote.

4. Le Comité est convoqué par le Directeur du Bureau international:

1) au moins une fois tous les trois ans;

2) en tout temps, à la demande d'un tiers des Etats contractants ou, en cas de besoin, à l'initiative du Directeur du Bureau international ou du Gouvernement de la Confédération suisse.

5. Les frais de voyage et de séjour des membres du Comité sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

Article 22

1. Le Règlement peut être amendé par le Comité en vertu de l'article 21, alinéa 2, chiffre 2 ou par la procédure écrite prévue à l'alinéa 2 ci-dessous.

2. En cas de recours à la procédure écrite, les amendements sont proposés par le Directeur du Bureau international par lettre circulaire adressée à tous les Etats contractants. Les amendements sont considérés comme adoptés si, dans le délai d'une année à compter de leur communication, aucun Etat contractant n'a fait connaître son opposition.

Article 23

1. Le présent Arrangement reste ouvert à la signature jusqu'au 31 décembre 1961.

2. Il sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

Article 24

1. Les Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle qui n'auraient pas signé le présent Arrangement seront admis à y adhérer.

2. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci aux Gouvernements de tous les Etats contractants.

Article 25

1. Tout Etat contractant s'engage à assurer la protection des dessins ou modèles industriels et à adopter, conformément à sa Constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de cet Arrangement.

2. Au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, un Etat contractant doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, de donner effet aux dispositions du présent Arrangement.

Article 26

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de l'envoi, par le Gouvernement de la Confédération suisse aux Etats contractants, de la notification du dépôt de dix instruments de ratification ou d'adhésion, dont ceux d'au moins quatre Etats qui, à la date du présent Arrangement, ne sont partie ni à l'Arrangement de 1925, ni a l'Arrangement de 1934.

2. Par la suite, le dépôt des instruments de ratification et d'adhésion devra être notifié aux Etats contractants par le Gouvernement de la Confédération suisse; ces ratifications et adhésions produiront leurs effets à l'expiration du délai d'un mois, à compter de la date de l'envoi de cette notification à moins, en cas d'adhésion, qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument d'adhésion.

Article 27

Tout Etat contractant peut, en tout temps, notifier au Gouvernement de la Confédération suisse que le présent Arrangement est applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales. Le Gouvernement de la Confédération suisse en informe tous les Etats contractants, et l'Arrangement s'applique également aux territoires désignés dans la notification un mois après l'envoi de la communication faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux Etats contractants, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la notification.

Article 28

1. Tout Etat contractant a la faculté de dénoncer le présent Arrangement en son nom propre et au nom de tout ou partie des territoires qui auraient fait l'objet de la notification prévue à l'article 27, par une notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Cette denonciation produit ses effets à l'expiration d'un délai d'une année à compter de sa réception par le Gouvernement de la Confédération suisse.

2. La dénonciation du présent Arrangement par un Etat contractant ne le relève pas des obligations qu'il a contractées en ce qui concerne les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un enregistrement international préalablement à la date à laquelle la dénonciation devient effective.

Article 29

1. Le présent Arrangement sera soumis à des révisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner la protection résultant du dépôt international des dessins ou modèles.

2. Les Conférences de révisions seront convoquées à la demande du Comité international des dessins ou modèles ou de la moitié au moins des Etats contractants.

Article 30

1. Plusieurs Etats contractants peuvent en tout temps notifier au Gouvernement de la Confédération suisse que, dans les conditions précisées dans cette notification:

1) une Administration commune se substitue à l'Administration nationale de chacun d'eux;

2) ils doivent être considérés comme un seul Etat pour l'application des articles 2 à 17, du présent Arrangement.

2. Cette notification ne prend effet que six mois après la date de l'envoi de la communication qui en est faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres Etats contractants.

Article 31

1. Seul le présent Arrangement lie, dans leurs relations mutuelles, les Etats parties à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de 1925 ou à l'Arrangement de 1934. Toutefois, lesdits Etats seront tenus dans leurs relations mutuelles d'appliquer les dispositions de l'Arrangement de 1925 ou celles de l'Arrangement de 1934, suivant le cas, aux dessins ou modèles déposés au Bureau international antérieurement à la date à laquelle le présent Arrangement les lie dans leurs relations mutuelles.

2. *a*) Tout Etat partie, à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de 1925, est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrangement de 1925 dans ses relations avec les Etats qui ne sont partie qu'au seul Arrangement de 1925, à moins que ledit Etat n'ait dénoncé l'Arrangement de 1925.

b) Tout Etat partie, à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de 1934, est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrangement de 1934 dans ses relations avec les Etats qui ne sont partie qu'au seul Arrangement de 1934, à moins que ledit Etat n'ait dénoncé l'Arrangement de 1934.

3. Les Etats qui ne sont parties qu'au présent Arrangement n'ont aucune obligation envers les Etats qui sont partie à l'Arrangement de 1925 ou à l'Arrangement de 1934, sans être en même temps partie au présent Arrangement.

Article 32

1. La signature et la ratification du présent Arrangement par un Etat partie, à la date de cet Arrangement, à l'Arrangement de 1925 ou à l'Arrangement de 1934, ainsi que l'adhésion au présent Arrangement d'un tel Etat seront considérées comme valant signature et ratification du Protocole annexé au présent Arrangement, ou adhésion audit Protocole, à moins que cet Etat n'ait souscrit une déclaration expresse en sens contraire, lors de la signature ou du dépôt de son instrument d'adhésion.

2. Tout Etat contractant ayant souscrit la déclaration visée au paragraphe 1, ou tout autre Etat contractant qui n'est pas partie à l'Arrangement de 1925, ou à l'Arrangement de 1934, peut signer le Protocole annexé au présent Arrangement ou y adhérer. Lors de la signature ou du dépôt de son instrument d'adhésion, il peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 2 *a*) ou 2 *b*) du Protocole; dans ce cas, les autres Etats parties au Protocole ne sont pas tenus d'appliquer dans leurs relations avec l'Etat qui a fait usage de cette faculté, la disposition ayant fait l'objet de cette déclaration. Les dispositions des articles 23 à 28 inclus s'appliquent par analogie.

Article 33

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement des Pays-Bas. Une copie certifiée sera remise par ce dernier au Gouvernement de chacun des Etats qui auront signé le présent Arrangement ou qui y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont apposé leur signature.

FAIT à La Haye, le vingt-huit novembre mil neuf cent soixante.

Pour la République fédérale d'Allemagne :

JOSEPH LÖNS

KURT HAERTEL

Pour la République Arabe Unie :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

FRANÇOIS XAVIER VAN DER STRATEN-WAILLET

Pour le Danemark :

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

GUILLAUME FINNISS

Pour la République Populaire de Hongrie :

Pour l'Irlande :

Pour l'Italie :

GIUSEPPE TALAMO

MARCELLO ROSCIONI

Pour le Liechtenstein :

ALFRED HILBE

Pour le Luxembourg :

JEAN-PIERRE KREMER

Pour le Maroc :

Pour Monaco :

JEAN REY

JEAN MARIE NOTARI

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

G. M. J. VELDKAMP

C. J. DE HAAN

Pour la République Populaire Roumaine :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour le Saint Siège :

AUG. H. M. ALBREGTS

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

HANS MORF

Pour la Turquie :

Pour la République Fédérale Populaire de Yougoslavie :

VLADIMIR SAVIC

PROTOCOLE

Les Etats parties au présent Protocole sont convenus de ce qui suit:

1. Les dispositions du présent Protocole s'appliquent aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international et pour lesquels l'un des Etats partie audit Protocole est réputé Etat d'origine.

2. En ce qui concerne les dessins ou modèles visés à l'alinéa 1 ci-dessus:

a) la durée de la protection accordée par les Etats parties au présent Protocole aux dessins ou modèles visés à l'alinéa 1 ci-dessus ne peut être inférieure à quinze ans à compter de la date prévue à l'article 11, alinéa 1 *a*) ou *b*), suivant le cas;

b) l'apposition d'une mention de réserve sur les objets auxquels sont incorporés les dessins ou modèles ou sur les étiquettes dont sont munis ces objets, ne peut en aucun cas être exigée par les Etats partie au présent Protocole soit pour l'exercice, sur leur territoire, des droits découlant du dépôt international, soit a toute autre fin.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à La Haye, le vingt-huit novembre mil neuf cent soixante.

Pour la République fédérale d'Allemagne :

Pour la République Arabe Unie :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

Pour le Danemark :

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la République Populaire de Hongrie :

Pour l'Irlande :

Pour l'Italie :

GIUSEPPE TALAMO
MARCELLO ROSCIONI

Pour le Liechtenstein :

Pour le Luxembourg :

JEAN-PIERRE KREMER

Pour le Maroc :

Pour Monaco :

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour la République Populaire Roumaine :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour le Saint-Siège :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Turquie :

Pour la République fédérale Populaire de Yougoslavie :

REGLEMENT D'EXECUTION DE L'ARRANGEMENT DE LA HAYE CONCERNANT LE DEPOT INTERNATIONAL DES DESSINS OU MODELES INDUSTRIELS DU 6 NOVEMBRE 1925, REVISE A LONDRES LE 2 JUIN 1934 ET A LA HAYE LE 28 NOVEMBRE 1960

Article premier

1. La demande visée à l'article 5 de l'Arrangement doit être rédigée en langue française ou anglaise et présentée en trois exemplaires sur formulaires distribués par le Bureau international.

2. La demande doit contenir:

a) le nom et prénom ou le nom commercial, ainsi que l'adresse du déposant; s'il y a un mandataire, le nom et l'adresse de celui-ci; s'il est fait mention de plus d'une adresse, celle à laquelle le Bureau international doit envoyer toute communication;

b) l'indication de l'Etat contractant où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux ou, s'il a de tels établissements dans plusieurs Etats contractants, l'indication de l'Etat contractant que le déposant désigne comme Etat d'origine du dépôt international; s'il n'a pas un tel établissement dans un Etat contractant, l'indication de l'Etat contractant où il a son domicile; s'il n'a pas son domicile dans un Etat contractant, l'indication de l'Etat contractant dont il est le ressortissant;

c) la désignation de l'objet ou des objets auxquels le dessin ou modèle est destiné à être incorporé;

d) énumération des documents et éventuellement des exemplaires ou maquettes joints à la demande ainsi que l'indication du montant des taxes remises au Bureau international;

e) la liste des Etats contractants dans lesquels le déposant demande que le dépôt international produise ses effets;

f) si le déposant désire revendiquer la priorité visée à l'article 9 de l'Arrangement l'indication de la date, de l'État et du numéro du dépôt qui donne naissance au droit de priorité;

g) la signature du déposant ou de son mandataire.

3. La demande peut en outre contenir:

a) une courte description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle, y compris les couleurs; cette description ne peut dépasser cent mots;

b) une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle;

c) une requête de publication en couleurs;

d) une requête d'ajournement de la publication en vertu de l'article 6, alinéa 4, lettre *a*) de l'Arrangement.

4. Peuvent être joints à la demande:

a) des pièces justificatives à l'appui d'une revendication de priorité;

b) des exemplaires ou des maquettes de l'objet auquel est incorporé le dessin ou modèle; ces exemplaires ou maquettes ne doivent pas dépasser 30 centimètres (12 inches) dans chacune de leurs dimensions; sont toutefois exclus les objets en matière périssable ou dangereuse.

Article 2

1. *a*) Le nombre des dessins ou modèles qu'un déposant peut inclure dans un dépôt multiple ne doit pas exceder:

1) vingt, s'il ne demande pas l'ajournement de la publication;

2) cent, s'il demande que la publication soit ajournée ainsi que prévu à l'article 6, alinéa 4, lettre *a*) de l'Arrangement.

b) Les dépôts multiples qui ne comprennent pas plus de vingt dessins ou modèles sont dénommés ci-après « dépôts multiples ordinaires » et les dépôts multiples comprenant plus de vingt dessins ou modèles sont dénommés ci-après « dépôts multiples spéciaux ».

2. Tous les dessins ou modèles compris dans un dépôt multiple doivent être destinés à être incorporés dans des objets figurant dans la même classe de la classification internationale des dessins ou modèles.

3. Chaque dessin ou modèle compris dans un dépôt multiple doit être identifié par un numéro différent figurant à la fois sur la demande et sur les photographies ou autres représentations graphiques jointes à la demande.

4. La liste des Etats contractants dans lesquels le déposant demande que le dépôt international produise ses effets doit être pour chaque dessin ou modèle compris dans un dépôt multiple.

5. Si un déposant désire faire usage de la faculté de demander l'ajournement de la publication prévue à l'article 6, alinéa 4 lettre *a*) de l'Arrangement, la durée de la période d'ajournement demandée doit être la même pour tous les dessins ou modèles compris dans un dépôt multiple.

Article 3

1. *a*) Si un déposant désire que la publication de l'enregistrement dans le Bulletin international des dessins ou modèles soit ajournée, il doit préciser dans sa demande la durée de la période pendant laquelle il requiert cet ajournement.

b) La durée de la période d'ajournement ne peut excéder douze mois à compter de la date du dépôt international ou, si une priorité est revendiquée, à compter de la date de la priorité.

c) Si un déposant ne précise pas la durée de ladite période, le Bureau international doit considérer que la demande porte sur la durée maximum d'ajournement permise.

2. A tout moment, au cours de la période d'ajournement de la publication le déposant peut, par lettre adressée au Bureau international, demander la publication immédiate. Cette requête peut ne viser qu'un ou plusieurs des Etats contractants et, dans le cas d'un dépôt multiple, qu'une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

3. A tout moment, au cours de la période d'ajournement de la publication, le déposant peut retirer son dépôt par lettre adressée au Bureau international. Le retrait peut ne viser qu'un ou plusieurs des Etats contractants et, en cas de dépôt multiple, qu'une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

4. *a*) Si, avant l'expiration de la période d'ajournement, le déposant paie toutes les taxes prescrites à l'article 7, le Bureau international procède, immédiatement après l'expiration de la période d'ajournement, à la publication dans le Bulletin international des dessins ou modèles.

b) Si le déposant ne paie pas les taxes prévues à l'article 7, alinea 3, lettre *b*), le Bureau international n'effectue pas la publication et procède à la radiation du dépôt.

Article 4

1. Pour une publication en noir et blanc, une photographie ou autre représentation graphique de 9 × 12 centimètres (3 ½ × 5 inches) doit être annexée à chacun des trois exemplaires de la demande.

2. Pour une publication en couleur, un diapositif en couleur et trois épreuves en couleur, ces dernières de 9 × 12 centimètres (3 ½ × 5 inches), tirées à partir de ce diapositif doivent être joints à la demande.

3. Chaque dessin ou modèle peut être photographié ou représenté graphiquement sous plusieurs aspects.

Article 5

1. Dans le cas d'intervention d'un mandataire, ce dernier doit joindre au dossier un pouvoir. Aucune légalisation n'est nécessaire.

2. Tout intéressé qui, en vertu des dispositions de l'article 12, alinéa 1 de l'Arrangement demande l'enregistrement des changements affectant la propriété d'un dessin ou modèle doit fournir au Bureau international les pièces justificatives nécessaires.

Article 6

1. Six mois avant le point de départ de chaque période pour laquelle un dépôt international est susceptible de renouvellement, le Bureau international envoie une lettre de rappel au titulaire du dépôt ou à son mandataire dans la mesure où le nom de ce dernier figure au Registre. Le non-envoi de cette notification n'a aucun effet de droit.

2. *a*) Le renouvellement est effectué par le seul paiement, au cours de la dernière année de chaque période de cinq ans, de la taxe internationale de renouvellement et des taxes de renouvellement dues aux Etats.

b) Si le renouvellement n'a pas été effectué pendant la période prescrite à la lettre *a*) ci-dessus, le déposant peut effectuer ce renouvellement au cours du délai de grâce visé à l'article 10, alinéa 2 de l'Arrangement si, en sus de la taxe internationale de renouvellement et des taxes de renouvellement dues aux Etats, il acquitte la surtaxe prévue à cette fin. Les taxes de renouvellement et la surtaxe doivent être acquittées simultanément.

c) Doivent être indiqués, lors du paiement de la taxe internationale de renouvellement et des taxes de renouvellement dues aux Etats, le numéro du dépôt international et ceux des Etats contractants pour lesquels le renouvellement doit être effectué, si celui-ci ne doit pas être effectué pour tous les Etats contractants dans lesquels le dépôt est sur le point d'expirer.

Article 7

1. La nature et le montant des taxes figurent au barême des taxes qui est annexé au présent Règlement et constitue une partie intégrante de ce Règlement.

2. Dans le cas d'un dépôt qui n'est pas assorti d'une requête d'ajournement de la publication, le déposant doit acquitter au moment du dépôt:

1) la taxe internationale de base;

2) la taxe internationale complémentaire si le dépôt est un dépôt multiple ordinaire; si un déposant fait 2, 3, 4 ou 5 dépôts multiples ordinaires le même jour, il doit payer la taxe internationale complémentaire prévue pour les dépôts multiples spéciaux;

3) la taxe de publication internationale;

4) les taxes étatiques, ordinaires;

5) les taxes étatiques d'examen de nouveauté; la taxe étatique ordinaire payée pour un Etat est déduite de la taxe étatique d'examen de nouveauté exigée par le même Etat.

3. Dans le cas d'un dépôt assorti d'une requête d'ajournement de la publication, le déposant doit payer:

a) au moment du dépôt:

1) la taxe internationale de base;

2) les taxes étatiques ordinaires;

b) avant l'expiration de la période d'ajournement de la publication:

1) la taxe internationale complémentaire, lorsqu'il s'agit d'un dépôt multiple;

2) la taxe internationale de publication;

3) les taxes étatiques ordinaires supplémentaires lorsqu'il s'agit de dépôts multiples spéciaux;

4) les taxes étatiques d'examen de nouveauté; la taxe étatique ordinaire payée pour un Etat est déduite de la taxe étatique d'examen de nouveauté exigée par le même Etat.

4. Toutes les taxes doivent être réglées en francs suisses.

Article 8

1. Dès que le Bureau international a reçu la demande en due forme, les taxes exigibles avec la demande et la ou les photographies ou autres représentations graphiques du dessin ou modèle, la date du dépôt international et le numéro du dépôt doivent être portés, et le cachet du Bureau international doit être apposé sur chacun des trois exemplaires de la demande et sur chacune des photographies. Chaque exemplaire de la demande doit être signé par le Directeur du Bureau international ou par le représentant qu'il a désigné à cet effet. L'un des exemplaires, qui constitue l'acte officiel d'enregistrement, est inséré dans le Registre; le deuxième exemplaire, qui constitue le certificat d'enregistrement doit être renvoyé au déposant; le troisième exemplaire doit être adressé en communication, par le Bureau international, à toute Administration nationale qui en fait la demande.

2. Les decisions de refus visées à l'article 8 de l'Arrangement, les renouvellements, les changements affectant la propriété d'un dessin ou modèle, les changements de nom ou d'adresse du titulaire d'un dépôt ou de son mandataire, les déclarations de renonciation, les retraits effectués en application des dispositions de l'article 6, alinéa 4, lettre *b*) de l'Arrangement et les radiations auxquelles il a été procédé en vertu des dispositions de l'article 6, alinéa 4, lettre *c*) dell'Arrangement doivent être enregistrés et publiés par le Bureau international.

Article 9

1. Le Bureau international doit publier un bulletin périodique intitulé « Bulletin international des dessins ou modèles-International Design Gazette ».

2. Le Bulletin doit contenir pour chaque dépôt enregistré: des reproductions des photographies ou des autres représentations graphiques déposées; l'indication de la date et du numéro du dépôt international; le nom ou le nom commercial et l'adresse du déposant, la désignation de l'Etat d'origine du dépôt; la désignation de l'article ou des articles dans lequel ou dans lesquels le dessin ou modèle est destiné à être incorporé; la liste des Etats contractants dans lesquels le déposant demande que le dépôt international produise ses effets; l'indication de la date, de l'Etat et du numéro du dépôt invoqué pour bénéficier du droit de priorité, si un tel droit est revendiqué; la description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle si elle figure dans la demande; la déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle si une telle déclaration figure dans la demande; toutes autres informations nécessaires.

3. En outre, le Bulletin doit contenir toutes les informations relatives aux enregistrements visés à l'article 8, alinéa 2.

4. Le Bulletin peut contenir des index, statistiques et autres informations d'intérêt général.

5. Les indications relatives à des enregistrements déterminés doivent être publiées dans la langue dans laquelle la demande jointe au dépôt a été rédigée. Tout renseignement d'ordre général doit être publiée en langues anglaise et française.

6. Le Bureau international doit faire tenir, aussitôt que possible, un exemplaire gratuit du Bulletin à l'Administration nationale de chaque Etat contractant. En outre, chaque Administration nationale peut, sur sa demande, recevoir un nombre maximum de cinq exemplaires gratuits et de dix exemplaires au tiers du prix normal de l'abonnement.

Article 10

Les notifications des décisions de refus qui ont été prises par les Administrations nationales et sont visées à l'article 8, alinéa 1 de l'Arrangement, doivent être envoyées en trois exemplaires au Bureau international. Si la notification a été faite dans les délais prévus à l'article 8, alinéas 1 et 2 de l'Arrangement, elle est communiquée à la personne figurant au Registre international comme étant le titulaire du dépôt et, si le dépôt a été effectué par l'intermédiaire d'une Administration nationale, elle est envoyée à cette Administration si celle-ci en exprime le désir. L'existence d'une décision de refus et, le cas échéant, le fait que cette décision a été rapportée doivent être publiés dans le Bulletin international des dessins ou modèles; si la notification de la décision de refus a été expédiée postérieurement à l'expiration dudit délai, le Bureau international signale ce fait à l'Administration nationale qui a expédié ladite notification.

Article 11

Cinq ans après la date à laquelle la possibilité de renouvellement a cessé d'exister ou après la date à laquelle le dépôt a été retiré ou radié, le Bureau international est autorisé à disposer des exemplaires et maquettes visés à l'article 5, alinéa 3, lettre *b*) de l'Arrangement et à détruire les dossiers, à moins que la personne figurant au Registre international des dessins ou modèles comme dernier titulaire du dépôt, n'ait demandé qu'ils lui soient retournés à ses frais.

Article 12

Le présent Règlement entre en vigueur en même temps que l'Arrangement.

BAREME DES TAXES

Taxe internationale de base	25 Francs par dépôt simple, multiple ordinaire ou multiple spécial
Taxe internationale complémentaire :	
— dans le cas d'un dépôt multiple ordinaire qui n'est pas assorti d'une requête d'ajournement de la publication............	15 Francs pour le deuxième dessin ou modèle 10 Francs pour le troisième dessin ou modèle 5 Francs pour le quatrième dessin ou modèle 2 Francs par dessin ou modèle du 5ème au 20ème dessin ou modèle
— dans le cas d'un dépôt multiple ordinaire qui est assorti d'une requête d'ajournement de la publication	25 Francs pour le premier dessin ou modèle 15 Francs pour le deuxième dessin ou modèle 10 Francs pour le troixième dessin ou modèle 5 Francs pour le quatrième dessin ou modèle 2 Francs par dessin ou modèle du 5ème au 20ème dessin ou modèle
— dans le cas d'un dépôt multiple spécial (qui est toujours assorti d'une requête d'ajournement de la publication)	25 Francs pour le premier dessin ou modèle 15 Francs pour le deuxième dessin ou modèle 10 Francs pour le troixième dessin ou modèle 5 Francs pour le quatrième dessin ou modèle 2 Francs par dessin ou modèle du 5ème au 100ème dessin ou modèle
Taxe de publication internationale :	
— pour une publication en noir et blanc	25 Francs par espace standard
— pour une publication en couleur	100 Francs par espace standard

Un espace standard est un espace de 6 × 9 centimètres (2 ½ × 3 ½ inches).

Un espace standard ne doit pas contenir plus de 4 reproductions qui peuvent être des reproductions du même dessin ou modèle sous différents aspects ou des reproductions de différents dessins ou modèles.

Taxe étatique ordinaire :

— pour un dépôt simple	5 Francs par Etat désigné
— pour un dépôt multiple ordinaire	5 Francs par Etat désigné
— pour les 20 premiers dessins ou modèles d'un dépôt multiple spécial	5 Francs par Etat désigné

Taxe étatique ordinaire supplémentaire dans le cas d'un dépôt multiple spécial	2,50 Francs par Etat désigné pour chaque groupe de 20 dessins ou modèles ou fraction de groupe à l'exception des 20 premiers dessins ou modèles

Taxe étatique d'examen de nouveauté :

Une taxe dont le montant est fixé par l'Administration nationale de l'Etat qui procède à un examen de nouveauté. Cette taxe ne peut ni excéder les trois quarts de la taxe à laquelle sont assujettis les dessins ou modèles déposés auprès de l'Administration nationale, ni être supérieure à 50 Francs:

— pour chaque groupe de cinq dessins ou modèles compris dans un dépôt multiple si les dessins ou modèles compris dans ledit groupe 1) sont des variantes du même dessin ou modèle ou 2) s'il s'agit du même dessin ou modèle incorporé dans différents objets;

— par dessin ou modèle dans tous les autres cas.

Si, au cours de l'examen, l'Administration nationale constate que les dessins ou modèles n'ont pas été groupés sur la base des deux critères susmentionnés, elle en informera le déposant qui aura un délai minimum de 60 jours pour effectuer le paiement des sommes dont il est redevable en raison de la différence de calcul du montant des taxes. Par contre, si le déposant, après avoir acquitté les taxes, constate qu'il n'a pas épuisé les possibilités de groupement visées ci-dessus, il peut demander à l'Administration nationale que lui soient remboursées les sommes provenant de la différence de calcul du montant des taxes.

Taxe internationale de renouvellement :

— pour un dépôt contenant un seul dessin ou modèle	50 Francs
— pour le premier dessin ou modèle d'un dépôt multiple ordinaire	50 Francs
— pour chaque dessin ou modèle supplémentaire d'un dépôt multiple ordinaire	10 Francs

— surtaxe visée à l'article 6 alinéa 2 lettre *b*) par dépôt .... 10 Francs

Le dépôt multiple spécial sera divisé en dépôts comprenant au maximum 20 dessins ou modèles chacun, à la seule fin de calcul de la taxe de renouvellement.

Taxe étatique de renouvellement :

— pour un dépôt comprenant un seul dessin ou modèle .... 10 Francs par Etat désigné

— pour un dépôt multiple ordinaire .... 10 Francs par Etat désigné

Le dépôt multiple spécial sera divisé en dépôts comprenant 20 dessins ou modèles au maximum à la seule fin de calcul de la taxe de renouvellement.

Pour l'enregistrement et la publication de la description visée à l'article premier alinéa 3 lettre *a*) si elle comporte de 41 à 100 mots	10 Francs
Par l'enregistrement et la publication des changements affectant la propriété d'un dessin ou modèle dans un ou plusieurs Etats, affectant tout ou partie des droits de propriété relatifs à un seul dessin ou à plusieurs dessins compris dans le même dépôt multiple	25 Francs
Pour l'enregistrement et la publication des changements des noms ou d'adresse relatifs à un seul dessin ou plusieurs dessins compris dans le même dépôt multiple	5 Francs
Pour la délivrance d'extraits du Registre ou du dossier	15 Francs par page ou fraction de page
Pour la délivrance d'une copie du certificat de dépôt	15 Francs
Pour la fourniture de renseignements contenus dans le Registre ..	15 Francs par heure ou fraction d'heure nécessaire en vue de la fourniture des renseignements
Pour la certification conforme d'une photographie, d'une représentation graphique, d'un exemplaire ou d'une maquette fournis par toute personne demandant une telle certification ..	10 Francs

Pour la République fédérale d'Allemagne :

JOSEPH LÖNS

KURT HAERTEL

Pour la République Arabe Unie :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

FRANÇOIS XAVIER VAN DER STRATEN-WAILLET

Pour le Danemark

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :
GUILLAUME FINNISS

Pour la République Populaire de Hongrie :

Pour l'Irlande :

Pour l'Italie :
GIUSEPPE TALAMO
MARCELLO ROSCIONI

Pour le Liechtenstein :
ALFRED HILBE

Pour le Luxembourg :
JEAN PIERRE KREMER

Pour le Maroc :

Pour Monaco :
JEAN REY
JEAN MARIE NOTARI

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :
G. M. J. VELDKAMP
C. J. DE HAAN

Pour la République Populaire Roumaine :

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour le Saint Siège :
AUG. H. M. ALBREGTS

Pour la Suède :

Pour la Suisse :
HANS MORF

Pour la Turquie :

Pour la République fédérale Populaire de Yougoslavie :
VLADIMIR SAVIC

ACTE DE STOCKHOLM DU 14 JUILLET 1967 COMPLEMENTAIRE À L'ARRANGEMENT DE LA HAYE CONCERNANT LE DEPOT INTERNATIONAL DES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

(du 6 novembre 1925,

revisé à LONDRES le 2 juin 1934 et à LA HAYE le 28 novembre 1960
et complété par l'Acte additionnel de MONACO le 18 novembre 1961)

Article premier

Au sens du présent Acte complémentaire, il faut entendre par:

« Acte de 1934 », l'Acte signé à Londres le 2 juin 1934 de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels;

« Acte de 1960 », l'Acte signé à La Haye le 28 novembre 1960 de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels;

« Acte additionnel de 1961 », l'Acte signé à Monaco le 18 novembre 1961, additionnel à l'Acte de 1934;

« Organisation », l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle;

« Bureau international », le Bureau international de la propriété intellectuelle;

« Directeur général », le Directeur général de l'Organisation;

« Union particulière », l'Union de La Haye, créée par l'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, et maintenue par les Actes de 1934 et de 1960, et par l'Acte additionnel de 1961, ainsi que par le présent Acte complémentaire.

Article 2

1. *a*) L'Union particulière a une Assemblée composée des pays qui ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré.

b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2. *a*) L'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application de son Arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou n'y ont pas adhéré;

iii) modifie le règlement d'exécution et fixe le montant des taxes relatives au dépôt international des dessins et modèles industriels;

iv) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

v) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

vi) adopte le Règlement financier de l'Union particulière;

vii) crée les comités d'experts et groupes de travail quelle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

viii) décide quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

ix) adopte les modifications des articles 2 à 5;

x) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

xi) s'acquitte de toutes autres tâches qu'impliquent le présent Acte complémentaire.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3. *a*) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa *b*), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 5.2, les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g) Les pays de l'Union particulière qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4. *a*) L'Assemblée se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5. L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 3

1. *a*) Les tâches relatives au dépôt international des dessins et modèles industriels ainsi que les autres tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée et des comités d'experts et groupes de travail qu'elle peut créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2. Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée et de tout comité d'experts ou groupe de travail qu'elle peut créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3. *a*) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de revision des dispositions de l'Arrangement.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

4. Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 4

1. *a*) L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions, les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière, mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2. Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3. Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:

i) les taxes relatives au dépôt international et les taxes et sommes dues pour les autres services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;

ii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;

iii) les dons, legs et subventions;

iv) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4. *a*) Le montant des taxes mentionnées à l'alinéa 3, *i*) est fixé par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général.

b) Ce montant est fixé de manière à ce que les recettes de l'Union particulière provenant des taxes et des autres sources de revenus permettent au moins de couvrir les dépenses du Bureau international intéressant l'Union particulière.

c) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 *a*), le montant des taxes et sommes dues pour les autres services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui en fait rapport à l'Assemblée.

6. *a*) L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par les excédents de recettes et, si de tels excédents ne suffisent pas, par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays, en tant que membre

de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, au budget de ladite Union pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7. *a*) L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa *a*) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8. La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 5

1. Des propositions de modification au présent Acte complémentaire peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2. Toute modification visée à l'alinéa 1, est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 2 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3. Toute modification visée à l'alinéa 1, entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure.

Article 6

1. *a*) Les références, dans l'Acte de 1934, au « Bureau international de la propriété industrielle à Berne », au « Bureau international de Berne » ou au « Bureau international » sont à considérer comme se rapportant au Bureau international tel qu'il est défini à l'article 1 du présent Acte complémentaire.

b) L'article 15 de l'Acte de 1934 est abrogé.

c) Toute modification du règlement d'exécution visé à l'article 20 de l'Acte de 1934 s'effectue selon la procédure prescrite par l'article 2.2, *a*) *iii*) et 3, *d*).

d) A l'article 21 de l'Acte de 1934, les mots « revisée en 1928 » sont remplacés par les mots « pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

e) Les références, dans l'article 22 de l'Acte de 1934, aux article 16, 16-*bis* et 17-*bis* de la « Convention générale » sont à considérer comme se rapportant à celles des dispositions de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle qui, dans ledit Acte de Stockholm correspondent aux articles 16, 16-*bis* et 17-*bis* des Actes antérieurs de la Convention de Paris.

2. *a*) Toute modification des taxes visées à l'article 3 de l'Acte additionnel de 1961 s'effectue selon la procédure prescrite par l'article 2.2, *a*) *iii*) et 3 *d*).

b) L'alinéa 1, de l'article 4 de l'Acte additionnel de 1961, ainsi que les mots « lorsque le fonds de réserve a atteint ce montant » de l'alinéa 2 dudit article, sont abrogés.

c) Les références, dans l'article 6.2, de l'Acte additionnel de 1961, aux articles 16 et 16-*bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle sont à considérer comme se rapportant à celles des dispositions de l'Acte de Stockholm de ladite Convention qui, dans l'Acte de Stockholm, correspondent aux articles 16 et 16-*bis* des Actes antérieurs de la Convention de Paris.

d) Les références, dans les alinéas 1 et 3 de l'article 7 de l'Acte additionnel de 1961, au Gouvernement de la Confédération suisse sont à considérer comme se rapportant au Directeur général.

Article 7

1. Les références, dans l'Acte de 1960, au « Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle » ou au « Bureau international » sont à considérer comme se rapportant au Bureau international tel qu'il est défini à l'article 1 du présent Acte complémentaire.

2. Les articles 19, 20, 21 et 22 de l'Acte de 1960 sont abrogés.

3. Les références, dans l'Acte de 1960, au Gouvernement de la Confédération suisse sont à considérer comme se rapportant au Directeur général.

4. Dans l'article 29 de l'Acte de 1960, les mots « périodiques » (alinéa 1) et « du Comité international des dessins ou modèles ou » (alinéa 2) sont supprimés.

Article 8

1. *a*) Les pays qui, avant le 13 janvier 1968, ont ratifié l'Acte de 1934 ou l'Acte de 1960 ainsi que les pays qui ont adhéré à l'un au moins de ces Actes, peuvent signer et ratifier le présent Acte complémentaire ou peuvent y adhérer.

b) La ratification du présent Acte complémentaire, ou l'adhésion à celui-ci, par un pays qui est lié par l'Acte de 1934 sans être lié également par l'Acte additionnel de 1961, comporte la ratification automatique de l'Acte additionnel de 1961, ou l'adhésion automatique à celui-ci.

2. Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

Article 9

1. A l'égard des cinq pays qui ont, les premiers, déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, le présent Acte complémentaire entre en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout autre pays, le présent Acte complémentaire entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

Article 10

1. Sous réserve de l'article 8 et de l'alinéa suivant, tout pays qui n'a pas ratifié l'Acte de 1934 ou qui n'y a pas adhéré devient lié par l'Acte additionnel de 1961 et par les articles 1 à 6 du présent Acte complémentaire à partir de la date à laquelle son adhésion à l'Acte de 1934 prend effet; toutefois, si à cette date le présent Acte complémentaire n'est pas encore entré en vigueur selon les termes de l'article 9.1, alors ce pays ne devient lié par lesdits articles du présent Acte complémentaire qu'à partir de l'entrée en vigueur de ce dernier Acte selon les termes de l'article 9.1.

2. Sous réserve de l'article 8 et de l'alinéa précédent, tout pays qui n'a pas ratifié l'Acte de 1960 ou qui n'y a pas adhéré devient lié par les articles 1 à 7 du présent Acte complémentaire à partir de la date à laquelle sa ratification de l'Acte de 1960 ou son adhésion à celui-ci prend effet; toutefois, si à cette date le présent Acte complémentaire n'est pas encore entré en vigueur selon les termes de l'article 9.1, alors ce pays ne devient lié par lesdits articles du présent Acte complémentaire qu'à partir de l'entrée en vigueur de ce dernier Acte selon les termes de l'article 9.1.

Article 11

1. *a)* Le présent Acte complémentaire est signé en un seul exemplaire en langue française et déposé auprès du Gouvernement de la Suède.

b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.

2. Le présent Acte complémentaire reste ouvert à la signature, à Stockholm jusqu'au 13 janvier 1968.

3. Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la Suède, du texte signé du présent Acte complémentaire aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.

4. Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte complémentaire auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière les signatures, les dépots d'instruments de ratification ou d'adhésion, l'entrée en vigueur et toute autre notification appropriée.

Article 12

Jusqu'à l'entrée en fonction du premier Directeur général, les références, dans le présent Acte complémentaire, au Bureau international de l'Organisation ou au Directeur général sont considérées comme se rapportant respectivement au Bureau de l'Union établie par la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, ou à son Directeur.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Acte complémentaire.

FAIT à Stockholm, le 14 juillet 1967.

Pour la Belgique :

B.ON F. COGELS

Pour l'Espagne :

J. F. ALCOVER

ELECTO J. GARCIA TEJEDOR

Pour la France :

B. DE MENTHON

Pour l'Indonésie :

Pour le Liechtenstein :

MARIANNE MARXER

Pour le Maroc :

H'SSAINE

Pour Monaco :

J. M. NOTARI

Pour les Pays-Bas :

GERBRANDY

W. G. BELINFANTE

Pour la République Arabe Unie :

Pour la République fédérale d'Allemagne :

KURT HAERTEL

Pour la République du Viet-Nam :

Pour le Saint-Siège :

GUNNAR STERNER

Pour la Suisse :

HANS MORF

JOSEPH VOYAME

Pour la Tunisie :

M. KEDADI

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

Traduzione curata dalle competenti Amministrazioni italiane e svizzere, d'intesa con i BIRPI.

ACCORDO DE L'AJA RELATIVO AL DEPOSITO INTERNAZIONALE DEI DISEGNI O MODELLI INDUSTRIALI DEL 6 NOVEMBRE 1925, RIVEDUTO A LONDRA IL 2 GIUGNO 1934 E A L'AJA IL 28 NOVEMBRE 1960

Gli Stati contraenti,

Animati dal desiderio di offrire ai creatori di modelli o disegni industriali la facoltà di ottenere, dal deposito internazionale, una protezione efficace nel più grande numero di Stati;

Ritenendo che a tale scopo conviene rivedere l'Accordo relativo al deposito internazionale dei disegni o modelli industriali, firmato a L'Aja il 6 novembre 1925 e riveduto a Londra il 2 giugno 1934;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. Gli Stati contraenti sono costituiti in Unione particolare per il deposito internazionale dei disegni o modelli industriali.

2. Solo gli Stati membri dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale possono far parte del presente Accordo.

Articolo 2

Ai sensi del presente Accordo, si deve intendere per:

Accordo del 1925, l'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali del 6 novembre 1925;

Accordo del 1934, l'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali del 6 novembre 1925, riveduto a Londra il 2 giugno 1934;

Il presente Accordo, l'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali, quale risulta dal presente Atto;

Il Regolamento, il Regolamento di esecuzione del presente Accordo;

Ufficio Internazionale, l'Ufficio internazionale per la protezione della proprietà industriale;

Deposito internazionale, un deposito effettuato presso l'Ufficio internazionale;

Deposito nazionale, un deposito effettuato presso l'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente;

Deposito multiplo, un deposito che comprende più disegni o modelli;

Stato d'origine di un deposito internazionale, lo Stato contraente dove il depositante ha effettivamente uno stabilimento industriale o commerciale reale o, se il depositante ha tali stabilimenti in più Stati contraenti, quello degli Stati contraenti che egli ha indicato nella sua domanda; se non ha un tale stabilimento in uno Stato contraente, lo Stato contraente dove ha il suo domicilio; se non ha il suo domicilio in uno Stato contraente, lo Stato contraente di cui ha la cittadinanza;

Stato che procede all'esame della novità, uno Stato in cui la legislazione prevede un sistema che implica una ricerca e un esame preventivo d'ufficio, effettuati dalla sua Amministrazione nazionale e avente per oggetto la novità di tutti i disegni o modelli depositati.

Articolo 3

I cittadini degli Stati contraenti o le persone che, pur non avendo la cittadinanza di uno di questi Stati, sono domiciliati o hanno effettivamente uno stabilimento industriale o commerciale reale sul territorio di uno dei detti Stati, possono depositare disegni o modelli presso l'Ufficio internazionale.

Articolo 4

1. Il deposito internazionale può essere effettuato all'Ufficio internazionale:

1) direttamente, o

2) per mezzo dell'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente se la legislazione di questo Stato lo permette.

2. La legislazione nazionale di ciascuno Stato contraente può esigere che ogni deposito internazionale, per il quale questo Stato è ritenuto Stato d'origine, sia presentato per mezzo della sua Amministrazione nazionale. L'inosservanza di una tale prescrizione non invalida gli effetti del deposito internazionale negli altri Stati contraenti.

Articolo 5

1. Il deposito internazionale richiede una domanda, una o più fotografie — o qualsiasi altra rappresentazione grafica — del disegno o modello e il pagamento delle tasse previste dal Regolamento.

2. La domanda contiene:

1) la lista degli Stati contraenti nei quali il depositante domanda che il deposito internazionale produca i suoi effetti;

2) l'indicazione dell'oggetto o degli oggetti ai quali il disegno o modello è destinato a essere incorporato;

3) se il depositante desidera rivendicare la priorità citata all'articolo 9, l'indicazione della data e del numero del deposito che dà origine al diritto di priorità;

4) tutte le altre informazioni previste dal Regolamento.

3. *a*) La domanda può inoltre contenere:

1) una breve descrizione degli elementi caratteristici del disegno o modello;

2) una dichiarazione che indica il nome del vero creatore del disegno o modello;

3) una richiesta di aggiornamento della pubblicazione prevista dall'articolo 6, comma 4;

b) Inoltre possono essere uniti alla domanda esemplari o bozzetti dell'oggetto al quale è incorporato il disegno o modello.

4. Un deposito multiplo può comprendere più disegni o modelli destinati a essere incorporati in oggetti inseriti nella medesima classe della classificazione internazionale di disegni o modelli, prevista dall'articolo 21, comma 2, numero 4.

Articolo 6

1. L'Ufficio internazionale tiene il Registro internazionale dei disegni o modelli e procede alla registrazione dei depositi internazionali.

2. Il deposito internazionale è considerato come effettuato alla data alla quale l'Ufficio internazionale ha ricevuto la domanda nella debita forma, le tasse da pagarsi con la domanda e la o le fotografie — o tutte le altre rappresentazioni grafiche — del disegno o modello oppure, se esse non sono state ricevute contemporaneamente, alla data alla quale l'ultima di queste formalità è stata adempiuta. La registrazione porta la stessa data.

3. *a*) Per ciascun deposito internazionale l'Ufficio internazionale pubblica in un bollettino periodico:

1) le riproduzioni in bianco e nero o, a richiesta del depositante, le riproduzioni a colori, le fotografie, o tutte le altre rappresentazioni grafiche depositate;

2) la data del deposito internazionale;

3) le informazioni previste dal Regolamento.

b) L'Ufficio internazionale deve inviare, nel più breve termine, il bollettino periodico alle Amministrazioni nazionali.

4. *a*) La pubblicazione prevista dal comma 3, lettera *a*) è, a domanda del depositante, aggiornata per il periodo richiesto dallo stesso. Questo periodo non può superare il termine di 12 mesi decorrente dalla data del deposito internazionale. Tuttavia, se una priorità è rivendicata, il termine iniziale di questo periodo è la data della priorità.

b) Durante il periodo previsto dalla lettera *a*) suddetta il depositante può, in qualsiasi momento, domandare la pubblicazione immediata o ritirare il suo deposito. Il ritiro del deposito può essere limitato a uno o più Stati contraenti e, in caso di deposito multiplo, a una parte dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

c) Se il depositante non paga nei termini prescritti le tasse esigibili prima della scadenza del periodo previsto alla lettera *a*) di cui sopra, l'Ufficio internazionale procede alla cancellazione del deposito e non esegue la pubblicazione prevista dal comma 3, lettera *a*).

d) Fino alla scadenza del periodo previsto dalla lettera *a*) di cui sopra, l'Ufficio internazionale mantiene segreta la registrazione, accompagnata da una richiesta di pubblicazione inviata, e il pubblico non può prendere conoscenza di alcun documento od oggetto relativo al detto deposito. Queste disposizioni si applicano senza limite di durata, purché il depositante abbia ritirato il suo deposito prima della scadenza di detto periodo.

5. A eccezione dei casi previsti dal comma 4, il pubblico può prendere conoscenza del Registro come pure di tutti i documenti e oggetti depositati nell'Ufficio internazionale.

Articolo 7

1. *a*) Ogni deposito presso l'Ufficio internazionale ha, in ciascuno degli Stati contraenti indicati dal depositante nella sua domanda, effetti identici a quelli che avrebbe avuto se fossero adempiute dal depositante tutte le formalità previste dalla legge nazionale per ottenere la protezione e se tutti gli atti amministrativi, previsti a tal fine, fossero stati compiuti dall'Amministrazione di tale Stato.

b) Con riserva delle disposizioni dell'articolo 11, la protezione dei disegni o modelli, oggetto di un deposito registrato nell'Ufficio internazionale, è regolata, in ciascuno degli Stati contraenti, dalle disposizioni nazionali, applicate in detti Stati ai disegni o modelli la cui protezione è rivendicata per mezzo di un deposito nazionale e per i quali tutte le formalità sono state adempiute e tutti gli atti amministrativi sono stati compiuti.

2. Il deposito internazionale non produce effetti nello Stato d'origine se la legislazione di tale Stato così stabilisce.

Articolo 8

1. Nonostante le disposizioni dell'articolo 7, l'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente la cui legislazione nazionale prevede il rifiuto della protezione, a seguito di un esame amministrativo d'ufficio o a seguito dell'opposizione di un terzo, deve, in caso di rifiuto, far conoscere, nel termine di sei mesi, all'Ufficio internazionale che il disegno o modello non risponde alle

esigenze imposte da questa legislazione oltre le formalità e gli atti amministrativi previsti dall'articolo 7, comma 1. Se il rifiuto non è notificato nel termine di sei mesi, il deposito internazionale produce i suoi effetti, in detto Stato, a decorrere dalla data di questo deposito. Tuttavia, in ogni Stato contraente, che proceda a un esame della novità, se non è stato notificato un rifiuto entro il termine di sei mesi, il deposito internazionale, pur conservando la sua priorità, produce i suoi effetti a decorrere dalla scadenza di tale termine, a meno che la legislazione nazionale non preveda una data anteriore per i depositi effettuati presso la sua Amministrazione nazionale.

2. Il termine di sei mesi, previsto dal comma 1, si deve calcolare a decorrere dalla data nella quale l'Amministrazione nazionale ha ricevuto il numero del bollettino periodico in cui è pubblicata la registrazione del deposito internazionale. L'Amministrazione nazionale deve dare conoscenza di tale data a qualsiasi terzo che la domandi.

3. Il depositante ha gli stessi mezzi di ricorso contro la decisione di rifiuto dell'Amministrazione nazionale, prevista dal comma 1, che se egli avesse depositato il suo disegno o modello presso questa Amministrazione; in ogni caso, la decisione di rifiuto deve poter essere oggetto di un riesame o di un ricorso. La notifica della decisione deve indicare:

1) le ragioni per le quali è stato deciso che il disegno o modello non risponde alle esigenze della legge nazionale;

2) la data prevista al comma 2;

3) il termine concesso per domandare un riesame o presentare un ricorso;

4) l'Autorità alla quale questa domanda o questo ricorso possono essere diretti.

4. *a*) L'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente la cui legislazione nazionale contiene disposizioni della natura di quelle previste dal comma 1, che richiedono una dichiarazione indicante il nome del vero creatore del disegno o modello o una descrizione del detto disegno o modello, può esigere dal depositante, assegnandogli un termine di 60 giorni almeno, che fornisca, nella lingua nella quale la domanda depositata all'Ufficio internazionale è stata redatta:

1) una dichiarazione che indichi il vero creatore del disegno o modello;

2) una breve descrizione che sottolinei gli elementi caratteristici essenziali del disegno o modello, come appaiono nelle fotografie o in altre rappresentazioni grafiche.

b) Nessuna tassa è prelevata da un'Amministrazione nazionale per il rilascio di una tale dichiarazione o di una tale descrizione né per la loro eventuale pubblicazione a cura di questa Amministrazione nazionale.

5. *a*) Ciascuno degli Stati contraenti, la cui legislazione nazionale contiene disposizioni della natura di quelle previste dal comma 1, deve informarne l'Ufficio internazionale.

b) Se la legislazione di uno Stato contraente prevede più sistemi di protezione di disegni o modelli, e se uno di questi sistemi implica un esame della novità, le disposizioni del presente Accordo relativo agli Stati che praticano un tale esame non s'applicano che per quanto riguarda tale sistema.

Articolo 9

Se il deposito internazionale del disegno o modello è effettuato, nei sei mesi successivi al primo deposito dello stesso disegno o modello, in uno degli Stati membri dell'Unione internazionale per la protezione della Proprietà industriale e se la priorità è rivendicata, per il deposito internazionale, la data di priorità è quella di questo primo deposito.

Articolo 10

1. Il deposito internazionale può essere rinnovato ogni 5 anni anche solo pagando, entro l'ultimo anno di ciascun quinquennio, tasse di rinnovo fissate dal Regolamento.

2. Mediante il versamento di una soprattassa, fissata dal Regolamento, un termine di grazia di 6 mesi è concesso per i rinnovi del deposito internazionale.

3. Al momento del pagamento delle tasse di rinnovo devono essere indicati il numero del deposito internazionale e, se il rinnovo non deve essere effettuato per tutti gli Stati contraenti dove il deposito sta per scadere, quelli di questi Stati dove il rinnovo deve essere effettuato.

4. Il rinnovo può essere limitato a una parte solamente dei disegni o modelli compresi in un deposito multiplo.

5. L'Ufficio internazionale registra e pubblica i rinnovi.

Articolo 11

1. *a*) La durata della protezione, accordata da uno Stato contraente ai disegni o modelli oggetto di un deposito internazionale, non può essere inferiore a:

1) 10 anni a decorrere dalla data del deposito internazionale se questo deposito è stato oggetto di un rinnovo;

2) 5 anni a decorrere dalla data del deposito internazionale in caso di mancato rinnovo.

b) Tuttavia, se, in virtù delle disposizioni della legislazione nazionale di uno Stato contraente che procede a un esame della novità, la protezione ha inizio a una data successiva a quella del deposito internazionale, le durate minime previste dalla lettera *a*) sono calcolate a decorrere dal momento iniziale della protezione in detto Stato. Il fatto che il deposito internazionale non sia rinnovato, o non sia rinnovato che una sola volta, non ha alcun effetto sulla durata minima della protezione così definita.

2. Se la legislazione di uno Stato contraente prevede per i disegni o modelli, oggetto di un deposito nazionale, una protezione la cui durata, con o senza rinnovo, sia superiore a 10 anni, una protezione di uguale durata è accordata in questo Stato sulla base del deposito internazionale e dei suoi rinnovi ai disegni o modelli oggetto di un deposito internazionale.

3. Ogni Stato contraente può, nella sua legislazione nazionale, limitare la durata della protezione dei disegni o modelli, oggetto di un deposito internazionale, alle durate previste dal comma 1.

4. Con riserva delle disposizioni di cui al comma 1, lettera *b*), la protezione termina negli Stati contraenti alla data della scadenza del deposito internazionale, a meno che la legislazione nazionale di questi Stati non disponga che la protezione continui dopo la data della scadenza del deposito internazionale.

Articolo 12

1. L'Ufficio internazionale deve registrare e pubblicare qualsiasi mutamento riguardante la proprietà di un disegno o modello oggetto di un deposito internazionale in vigore. Il trasferimento di priorietà può essere limitato a diritti derivanti dal deposito internazionale in uno o più Stati contraenti solamente e, nel caso di deposito multiplo, a una parte solamente dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

2. La registrazione di cui al comma 1, produce gli stessi effetti che se essa fosse stata effettuata dalle Amministrazioni nazionali degli Stati contraenti.

Articolo 13

1. Il titolare di un deposito internazionale può, per mezzo di una dichiarazione diretta all'Ufficio internazionale, rinunziare ai suoi diritti per tutti gli Stati contraenti o per un certo numero di essi e, in caso di deposito multiplo, per una parte dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

2. L'Ufficio internazionale registra la dichiarazione e la pubblica.

Articolo 14

1. Uno Stato contraente non può richiedere, per riconoscere il diritto, che un segno o una menzione del deposito del disegno o modello sia apposto sull'oggetto nel quale è incorporato questo disegno o modello.

2. Se la legislazione nazionale di uno Stato contraente prevede l'apposizione di una menzione di riserva, a qualsiasi altro fine, lo stesso Stato dovrà considerare questa richiesta soddisfatta se tutti gli oggetti presentati al pubblico, con l'autorizzazione del titolare del diritto sul disegno o modello, o se le etichette, di cui sono forniti questi oggetti, portano la menzione di riserva internazionale.

3. Deve essere considerata come menzione di riserva il simbolo (D) (lettera maiuscola D in un cerchio) accompagnata:

1) sia dall'indicazione dell'anno del deposito internazionale e del nome o dell'abbreviazione abituale del nome del depositante,

2) sia dal numero del deposito internazionale.

4. La sola apposizione della menzione di riserva internazionale sugli oggetti o sull'etichetta non può in alcun modo essere interpretata come rinuncia implicita alla protezione a titolo di diritto di autore o a tutto altro titolo, quando, in assenza di una tale menzione, questa protezione può essere ottenuta.

Articolo 15

1. Le tasse previste dal Regolamento comprendono:

1) le tasse per l'Ufficio internazionale;

2) alcune tasse per gli Stati contraenti designati dal depositante, e precisamente:

a) una tassa per ciascuno degli Stati contraenti;

b) una tassa per ciascuno degli Stati contraenti che procede a un esame della novità e richiede il pagamento di una tassa per procedere al detto esame.

2. Per uno stesso deposito, le tasse pagate da uno Stato contraente in virtù delle disposizioni del comma 1, numero 2, lettera *a*), sono detratte dal montante della tassa prevista dal comma 1, numero 2, lettera *b*), quando questa ultima tassa diviene esigibile per il detto Stato.

Articolo 16

1. Le tasse per gli Stati contraenti, previste dall'articolo 15, comma 1, numero 2, sono riscosse dall'Ufficio internazionale che, ogni anno, le versa agli Stati contraenti designati dal depositante.

2. *a*) Ogni Stato contraente può dichiarare all'Ufficio internazionale che rinuncia a percepire le tasse suppletive, previste dall'articolo 15, comma 1, numero 2, lettera *a*), concernenti i depositi

internazionali per i quali altri Stati contraenti, che hanno fatto la stessa rinuncia, sono ritenuti Stati d'origine.

b) Esso può fare le stesse rinuncie per quanto riguarda il deposito internazionale per il quale è ritenuto Stato d'origine.

Articolo 17

Il Regolamento di esecuzione fissa i particolari di applicazione del presente Accordo e specialmente:

1) le lingue e il numero di esemplari nei quali la domanda di deposito deve essere fatta, come pure le indicazioni richieste nella stessa;

2) l'ammontare, le date di scadenza, i modi di pagamento delle tasse destinate all'Ufficio internazionale e agli Stati, comprese le limitazioni imposte alla tassa prevista per gli Stati contraenti che procedono a un esame della novità;

3) il numero, il formato e altre caratteristiche delle fotografie o rappresentazioni grafiche di ciascuno dei disegni o modelli depositati;

4) la lunghezza della descrizione di elementi caratteristici del disegno o modello;

5) i limiti e le condizioni alle quali esemplari o bozzetti degli oggetti, in cui è incorporato il disegno o modello, possono essere uniti alla domanda;

6) il numero di disegni o modelli che possono essere compresi in un deposito multiplo e altre disposizioni che regolano i depositi multipli;

7) qualsiasi questione riguardante la pubblicazione e la distribuzione del Bollettino periodico, previsto dall'articolo 6, comma 3, lettera *a*), compreso il numero di esemplari del Bollettino, che sono inviati gratuitamente alle Amministrazioni nazionali, come pure il numero di esemplari che possono essere venduti a prezzo ridotto a queste Amministrazioni;

8) la procedura di notificazione, da parte degli Stati contraenti, delle decisioni di rifiuto, previste dall'articolo 8, comma 1, come pure la procedura riguardante la comunicazione e la pubblicazione di tali decisioni a cura dell'Ufficio internazionale;

9) le condizioni nelle quali devono essere effettuate, dall'Ufficio internazionale, la registrazione e la pubblicazione dei cambiamenti riguardanti la proprietà di un disegno o modello, previsto dall'articolo 12, comma 1, come pure le rinuncie previste dall'articolo 13;

10) la destinazione da darsi ai documenti e agli oggetti relativi a depositi non più suscettibili di rinnovo.

Articolo 18

Le disposizioni del presente Accordo non impediscono di rivendicare l'applicazione di più ampie disposizioni, che venissero emanate dalla legislazione nazionale di uno Stato contraente né pregiudicano in alcun modo la protezione accordata alle opere d'arte e a quelle di arte applicata da trattati e convenzioni internazionali sul diritto d'autore.

Articolo 19

Le tasse dell'Ufficio internazionale, pagate per i servizi previsti dal presente Accordo, devono essere stabilite in maniera:

a) che il loro ricavo copra tutte le spese del Servizio internazionale dei disegni o modelli, come pure tutte quelle che conseguono dalla preparazione e dall'attuazione delle riunioni sia del Comitato internazionale dei disegni o modelli sia delle Conferenze di revisione del presente Accordo;

b) che esse permettano il mantenimento del fondo di riserva previsto dall'articolo 20.

Articolo 20

1. È costituito un fondo di riserva per l'ammontare di 250.000 franchi svizzeri. Esso può essere modificato dal Comitato internazionale dei disegni o modelli previsto dal seguente articolo 21.

2. Il fondo di riserva è costituito dall'eccedenza dei proventi del Servizio internazionale dei disegni o modelli.

3. *a*) Tuttavia, dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il fondo di riserva viene costituito dal versamento, da parte di ciascuno Stato, di una quota unica, calcolata per ciascuno di essi in funzione del numero di unità corrispondenti alla classe alla quale esso appartiene, in base all'articolo 13, comma 8, della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale.

b) Gli Stati che diverranno parte del presente Accordo dopo la sua entrata in vigore dovranno ugualmente versare una quota unica. Questa sarà calcolata secondo i princìpi enunciati al comma suddetto, dimodoché tutti gli Stati, indipendentemente dalla data della loro entrata nell'Accordo, paghino lo stesso contributo per unità.

4. Nel caso che l'ammontare del fondo di riserva oltrepassasse il limite previsto, il soprappiù sarà periodicamente distribuito tra gli Stati contraenti in proporzione alla quota unica versata da ciascuno di essi, fino alla concorrenza dell'ammontare di tale quota.

5. Quando le quote uniche siano state integralmente rimborsate, il Comitato internazionale dei disegni o modelli può decidere che non sarà più richiesta la quota unica agli Stati che, successivamente, diverranno parte dell'Accordo.

Articolo 21

1. È costituito un Comitato internazionale dei disegni o modelli, composto dei rappresentanti di tutti gli Stati contraenti.

2. Il Comitato ha le seguenti attribuzioni:

1) stabilisce il suo Regolamento interno;
2) modifica il Regolamento di esecuzione;
3) modifica l'ammontare del fondo di riserva previsto dall'articolo 20;
4) stabilisce la classificazione internazionale dei disegni o modelli;
5) studia i problemi relativi all'applicazione e alla eventuale revisione del presente Accordo;
6) studia tutti gli altri problemi relativi alla protezione internazionale dei disegni o modelli;
7) si pronuncia sui rapporti annuali di gestione dell'Ufficio internazionale, cui dà le direttive generali per l'esercizio delle funzioni che gli sono conferite in base al presente Accordo;
8) stabilisce un rapporto sulle spese preventive dell'Ufficio internazionale, per ciascun triennio.

3. Le decisioni del Comitato sono prese alla maggioranza di 4/5 dei membri votanti presenti o rappresentati, nei casi previsti dai numeri 1, 2, 3 e 4 del comma 2, e alla maggioranza semplice n tutti gli altri casi. L'astensione non è considerata voto.

4. Il Comitato è convocato dal Direttore dell'Ufficio internazionale:

1) almeno una volta ogni tre anni;
2) in qualsiasi momento a domanda di un terzo degli Stati contraenti o, occorrendo, a iniziativa del Direttore dell'Ufficio internazionale o del Governo della Confederazione Svizzera.

5. Le spese di viaggio e di soggiorno dei membri del Comitato sono a carico dei loro rispettivi Governi.

Articolo 22

1. Il Regolamento può essere emendato dal Comitato in base all'articolo 21, comma 2, numero 2, o mediante la procedura scritta prevista dal successivo comma 2.

2. In caso di ricorso alla procedura scritta, gli emendamenti sono proposti dal Direttore dell'Ufficio internazionale con lettera circolare diretta a tutti gli Stati contraenti. Gli emendamenti sono considerati come approvati se, nel termine di un anno dalla loro comunicazione, nessun Stato contraente ha fatto conoscere la sua opposizione.

Articolo 23

1. Il presente Accordo resta aperto alla firma fino al 31 dicembre 1961.

2. Esso sarà ratificato e gli strumenti di ratificazione saranno depositati presso il Governo dei Paesi Bassi.

Articolo 24

1. Gli Stati membri dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale che non avranno firmato il presente Accordo saranno ammessi ad aderirvi.

2. Questa adesione sarà notificata per via diplomatica al Governo della Confederazione Svizzera e da questo ai Governi di tutti gli Stati contraenti.

Articolo 25

1. Ogni Stato contraente si obbliga ad assicurare la protezione dei disegni o modelli industriali e a prendere, in conformità della sua Costituzione, i provvedimenti necessari per garantire l'applicazione di questo Accordo.

2. Al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione, uno Stato contraente deve essere in grado, in conformità della sua legislazione nazionale, di attuare le disposizioni del presente Accordo.

Articolo 26

1. Il presente Accordo entrerà in vigore un mese dopo l'invio agli Stati contraenti, da parte del Governo della Confederazione Svizzera, della notificazione del deposito di dieci strumenti di ratifica o di adesione, tra cui quelli di almeno quattro Stati che, alla data del presente Accordo, non fanno parte né dell'Accordo del 1925 né di quello del 1934.

2. In seguito, il deposito degli strumenti di ratifica e di adesione dovrà essere notificato agli Stati contraenti dal Governo della Confederazione Svizzera; queste ratifiche e adesioni produrranno i loro effetti un mese dopo l'invio di questa notificazione, a meno che, in caso di adesione, una data posteriore non sia stata indicata nello strumento di adesione.

Articolo 27

Ogni Stato contraente può, in qualsiasi momento, notificare al Governo della Confederazione Svizzera che il presente Accordo è applicabile a tutti o a parte dei territori per i quali esso provvede alle relazioni internazionali. Il Governo della Confederazione Svizzera ne informa tutti gli Stati contraenti e l'Accordo si applica ugualmente ai territori, indicati nella notificazione, un mese dopo l'invio della comunicazione fatta dal Governo della Confederazione Svizzera agli Stati contraenti, a meno che una data successiva non sia stata indicata nella notificazione.

Articolo 28

1. Ogni Stato contraente ha la facoltà di denunciare il presente Accordo a suo nome e a nome di tutti o di parte dei territori, oggetto della notificazione prevista dall'articolo 27, mediante una notificazione diretta al Governo della Confederazione Svizzera. Questa denuncia produce i suoi effetti un anno dopo il ricevimento della notificazione da parte del Governo della Confederazione Svizzera.

2. La denuncia del presente Accordo da parte di uno Stato contraente non lo esime dalle obbligazioni che esso ha contratto riguardo ai disegni o modelli oggetto della registrazione internazionale prima della data in cui la denuncia diviene effettiva.

Articolo 29

1. Il presente Accordo sarà sottoposto a revisioni periodiche allo scopo d'introdurvi i miglioramenti idonei a perfezionare la protezione derivante dal deposito internazionale dei disegni o modelli.

2. Le Conferenze di revisione saranno convocate a domanda del Comitato internazionale dei disegni o modelli o della metà almeno degli Stati contraenti.

Articolo 30

1. Più Stati contraenti possono, in qualsiasi momento, notificare al Governo della Confederazione Svizzera che, nelle condizioni precisate in questa notificazione:

1) un'amministrazione comune si sostituirà all'Amministrazione nazionale di ciascuno di essi;

2) che essi devono essere considerati come un solo Stato per l'applicazione degli articoli da 2 a 17 del presente Accordo.

2. Questa notificazione avrà effetto solo sei mesi dopo la data della comunicazione, che ne sarà data dal Governo della Confederazione Svizzera agli altri Stati contraenti.

Articolo 31

1. Solo il presente Accordo vincola, nelle loro reciproche relazioni, gli Stati che fanno parte contemporaneamente del presente Accordo e dell'Accordo del 1925 o di quello del 1934. Tuttavia,

i detti Stati saranno tenuti, nelle loro relazioni reciproche, ad applicare le disposizioni dell'Accordo del 1925 o quelle dell'Accordo del 1934, secondo il caso, ai disegni o modelli depositati nell'Ufficio internazionale anteriormente alla data alla quale il presente Accordo li vincola nelle loro reciproche relazioni.

2. *a*) Ogni Stato, che fa parte contemporaneamente del presente Accordo e di quello del 1925, è tenuto a uniformarsi alle disposizioni dell'Accordo del 1925 nelle sue relazioni con gli Stati che fanno parte del solo Accordo del 1925, salvo che detto Stato non abbia denunciato l'Accordo del 1925.

b) Ogni Stato che fa parte contemporaneamente del presente Accordo e di quello del 1934 è tenuto a uniformarsi alle disposizioni dell'Accordo del 1934, nelle sue relazioni con gli Stati che fanno parte solamente di quest'ultimo, salvo che detto Stato non l'abbia denunciato.

3. Gli Stati, che fanno parte solamente del presente Accordo, non hanno alcun obbligo verso gli Stati, che fanno parte dell'Accordo del 1925 o di quello del 1934, senza nello stesso tempo far parte del presente Accordo.

Articolo 32

1. La firma e la ratifica del presente Accordo da parte di uno Stato membro, alla data di questo Accordo, di quello del 1925 o di quello del 1934, come pure l'adesione al presente Accordo di un tale Stato saranno considerati come firma e ratifica del Protocollo annesso al presente Accordo, o adesione al detto Protocollo, a meno che questo Stato non abbia fatta una dichiarazione espressa in senso contrario, al momento della firma o del deposito del suo strumento d'adesione.

2. Ogni Stato contraente, che ha fatto la dichiarazione prevista al comma 1, e qualsiasi altro Stato contraente che non faccia parte dell'Accordo del 1925, o di quello del 1934, può firmare il Protocollo annesso al presente Accordo o aderirvi. Al momento della firma o del deposito dello strumento di adesione, esso può dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni dei comma 2, *a*) o 2 *b*) del Protocollo; in tal caso, gli altri Stati che fanno parte del Protocollo non sono tenuti ad applicare, nelle loro relazioni con gli Stati che hanno fatto uso di questa facoltà, la disposizione che ha fatto oggetto di questa dichiarazione. Le disposizioni degli articoli da 23 a 28 si applicano per analogia.

Articolo 33

Il presente Atto sarà firmato in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi. Una copia certificata sarà inviata da quest'ultimo al Governo di ciascuno degli Stati che avranno firmato il presente Accordo o che vi avranno aderito.

In fede di che, i sottoscritti plenipotenziari dopo aver presentato i loro pieni poteri riconosciuti in buona e dovuta forma, hanno apposto la loro firma.

Fatto a L'Aja, il 28 novembre 1960.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLLO

Gli Stati che fanno parte del presente Protocollo hanno convenuto quanto segue:

1. Le disposizioni del presente Protocollo si applicano ai disegni o modelli, oggetto del deposito internazionale, per i quali uno degli Stati che fanno parte del presente Protocollo è ritenuto Stato di origine.

2. Per quanto riguarda i disegni o modelli previsti dal comma 1, di cui sopra:

a) la durata della protezione accordata dagli Stati, che fanno parte del presente Protocollo, ai disegni o modelli, previsti dal comma 1, di cui sopra, non può essere inferiore a quindici anni, decorrenti dalla data prevista dall'articolo 11, comma 1, *a*) o *b*), secondo il caso;

b) l'apposizione di una menzione di riserva sugli oggetti, nei quali sono incorporati i disegni o modelli, o sulle etichette di cui sono forniti questi oggetti, non può in alcun caso essere richiesta dagli Stati che fanno parte del presente Protocollo, sia per l'esercizio, sul loro territorio, dei diritti derivanti dal deposito internazionale, sia per qualsiasi altra finalità.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a L'Aja, il ventotto novembre millenovecentosessanta.

(*Seguono le firme*).

REGOLAMENTO DI ESECUZIONE DELL'ACCORDO DELL'AJA

PER IL DEPOSITO INTERNAZIONALE DEI DISEGNI O MODELLI INDUSTRIALI DEL 6 NOVEMBRE 1925, EMENDATO A LONDRA IL 2 GIUGNO 1934 E ALL'AJA IL 28 NOVEMBRE 1960

Articolo 1

1. La domanda di cui all'articolo 5 dell'Accordo deve essere redatta nelle lingue francese od inglese e presentata in tre esemplari sui formulari distribuiti dall'Ufficio internazionale.

2. La domanda deve contenere:

a) il cognome e nome o la denominazione commerciale, nonché l'indirizzo del depositante; ove esista un mandatario, il cognome e l'indirizzo di quest'ultimo; ove venga fatta menzione di più di un indirizzo, quello al quale l'Ufficio internazionale è tenuto ad inviare ogni comunicazione;

b) l'indicazione dello Stato contraente nel quale il depositante possiede uno stabilimento industriale o commerciale effettivo e concreto o, ove egli possieda tali stabilimenti in più Stati contraenti, l'indicazione dello Stato contraente che il depositante designa come Stato d'origine del deposito internazionale; ove egli non possieda un tale stabilimento in uno Stato contraente, l'indicazione dello Stato contraente nel quale è domiciliato; ove non sia domiciliato in uno Stato contraente, l'indicazione dello Stato contraente di cui è cittadino;

c) l'indicazione dell'oggetto o degli oggetti nei quali il disegno od il modello è destinato ad essere incorporato;

d) l'enumerazione dei documenti ed eventualmente degli esemplari o bozzetti allegati alla domanda nonché l'indicazione dell'ammontare delle tasse fatte pervenire all'Ufficio internazionale;

e) la lista degli Stati contraenti nei quali il depositante chiede che il deposito internazionale produca i suoi effetti;

f) se il depositante desidera rivendicare la priorità di cui all'articolo 9 dell'Accordo, l'indicazione della data, dello Stato e del numero del deposito che dà luogo al diritto di priorità;

g) la firma del depositante o del suo mandatario.

3. La domanda può inoltre contenere:

a) una breve descrizione di elementi caratteristici del disegno o modello, ivi compresi i colori; tale descrizione non può superare le cento parole;

b) una dichiarazione che indichi il nome del vero creatore del disegno o modello;

c) una richiesta di pubblicazione a colori;

d) una richiesta di aggiornamento della pubblicazione in base al comma 4, lettera *a*) dell'articolo 6 dell'Accordo.

4. Possono essere allegati alla domanda:

a) dei documenti giustificativi a sostegno di una rivendicazione di priorità;

b) degli esemplari o bozzetti dell'oggetto nel quale detto disegno o modello è incorporato; tali esemplari o bozzetti non devono superare i 30 centimetri (12 pollici) in ciascuna delle loro dimensioni; sono tuttavia esclusi gli oggetti fatti di sostanze deteriorabili o pericolose.

Articolo 2

1. *a*) Il numero dei disegni o modelli che un depositante può includere in un deposito multiplo non deve superare:

1) il numero di venti, se egli non richiede l'aggiornamento della pubblicazione;

2) il numero di cento, se egli richiede che la pubblicazione sia aggiornata come previsto dal comma 4, lettera *a*) dell'articolo 6 dell'Accordo.

b) I depositi multipli che non comprendano più di venti disegni o modelli sono qui appresso indicati come « depositi multipli ordinari » ed i depositi multipli comprendenti più di venti disegni o modelli sono qui appresso indicati come « depositi multipli speciali ».

2. Tutti i disegni o modelli compresi nel deposito multiplo devono essere destinati ad essere incorporati in oggetti che figurano nella stessa classe della classificazione internazionale dei disegni o modelli.

3. Ogni disegno o modello compreso in un deposito multiplo deve essere identificato mediante un numero diverso, figurante sia sulla domanda che sulle fotografie od altre rappresentazioni grafiche allegate alla domanda stessa.

4. L'elenco degli Stati contraenti nei quali il depositante richiede che il deposito internazionale produca i suoi effetti deve essere compreso in un deposito multiplo per ogni disegno o modello.

5. Se un depositante desidera fare uso della facoltà di richiedere l'aggiornamento della pubblicazione di cui al comma 4, lettera *a*) dell'articolo 6 dell'Accordo, la durata del periodo di aggiornamento richiesto deve essere la stessa per tutti i disegni o modelli compresi in un deposito multiplo.

Articolo 3

1. *a*) Qualora un depositante desideri che la pubblicazione della registrazione dei disegni o modelli nel Bollettino internazionale sia aggiornata, egli deve precisare nella sua domanda la durata del periodo per il quale egli richiede detto aggiornamento.

b) La durata del periodo di aggiornamento non può superare i dodici mesi a partire dalla data del deposito internazionale o, nel caso in cui una priorità venga rivendicata, a partire dalla data della priorità stessa.

c) Ove un depositante non precisi la durata di detto periodo, l'Ufficio internazionale deve ritenere che la domanda sia intesa per la massima durata di aggiornamento permessa.

2. In ogni momento, nel corso del periodo di aggiornamento della pubblicazione, il depositante può, con lettera indirizzata all'Ufficio internazionale, richiedere la pubblicazione immediata. Tale richiesta può riguardare soltanto uno o più Stati contraenti e, nel caso di un deposito multiplo, soltanto una parte dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

3. In ogni momento, nel corso del periodo di aggiornamento della pubblicazione, il depositante può ritirare il proprio deposito con lettera indirizzata all'Ufficio internazionale. Il ritiro può riguardare unicamente uno o più Stati contraenti e, in caso di deposito multiplo, soltanto una parte dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

4. *a*) Se, prima dello spirare del periodo di aggiornamento, il depositante paga tutte le tasse prescritte dall'articolo 7, l'Ufficio internazionale procede, immediatamente dopo la scadenza del periodo di aggiornamento, alla pubblicazione nel Bollettino internazionale dei disegni o modelli.

b) Se il depositante non paga le tasse di cui al comma 3, lettera *b*) dell'articolo 7, l'Ufficio internazionale non effettua la pubblicazione e procede alla cancellazione del deposito.

Articolo 4

1. Per una pubblicazione in bianco e nero, deve essere allegata a ciascuno dei tre esemplari della domanda una fotografia od altra rappresentazione grafica di 9 × 12 cm. (3 ½ × 5 pollici).

2. Per una pubblicazione a colori, devono essere allegati alla domanda una diapositiva a colori nonché tre provini a colori, questi ultimi di 9 × 12 cm. (3 ½ × 5 pollici) tratti da tale diapositiva.

3. Ogni disegno o modello può essere fotografato o rappresentato graficamente sotto diversi aspetti.

Articolo 5

1. Nel caso di intervento di un mandatario, quest'ultimo deve allegare alla documentazione una procura. Non è richiesta alcuna legalizzazione.

2. Ogni interessato che, in base alle disposizioni del comma 1, dell'articolo 12 dell'Accordo richiede la registrazione di cambiamenti che riguardino la proprietà di un disegno o modello, deve fornire all'Ufficio internazionale i necessari documenti giustificativi.

Articolo 6

1. Sei mesi prima della data di inizio di ogni periodo per il quale un deposito internazionale è suscettibile di rinnovo, l'Ufficio internazionale invia una lettera di richiamo al titolare del deposito od al suo mandatario se il nome di quest'ultimo figura nel Registro. Il mancato invio di tale notifica non ha alcun effetto giuridico.

2. *a*) Il rinnovo avviene mediante il solo pagamento, nel corso dell'ultimo anno di ogni periodo di cinque anni, della tassa internazionale di rinnovo e delle tasse di rinnovo dovute agli Stati.

b) Ove il rinnovo non sia stato effettuato nel corso del periodo prescritto alla precedente lettera *a*), il depositante può effettuare detto rinnovo nel corso di un ulteriore periodo di condono di cui al comma 2 dell'articolo 10 dell'Accordo se, oltre alla tassa internazionale di rinnovo ed alle tasse di rinnovo dovute agli Stati, egli paga la sopratassa prevista a tale scopo. Le tasse di rinnovo e la sopratassa devono essere pagate simultaneamente.

c) All'atto del pagamento della tassa internazionale di rinnovo e delle tasse di rinnovo dovute agli Stati, devono essere indicati il numero del deposito internazionale nonché quelli degli Stati contraenti per i quali deve essere effettuato il rinnovo, ove tale rinnovo non debba essere effettuato per tutti gli Stati contraenti nei quali il deposito è sul punto di venire a scadenza.

Articolo 7

1. La natura e l'ammontare delle tasse figurano nella tabella delle tasse che è allegata al presente Regolamento e che ne costituisce parte integrante.

2. Nel caso di un deposito che non sia munito di una richiesta di aggiornamento della pubblicazione, il depositante deve pagare all'atto del deposito:

1) la tassa internazionale di base;

2) la tassa internazionale complementare se il deposito è un deposito multiplo ordinario; se un depositante effettua 2, 3, 4 o 5 depositi multipli ordinari nello stesso giorno, egli è tenuto a pagare la tassa internazionale complementare prevista per i depositi multipli speciali;

3) la tassa di pubblicazione internazionale;

4) le tasse statali ordinarie;

5) le tasse statali di esame della novità; la tassa statale ordinaria pagata ad uno Stato viene dedotta dalla tassa statale di esame della novità richiesta dallo stesso Stato.

3. Nel caso di un deposito munito di una richiesta di aggiornamento della pubblicazione, il depositante è tenuto a pagare:

a) all'atto del deposito:

1) la tassa internazionale di base;

2) le tasse statali ordinarie;

b) prima della scadenza del periodo di aggiornamento della pubblicazione:

1) la tassa internazionale complementare, quando si tratti di un deposito multiplo;

2) la tassa internazionale di pubblicazione;

3) le tasse statali ordinarie supplementari quando si tratti di depositi multipli speciali;

4) le tasse statali di esame della novità; la tassa statale ordinaria pagata ad uno Stato viene dedotta dalla tassa statale di esame della novità richiesta dallo stesso Stato.

4. Tutte le tasse devono essere pagate in franchi svizzeri.

Articolo 8

1. Non appena l'Ufficio internazionale ha ricevuto la domanda in debita forma, le tasse esigibili con la domanda e la fotografia o le fotografie o altre rappresentazioni grafiche del disegno o modello, devono essere apposte la data del deposito internazionale ed il numero del deposito stesso ed inoltre il sigillo dell'Ufficio internazionale deve essere apposto su ciascuno dei tre esemplari della domanda e su ciascuna delle fotografie. Ogni esemplare della domanda deve essere firmato dal Direttore dell'Ufficio internazionale o dal rappresentante che egli ha designato a tale scopo. Uno degli esemplari, che costituisce l'atto ufficiale di registrazione, viene inserito nel Registro; il secondo esemplare, che costituisce il certificato di registrazione, deve essere rispedito al depositante; il terzo esemplare deve essere inviato per comunicazione, dall'Ufficio internazionale, ad ogni Amministrazione nazionale che ne faccia richiesta.

2. Le decisioni di rifiuto di cui all'articolo 8 dell'Accordo, i rinnovi, i cambiamenti riguardanti la proprietà di un disegno o modello, i cambiamenti di nome o di indirizzo del titolare di un deposito o del suo mandatario, le dichiarazioni di rinuncia, i ritiri effettuati in applicazione delle disposizioni del comma 4, lettera *b*) dell'articolo 6 dell'Accordo nonché le cancellazioni che si sono effettuate in base alle disposizioni del comma 4, lettera *c*) dell'articolo 6 dell'Accordo, devono essere registrate e pubblicate dall'Ufficio internazionale.

Articolo 9

1. L'Ufficio internazionale è tenuto a pubblicare periodicamente un bollettino dal titolo: « Bollettino internazionale dei disegni o modelli - International Design Gazette ».

2. Il Bollettino deve contenere, per ogni deposito registrato: delle riproduzioni delle fotografie o delle altre rappresentazioni grafiche depositate; l'indicazione della data e del numero del deposito internazionale; il nome o la denominazione commerciale e l'indirizzo del depositante; l'indicazione dello Stato d'origine del deposito; la designazione dell'articolo o degli articoli nel quale

o nei quali il disegno o modello è destinato ad essere incorporato; l'elenco degli Stati contraenti nei quali il depositante richiede che il deposito internazionale produca i suoi effetti; l'indicazione della data, dello Stato e del numero del deposito invocato per beneficiare del diritto di priorità, nel caso venga rivendicato un tale diritto; la descrizione degli elementi caratteristici del disegno o modello ove questa figuri nella domanda; la dichiarazione che indichi il nome del vero creatore del disegno o modello ove una tale dichiarazione figuri nella domanda ed ogni altra necessaria informazione.

3. Inoltre, il Bollettino deve contenere ogni informazione relativa alle registrazioni di cui al comma 2 dell'articolo 8.

4. Il Bollettino può contenere degli indici, statistiche ed altre informazioni d'interesse generale.

5. Le indicazioni relative a determinate registrazioni devono essere pubblicate nella lingua in cui è stata redatta la domanda allegata al deposito. Ogni informazione di ordine generale deve essere pubblicata nelle lingue inglese e francese.

6. L'Ufficio internazionale deve fare avere, il più presto possibile, un esemplare gratuito del Bollettino all'Amministrazione nazionale di ogni Stato contraente. Inoltre, ogni Amministrazione nazionale può, a sua richiesta, ricevere un numero massimo di cinque esemplari gratuiti e di dieci esemplari ad un terzo del prezzo normale dell'abbonamento.

Articolo 10

Le notifiche relative alle decisioni di rifiuto che sono state prese dalle Amministrazioni nazionali e che sono previste dal comma 1 dell'articolo 8 dell'Accordo, devono essere inviate all'Ufficio internazionale in tre esemplari. Se la notifica è stata fatta entro i termini previsti dai commi 1 e 2 dell'articolo 8 dell'Accordo, questa viene comunicata alla persona che figura nel Registro internazionale quale titolare del deposito e, se il deposito è stato effettuato per il tramite di una Amministrazione nazionale, questa viene inviata a tale Amministrazione se questa ne esprime il desiderio. L'esistenza di una decisione di rifiuto e, se del caso, il fatto che tale decisione sia stata abrogata devono essere pubblicati nel Bollettino internazionale dei disegni o modelli; se la notifica della decisione di rifiuto è stata spedita successivamente allo spirare di detto termine, l'Ufficio internazionale segnala il fatto all'Amministrazione nazionale che ha inviato tale notifica.

Articolo 11

Cinque anni dopo la data in cui ha cessato di esistere la possibilità di rinnovo o dopo la data in cui il deposito è stato ritirato o cancellato, l'Ufficio internazionale è autorizzato a disporre degli esemplari e bozzetti di cui al comma 3, lettera *b*) dell'articolo 5 dell'Accordo nonché a distruggere le documentazioni, a meno che la persona che figura nel Registro internazionale dei disegni o modelli quale ultimo titolare del deposito non abbia chiesto che questi le vengano rispediti a sue spese.

Articolo 12

Il presente Regolamento entra in vigore contemporaneamente all'Accordo.

TABELLA DELLE TASSE

Tassa internazionale di base	25 Franchi per deposito semplice, multiplo ordinario o multiplo speciale
Tassa internazionale complementare :	
— nel caso di un deposito multiplo ordinario che non sia munito di una richiesta di aggiornamento della pubblicazione	15 franchi per il secondo disegno o modello 10 franchi per il terzo disegno o modello 5 franchi per il quarto disegno o modello 2 franchi per i disegni o modelli dal 5° al 20° disegno o modello
— nel caso di un deposito multiplo ordinario che sia munito di una richiesta di aggiornamento della pubblicazione	25 franchi per il primo disegno o modello 15 franchi per il secondo disegno o modello 10 franchi per il terzo disegno o modello 5 franchi per il quarto disegno o modello 2 franchi per i disegni o modelli dal 5° al 20° disegno o modello
— nel caso di un deposito multiplo speciale (che sia sempre munito di una richiesta d'aggiornamento della pubblicazione) ...	25 franchi per il primo disegno o modello 15 franchi per il secondo disegno o modello 10 franchi per il terzo disegno o modello 5 franchi per il quarto disegno o modello 2 franchi per i disegni o modelli dal 5° al 100° disegno o modello

Tassa di pubblicazione internazionale:

— per una pubblicazione in bianco e nero	25 franchi per spazio standard
— per una pubblicazione a colori	100 franchi per spazio standard

Per spazio standard si intende uno spazio di 6 × 9 cm. (2 ½ × 3 ½ pollici).

Uno spazio standard non deve contenere più di 4 riproduzioni che possono essere riproduzioni dello stesso disegno o modello sotto diversi aspetti o riproduzioni di disegni o modelli diversi.

Tassa statale ordinaria:

— per un deposito semplice	5 franchi per ogni Stato designato
— per un deposito multiplo ordinario	5 franchi per ogni Stato designato
— per i primi 20 disegni o modelli di un deposito multiplo speciale	5 franchi per ogni Stato designato

Tassa statale ordinaria supplementare nel caso di un deposito multiplo speciale	2,50 franchi per ogni Stato designato per ogni gruppo di 20 disegni o modelli o frazione di gruppo con l'eccezione dei primi 20 disegni o modelli

Tassa statale di esame di novità:

Una tassa il cui ammontare viene fissato dall'Amministrazione nazionale dello Stato che procede ad un esame di novità. Tale tassa non può superare né i tre quarti della tassa cui sono assoggettati i disegni o modelli depositati presso l'Amministrazione nazionale, né essere superiore ai 50 franchi:

— per ogni gruppo di cinque disegni o modelli compresi in un deposito multiplo se i disegni o modelli compresi in detto gruppo 1) sono delle varianti dello stesso disegno o modello o 2) se si tratta dello stesso disegno o modello incorporato in diversi oggetti;

— per disegno o modello in tutti gli altri casi.

Se, nel corso dell'esame, l'Amministrazione nazionale constata che i disegni o modelli non sono stati raggruppati in base ai due criteri summenzionati, questa ne informerà il depositante che avrà un termine minimo di 60 giorni per effettuare il pagamento delle somme di cui è debitore a motivo della differenza del calcolo dell'ammontare delle tasse. Invece, se il depositante, dopo aver pagato le tasse, constata di non avere esaurito le possibilità di raggruppamento di cui sopra, può richiedere all'Amministrazione nazionale che le vengano rimborsate le somme derivanti dalla differenza di calcolo dell'ammontare delle tasse.

Tassa internazionale di rinnovo:

— per un deposito contenente un solo disegno o modello ...	50 franchi
— per il primo disegno o modello di un deposito multiplo ordinario	50 franchi
— per ogni disegno o modello supplementare di un deposito multiplo ordinario	10 franchi
— sopratassa di cui al comma 2, lettera *b*) dell'articolo 6, per deposito	10 franchi

Il deposito multiplo speciale verrà diviso in depositi comprendenti ciascuno non più di 20 disegni o modelli, al solo fine del calcolo della tassa di rinnovo.

Tassa statale di rinnovo:

— per un deposito comprendente un solo disegno o modello .	10 franchi per ogni Stato designato
— per un deposito multiplo ordinario	10 franchi per ogni Stato designato

Il deposito multiplo speciale verrà diviso in depositi comprendenti non più di 20 disegni o modelli al solo fine del calcolo della tassa di rinnovo.

Per la registrazione e la pubblicazione della descrizione di cui al comma 3, lettera *a*) dell'articolo 1° se contiene da 41 a 100 parole	10 franchi
Per la registrazione e la pubblicazione dei cambiamenti riguardanti la proprietà di un disegno o modello in uno o più Stati, concernenti la totalità o parte dei diritti di proprietà relativi ad un solo disegno o a più disegni compresi in un unico deposito multiplo	25 franchi
Per la registrazione e la pubblicazione dei cambiamenti di nome o di indirizzo relativi ad un solo disegno o a più disegni compresi nello stesso deposito multiplo	5 franchi
Per il rilascio di estratti del Registro o della documentazione	15 franchi per pagina o frazione di pagina
Per il rilascio di una copia del certificato di deposito	15 franchi
Per la fornitura di informazioni contenute nel Registro	15 franchi per ora o frazione di ora necessaria in vista della fornitura di informazioni
Per la certificazione conforme di una fotografia, di una rappresentazione grafica, di un esemplare o bozzetto forniti da qualsiasi persona che richieda una tale certificazione	10 franchi

(*Seguono le firme*).

Traduzione curata dalle competenti Amministrazioni italiane e svizzere, d'intesa con i BIRPI.

ATTO DI STOCCOLMA DEL 14 LUGLIO 1967 COMPLEMENTARE ALL'ACCORDO DELL'AJA PER IL DEPOSITO INTERNAZIONALE DEI DISEGNI E MODELLI INDUSTRIALI

(del 6 novembre 1925,

riveduto a LONDRA il 2 giugno 1934 e all'AJA il 28 novembre 1960
e completato dall'Atto aggiuntivo di MONACO il 18 novembre 1961)

Articolo 1

Ai sensi del presente Atto complementare, si deve intendere per:

« Atto del 1934 », l'Atto firmato a Londra il 2 giugno 1934 dell'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali;

« Atto del 1960 », l'Atto firmato all'Aja il 28 novembre 1960 dell'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali;

« Atto aggiuntivo del 1961 », l'Atto firmato a Monaco il 18 novembre 1961, aggiuntivo all'Atto del 1934;

« Organizzazione », l'Organizzazione Mondiale della Proprietà Intellettuale;

« Ufficio Internazionale », l'Ufficio internazionale della proprietà intellettuale;

« Direttore generale », il Direttore generale dell'Organizzazione;

« Unione particolare », l'Unione dell'Aja, istituita dall'Accordo dell'Aja del 6 novembre 1925 per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali, e confermata dagli Atti del 1934 e del 1960, dall'Atto aggiuntivo del 1961 e dal presente Atto complementare.

Articolo 2

1. *a*) L'Unione particolare ha un'Assemblea composta dei Paesi che hanno ratificato il presente Atto o vi hanno aderito.

b) Il Governo di ogni Paese è rappresentato da un delegato, che può essere assistito da supplenti, consiglieri ed esperti.

c) Le spese di ciascuna delegazione sono a carico del Governo che l'ha designata.

2. *a*) L'Assemblea:

i) tratta le questioni concernenti il mantenimento e lo sviluppo dell'Unione particolare e l'applicazione del suo Accordo;

ii) impartisce all'Ufficio internazionale le direttive concernenti la preparazione delle conferenze di revisione, tenuto debito conto delle osservazioni dei Paesi dell'Unione particolare che non hanno ratificato il presente Atto o non vi hanno aderito;

iii) modifica il regolamento d'esecuzione e stabilisce l'ammontare delle tasse per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali;

iv) esamina e approva le relazioni e le attività del Direttore generale relative all'Unione particolare e gli impartisce le necessarie direttive sulle questioni che sono di competenza dell'Unione particolare;

v) stabilisce il programma, adotta il bilancio preventivo triennale dell'Unione particolare e ne approva i conti di chiusura;

vi) adotta il regolamento finanziario dell'Unione particolare;

vii) crea i comitati di esperti e i gruppi di lavoro che ritiene utili per realizzare gli scopi dell'Unione particolare;

viii) decide quali Paesi non membri dell'Unione particolare, quali organizzazioni intergovernative e quali organizzazioni internazionali non governative possono essere ammessi alle sue riunioni come osservatori;

ix) adotta le modificazioni degli articoli da 2 a 5;

x) intraprende qualsiasi altra azione intesa al conseguimento degli scopi dell'Unione particolare;

xi) svolge qualsiasi altro compito che il presente Atto complementare comporta.

b) L'Assemblea statuisce su questioni che interessano anche altre Unioni amministrate dall'Organizzazione, dopo aver consultato il Comitato di coordinamento dell'Organizzazione.

3. *a*) Ciascun Paese membro dell'Assemblea dispone di un voto.

b) La metà dei Paesi membri dell'Assemblea costituisce il *quorum*.

c) Nonostante le disposizioni del comma *b*) qualora il numero dei Paesi rappresentati in una sessione risulti inferiore alla metà, ma uguale o superiore a un terzo dei Paesi membri dell'Assemblea, questa può deliberare; tuttavia, le risoluzioni dell'Assemblea, eccettuate quelle concernenti la procedura, divengono esecutorie solo quando siano soddisfatte le condizioni seguenti. L'Ufficio internazionale comunica dette risoluzioni ai Paesi membri dell'Assemblea che non erano rappresentati, invitandoli a esprimere per iscritto, entro tre mesi dalla data della comunicazione, il loro voto o la loro astensione. Se, allo scadere del termine, il numero dei Paesi che hanno espresso il loro voto o la loro astensione risulta almeno uguale al numero dei Paesi mancanti per il conseguimento del *quorum* durante la sessione, le dette risoluzioni divengono esecutorie, purché nel contempo sia acquisita la maggioranza necessaria.

d) Riservate le disposizioni dell'articolo 5.2, l'Assemblea decide con la maggioranza dei due terzi dei voti espressi.

e) L'astensione non è considerata voto.

f) Un delegato può rappresentare un solo Paese e votare soltanto a nome di esso.

g) I Paesi dell'Unione particolare che non sono membri dell'Assemblea sono ammessi alle riunioni come osservatori.

4. *a*) L'Assemblea si riunisce una volta ogni tre anni in sessione ordinaria, su convocazione del Direttore generale e, salvo casi eccezionali, durante il medesimo periodo e nel medesimo luogo in cui si svolge l'Assemblea generale dell'Organizzazione.

b) L'Assemblea è convocata in sessione straordinaria dal Direttore generale a richiesta d'un quarto dei Paesi membri dell'Assemblea.

c) L'ordine del giorno di ogni sessione è predisposto dal Direttore generale.

5. L'Assemblea adotta il suo regolamento interno.

Articolo 3

1. *a*) I compiti relativi al deposito internazionale dei disegni e modelli industriali e gli altri compiti amministrativi spettanti all'Unione particolare sono svolti dall'Ufficio internazionale.

b) L'Ufficio internazionale, in particolare, prepara le riunioni e funge da segreteria dell'Assemblea come pure dei comitati di esperti e gruppi di lavoro da essa creati.

c) Il Direttore generale è il più alto funzionario dell'Unione particolare e la rappresenta.

2. Il Direttore generale e i membri del personale da lui designati intervengono, senza diritto di voto, a tutte le riunioni dell'Assemblea e di qualsiasi altro comitato di esperti o gruppo di lavoro da essa creato. Il Direttore generale o un membro del personale da lui designato è, d'ufficio, segretario di questi organi.

3. *a*) L'Ufficio internazionale prepara, seguendo le direttive dell'Assemblea, le conferenze di revisione delle disposizioni dell'Accordo.

b) L'Ufficio internazionale può consultare organizzazioni intergovernative e organizzazioni internazionali non governative sulla preparazione delle conferenze di revisione.

c) Il Direttore generale e le persone da lui designate intervengono, senza diritto di voto, alle deliberazioni di dette conferenze.

4. L'Ufficio internazionale svolge gli altri compiti che gli sono attribuiti.

Articolo 4

1. *a*) L'Unione particolare ha un bilancio preventivo.

b) Il bilancio preventivo dell'Unione particolare comprende gli introiti e le spese proprie dell'Unione, il suo contributo al bilancio delle spese comuni alle Unioni e, se è il caso, la somma messa a disposizione del bilancio della Conferenza dell'Organizzazione.

c) Sono comuni alle Unioni le spese che non vengono attribuite esclusivamente all'Unione particolare bensì anche a un'altra o ad altre Unioni amministrate dall'Organizzazione. Il contributo dell'Unione particolare a tali spese comuni è proporzionale all'interesse che dette spese presentano per essa.

2. Il bilancio dell'Unione particolare è stabilito tenendo conto delle esigenze di coordinamento con i bilanci delle altre Unioni amministrate dall'Organizzazione.

3. Il bilancio dell'Unione particolare è finanziato dalle seguenti risorse:

- *i*) le tasse relative al deposito internazionale e le tasse e somme dovute per gli altri servizi resi dall'Ufficio internazionale in relazione all'Unione particolare;
- *ii*) il ricavo della vendita di pubblicazioni dell'Ufficio internazionale, concernenti l'Unione particolare, e i diritti inerenti a queste pubblicazioni;
- *iii*) i doni, i lasciti e le sovvenzioni;
- *iv*) le pigioni, gli interessi e altri diversi proventi.

4. *a*) L'ammontare delle tasse di cui all'alinea 3 *i*) è stabilito dall'Assemblea, su proposta del Direttore generale.

b) Questo ammontare è stabilito in modo che gli introiti dell'Unione particolare provenienti dalle tasse e dalle altre risorse permettano almeno di coprire le spese dell'Ufficio internazionale che attengono all'Unione particolare.

c) Qualora il bilancio non sia stato ancora adottato all'inizio di un nuovo esercizio, il bilancio dell'anno precedente viene riadattato secondo le modalità del regolamento finanziario.

5. Riservate le disposizioni dell'alinea 4 *a*), l'ammontare delle tasse e somme dovute per gli altri servizi resi dall'Ufficio internazionale in relazione all'Unione particolare è stabilito dal Direttore generale, che ne fa rapporto all'Assemblea.

6. *a*) L'Unione particolare possiede un fondo di cassa, costituito dall'eccedenze degli introiti e completato, qualora non basti, da un versamento unico effettuato da ciascun Paese dell'Unione particolare. Se il fondo diviene insufficiente, l'Assemblea ne decide l'aumento.

b) L'ammontare del pagamento iniziale di ciascun Paese a tale fondo o della sua partecipazione ad un aumento è proporzionale al contributo versato dal Paese stesso, quale membro dell'Unione di Parigi per la protezione della proprietà industriale, al bilancio della medesima per l'anno in cui il fondo è costituito o l'aumento è deciso.

c) La proporzione e le modalità di pagamento sono stabilite dall'Assemblea, su proposta del Direttore generale e dopo aver consultato il Comitato di coordinamento dell'Organizzazione.

7. *a*) L'Accordo di sede concluso con il Paese sul cui territorio l'Organizzazione è stabilita deve prevedere che, ove il fondo di cassa si riveli insufficiente, questo Paese conceda delle anticipazioni. L'ammontare delle anticipazioni e le condizioni di concessione saranno oggetto, di volta in volta, di un particolare accordo tra questo Paese e l'Organizzazione.

b) Il Paese contemplato nel comma *a*) e l'Organizzazione hanno ciascuno la facoltà di denunciare l'impegno di concedere anticipazioni mediante notificazione scritta. La denuncia prende effetto tre anni dopo la fine di quello in cui è stata notificata.

8. La verifica dei conti è effettuata, secondo le modalità previste dal regolamento finanziario, da uno o più Paesi dell'Unione particolare oppure da controllori esterni designati, col loro consenso, dall'Assemblea.

Articolo 5

1. Proposte di modificazione del presente Atto complementare possono essere presentate da ciascun Paese membro dell'Assemblea o dal Direttore generale. Quest'ultimo comunica le proposte ai Paesi membri dell'Assemblea almeno sei mesi prima che vengano sottoposte all'esame della medesima.

2. Qualsiasi modificazione contemplata nell'alinea 1 va adottata dall'Assemblea. La maggioranza richiesta è dei tre quarti dei voti espressi; tuttavia, le modificazioni dell'articolo 2 e del presente alinea esigono la maggioranza dei quattro quinti dei voti espressi.

3. Ogni modificazione contemplata nell'alinea 1 entra in vigore un mese dopo che il Direttore generale ha ricevuto, per iscritto, le notificazioni d'accettazione, effettuate conformemente alle loro regole costituzionali rispettive, da parte di tre quarti dei Paesi che erano membri dell'Assemblea al momento in cui la modificazione è stata adottata. Una modificazione degli articoli in tal modo accettata vincola tutti i Paesi che sono membri dell'Assemblea nel momento in cui la modificazione stessa entra in vigore o che ne divengono membri più tardi.

Articolo 6

1. *a*) I riferimenti, nell'Atto del 1934, all'« Ufficio internazionale della proprietà industriale a Berna », all'« Ufficio internazionale di Berna » o all'« Ufficio internazionale » vanno intesi come fatti all'Ufficio internazionale indicato nell'articolo 1 del presente Atto complementare.

b) L'articolo 15 dell'Atto del 1934 è abrogato.

c) Qualsiasi modificazione del regolamento d'esecuzione contemplato nell'articolo 20 dell'atto del 1934 va effettuata secondo la procedura prescritta dall'articolo 2.2 *a*) *iii*) e 3 *d*).

d) Nell'articolo 21 dell'Atto del 1934, le parole « riveduta nel 1928 » sono sostituite dalle parole « per la protezione delle opere letterarie e artistiche ».

e) I riferimenti, nell'articolo 22 dell'Atto del 1934, agli articoli 16, 16-*bis* e 17-*bis* della « Convenzione generale » vanno intesi come fatti a quelle disposizioni dell'Atto di Stoccolma della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale che, in quest'ultimo Atto, corrispondono agli articoli 16, 16-*bis* e 17-*bis* degli Atti anteriori della Convenzione di Parigi.

2. *a*) Qualsiasi modificazione delle tasse indicate nell'articolo 3 dell'Atto aggiuntivo del 1961 va effettuata secondo la procedura prescritta dall'articolo 2.2. *a*) *iii*) e 3 *d*).

b) L'alinea 1 dell'articolo 4 dell'Atto aggiuntivo del 1961, come anche le parole « quando il fondo di riserva ha raggiunto questo ammontare » dell'alinea 2 del predetto articolo, sono abrogati.

c) I riferimenti, nell'articolo 6.2 dell'Atto aggiuntivo del 1961, agli articoli 16 e 16-*bis* della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale vanno intesi come fatti alle disposizioni dell'Atto di Stoccolma di detta Convenzione che, in quest'ultimo Atto, corrispondono agli articoli 16 e 16-*bis* degli Atti anteriori della Convenzione di Parigi.

d) I riferimenti, negli alinea 1 e 3 dell'articolo 7 dell'Atto aggiuntivo del 1961, al Governo della Confederazione Svizzera vanno intesi come fatti al Direttore generale.

Articolo 7

1. I riferimenti, nell'Atto del 1960, all'« Ufficio dell'Unione internazionale per la protezione della proprietà industriale » o all'« Ufficio internazionale » vanno intesi come fatti all'Ufficio internazionale indicato nell'articolo 1 del presente Atto complementare.

2. Gli articoli 19, 20, 21 e 22 dell'Atto del 1960 sono abrogati.

3. I riferimenti, nell'atto del 1960, al Governo della Confederazione Svizzera vanno intesi come fatti al Direttore generale.

4. Nell'articolo 29 dell'Atto del 1960, le parole « periodiche » (alinea 1) e « del Comitato internazionale dei disegni o modelli o » (alinea 2) sono soppresse.

Articolo 8

1. *a*) I Paesi che, prima del 13 gennaio 1968, hanno ratificato l'Atto del 1934 o l'Atto del 1960 o aderito ad almeno uno di questi Atti, possono firmare e ratificare il presente Atto complementare oppure aderirvi.

b) La ratifica del presente Atto complementare, o l'adesione al medesimo, da parte di un Paese che è vincolato dall'Atto del 1934 ma non dall'Atto aggiuntivo del 1961, implica automaticamente la ratifica dell'Atto aggiuntivo del 1961 o l'adesione ad esso.

2. Gli strumenti di ratifica e d'adesione vanno depositati presso il Direttore generale.

Articolo 9

1. Nei riguardi dei primi cinque Paesi che hanno depositato il loro strumento di ratifica o d'adesione, il presente Atto entra in vigore tre mesi dopo il deposito del quinto strumento di ratifica o d'adesione.

2. Nei riguardi di qualsiasi altro Paese, il presente Atto complementare entra in vigore tre mesi dopo la data in cui la sua ratifica o la sua adesione è stata notificata dal Direttore generale, salvo che una data posteriore sia stata indicata nello strumento di ratifica o d'adesione. In quest'ultimo caso, il presente Atto entra in vigore, nei riguardi di detto Paese, alla data indicata.

Articolo 10

1. Con riserva delle disposizioni dell'articolo 8 e dell'alinea seguente, ogni Paese che non abbia ratificato l'Atto del 1934 o non vi abbia aderito sarà vincolato dall'Atto aggiuntivo del 1961 e dagli articoli da 1 a 6 del presente Atto complementare a decorrere dalla data in cui prende effetto la sua adesione all'Atto del 1934; tuttavia, se in tale data il presente Atto complementare non è ancora entrato in vigore ai sensi dell'articolo 9.1, detto Paese sarà vincolato dai precitati articoli del presente Atto complementare soltanto a decorrere dall'entrata in vigore del medesimo ai sensi dell'articolo 9.1.

2. Con riserva delle disposizioni dell'articolo 8 e dell'alinea precedente, ogni Paese che non abbia ratificato l'Atto del 1960 o non vi abbia aderito sarà vincolato dagli articoli da 1 a 7 del presente Atto complementare a decorrere dalla data in cui prende effetto la sua ratifica o la sua adesione all'Atto del 1960; tuttavia, se in tale data il presente Atto complementare non è ancora entrato in vigore ai sensi dell'articolo 9.1, detto Paese sarà vincolato dai precitati articoli del presente Atto complementare soltanto a decorrere dall'entrata in vigore del medesimo ai sensi dell'articolo 9.1.

Articolo 11

1. *a*) Il presente Atto complementare è firmato in un solo esemplare in lingua francese e depositato presso il Governo della Svezia.

b) Il Direttore generale cura la preparazione di testi ufficiali, previa consultazione dei Governi interessati, nelle altre lingue che l'Assemblea dovesse indicare.

2. Il presente Atto complementare rimane aperto alla firma, a Stoccolma, fino al 13 gennaio 1968.

3. Il Direttore generale trasmette due copie del testo firmato del presente Atto complementare, certificate conformi dal Governo della Svezia, ai Governi di tutti i Paesi dell'Unione particolare e al Governo di ogni altro Paese che ne faccia domanda.

4. Il Direttore generale fa registrare il presente Atto complementare presso la segreteria dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

5. Il Direttore generale notifica ai Governi di tutti i Paesi dell'Unione particolare le firme, i depositi di strumenti di ratifica o d'adesione, l'entrata in vigore e qualsiasi altra appropriata notificazione.

Articolo 12

Fino all'entrata in funzione del primo Direttore generale, i riferimenti testuali all'Ufficio internazionale dell'Organizzazione o al Direttore generale vanno intesi come fatti rispettivamente all'Ufficio dell'Unione istituita dalla Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale o al suo Direttore.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Atto complementare.

FATTO a Stoccolma, il 14 luglio 1967.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 24 ottobre 1980, n. **745**

Ratifica ed esecuzione delle seguenti convenzioni: 1) convenzione sull'assunzione delle prove all'estero in materia civile e commerciale, adottata a L'Aja il 18 marzo 1970; 2) convenzione sull'amministrazione internazionale delle successioni, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 3) convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni relative alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 4) convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni:

1) convenzione sull'assunzione delle prove all'estero in materia civile e commerciale, adottata a L'Aja il 18 marzo 1970;

2) convenzione sull'amministrazione internazionale delle successioni, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973;

3) convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni relative alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973;

4) convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 38, 44, 35 e 25 delle convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 ottobre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI

Visto, *il Guardasigilli:* SARTI

CONVENTION SUR L'OBTENTION DES PREUVES A L'ÉTRANGER EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter la transmission et l'exécution des commissions rogatoires et promouvoir le rapprochement des diverses methodes qu'ils utilisent à ces fins,

Soucieux d'accroître l'efficacité de la coopération judiciaire mutuelle en matière civile ou commerciale,

Ont résolu de conclure une Convention à ces effets et sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I

COMMISSIONS ROGATOIRES

Article premier

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant peut, conformément aux dispositions de sa législation, demander par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant de faire tout acte d'instruction, ainsi que d'autres actes judiciaires.

Un acte d'instruction ne peut pas être demandé pour permettre aux parties d'obtenir des moyens de preuves qui ne soient pas destinés à être utilisés dans une procédure engagée ou future.

L'expression « autres actes judiciaires » ne vise ni la signification ou la notification d'actes judiciaires, ni les mesures conservatoires ou d'exécution.

Article 2

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale qui assume la charge de recevoir les commissions rogatoires émanant d'une autorité judiciaire d'un autre Etat contractant et de les transmettre à l'autorité compétente aux fins d'exécution. L'Autorité centrale est organisée selon les modalités prévues par l'Etat requis.

Les commissions rogatoires sont transmises à l'Autorité centrale de l'Etat requis sans intervention d'une autre autorité de cet Etat.

Article 3

La commission rogatoire contient les indications suivantes:

a) l'autorité requérante et, si possible, l'autorité requise;

b) l'identité et l'adresse des parties et, le cas échéant, de leurs représentants;

c) la nature et l'objet de l'instance et un exposé sommaire des faits;

d) les actes d'instruction ou autres actes judiciaires à accomplir.

Le cas échéant, la commission rogatoire contient en outre:

e) les nom et adresse des personnes à enténdre;

f) les questions à poser aux personnes à entendre ou les faits sur lesquels elles doivent être entendues;

g) les documents ou autres objets à examiner;

h) la demande de recevoir la deposition sous serment ou avec affirmation et, le cas échéant, l'indication de la formule à utiliser;

i) les formes speciales dont l'application est demandée conformément à l'article 9.

La commission rogatoire mentionne aussi, s'il y a lieu, les renseignements nécessaires à l'application de l'article 11.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 4

La commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction faite dans cette langue.

Toutefois, chaque Etat contractant doit accepter la commission rogatoire redigée en langue française ou anglaise, ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, à moins qu'il ne s'y soit opposé en faisant la réserve prévue à l'article 33.

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter les commissions rogatoires dans l'une de ces langues pour l'ensemble de son territoire, doit faire connaître, au moyen d'une déclaration, la langue dans laquelle la commission rogatoire doit être rédigée ou traduite en vue de son exécution dans les parties de son territoire qu'il a déterminées. En cas d'inobservation sans justes motifs de l'obligation découlant de cette déclaration, les frais de la traduction dans la langue exigée sont à la charge de l'Etat requérant.

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux alinéas précédents dans lesquelles la commission rogatoire peut être adressée à son Autorité centrale.

Toute traduction annexée à une commission rogatoire doit être certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté ou juré, soit par toute autre personne autorisée à cet effet dans l'un des deux Etats.

Article 5

Si l'Autorité centrale estime que les dispositions de la Convention n'ont pas été respectées, elle en informe immédiatement l'autorité de l'Etat requérant qui lui a transmis la commission rogatoire, en précisant les griefs articulés à l'encontre de la demande.

Article 6

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire est transmise d'office et sans retard à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 7

L'autorité requérante est, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que les parties intéressées et, le cas échéant, leurs représentants puissent

y assister. Cette communication est adressée directement auxdites parties ou à leurs représentants, lorsque l'autorité requérante en a fait la demande.

Article 8

Tout Etat contractant peut déclarer que des magistrats de l'autorité requérante d'un autre Etat contractant peuvent assister à l'exécution d'üne commission rogatoire. Cette mesure peut être soumise à l'autorisation préalable de l'autorité compétente désignée par l'Etat déclarant.

Article 9

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, applique les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, à moins que celle-ci ne soit incompatible avec la loi de l'Etat requis, ou que son application ne soit pas possible, soit en raison des usages judiciaires de l'Etat requis, soit de difficultés pratiques.

La commission rogatoire doit être exécutée d'urgence.

Article 10

En exécutant la commission rogatoire, l'autorité requise applique les moyens de contrainte appropriés et prévus par sa loi interne dans les cas et dans la même mesure où elle y serait obligée pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formulée à cet effet par une partie intéressée.

Article 11

La commission rogatoire n'est pas exécutée pour autant que la personne qu'elle vise invoque une dispense ou une interdiction de déposer, établies:

a) soit par la loi de l'Etat requis;

b) soit par la loi de l'Etat requérant et spécifiées dans la commission rogatoire ou, le cas échéant, attestées par l'autorité requérante à la demande de l'autorité requise.

En outre, tout Etat contractant peut déclarer qu'il reconnaît de telles dispenses et interdictions établies par la loi d'autres Etats que l'Etat requérant et l'Etat requis, dans la mesure spécifiée dans cette déclaration.

Article 12

L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que dans la mesure où:

a) l'exécution, dans l'Etat requis, ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire; ou

b) l'Etat requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

L'exécution ne peut être refusée pour le seul motif que la loi de l'Etat requis revendique une compétence judiciaire exclusive dans l'affaire en cause ou ne connait pas de voies de droit répondant à l'objet de la demande portée devant l'autorité requérante.

Article 13

Les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire sont transmises par l'autorité requise à l'autorité requérante par la même voie que celle utilisée par cette dernière.

Lorsque la commission rogatoire n'est pas exécutée en tout ou en partie, l'autorité requérante en est informée immédiatement par la même voie et les raisons lui en sont communiquées.

Article 14

L'exécution de la commission rogatoire ne peut donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis a le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux experts et interprètes et des frais résultant de l'application d'une forme spéciale demandée par l'Etat requérant, conformément à l'article 9, alinéa 2.

L'autorité requise, dont la loi laisse aux parties le soin de réunir les preuves et qui n'est pas en mesure d'exécuter elle-même la commission rogatoire, peut en charger une personne habilitée à cet effet, après avoir obtenu le consentement de l'autorité requérante. En demandant celui-ci, l'autorité requise indique le montant approximatif des frais qui résulteraient de cette intervention. Le consentement implique pour l'autorité requérante l'obligation de rembourser ces frais. A défaut de celui-ci, l'autorité requérante n'est pas redevable de ces frais.

Chapitre II

Obtention des preuves par des agents diplomatiques ou consulaires et par des commissaires

Article 15

En matière civile ou commerciale, un agent diplomatique ou consulaire d'un Etat contractant peut procéder, sans contrainte, sur le territoire d'un autre Etat contractant et dans la circonscription ou il exerce ses fonctions, à tout acte d'instruction ne visant que les ressortissants d'un Etat qu'il represente et concernant une procédure engagée devant un tribunal dudit Etat.

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que cet acte ne peut être effectué que moyennant l'autorisation accordée sur demande faite par cet agent ou en son nom par l'autorité compétente désignée par l'Etat déclarant.

Article 16

Un agent diplomatique ou consulaire d'un Etat contractant peut en outre proceder, sans contrainte, sur le territoire d'un autre Etat contractant et dans la circonscription où il exerce ses fonctions, à tout acte d'instruction visant les ressortissants de l'Etat de résidence ou d'un Etat tiers, et concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un Etat qu'il représente:

a) si une autorité compétente désignée par l'Etat de résidence a donné son autorisation, soit d'une manière générale, soit pour chaque cas particulier, et

b) s'il respecte les conditions que l'autorité compétente a fixées dans l'autorisation.

Tout Etat contractant peut déclarer que les actes d'instruction prévus ci-dessus peuvent être accomplis sans son autorisation préalable.

Article 17

En matière civile ou commerciale, toute personne régulièrement désignée à cet effet comme commissaire, peut procéder, sans contrainte, sur le territoire d'un Etat contractant à tout acte d'instruction concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un autre Etat contractant:

a) si une autorité compétente désignée par l'Etat de l'exécution a donné son autorisation, soit d'une manière générale, soit pour chaque cas particulier, et

b) si elle respecte les conditions que l'autorité compétente a fixées dans l'autorisation.

Tout Etat contractant peut déclarer que les actes d'instruction prévus ci-dessus peuvent être accomplis sans son autorisation préalable.

Article 18

Tout Etat contractant peut déclarer qu'un agent diplomatique ou consulaire ou un commissaire, autorisé à procéder à un acte d'instruction conformément aux articles 15, 16 et 17, a la faculté de s'adresser à l'autorité compétente désignée par ledit Etat, pour obtenir l'assistance nécessaire à l'accomplissement de cet acte par voie de contrainte. La déclaration peut comporter toute condition que l'Etat déclarant juge convenable d'imposer.

Lorsque l'autorité compétente fait droit à la requête, elle applique les moyens de contrainte appropriées et prévus par sa loi interne.

Article 19

L'autorité compétente, en donnant l'autorisation prévue aux articles 15, 16 et 17 ou dans l'ordonnance prévue à l'article 18, peut déterminer les conditions qu'elle juge convenables, relatives notamment aux heure, date et lieu de l'acte d'instruction. Elle peut de même demander que ces heure, date et lieu lui soient notifiés au préalable et en temps utile; en ce cas, un representant de ladite autorité peut être présent à l'acte d'instruction.

Article 20

Les personnes visées par un acte d'instruction prévu dans ce chapitre peuvent se faire assister par leur conseil.

Article 21

Lorsqu'un agent diplomatique ou consulaire ou un commissaire est autorisé a procéder à un acte d'instruction en vertu des articles 15, 16 et 17:

a) il peut procéder à tout acte d'instruction qui n'est pas incompatible avec la loi de l'Etat de l'exécution ou contraire à l'autorisation accordée en vertu desdits articles et recevoir, dans les mêmes conditions, une déposition sous serment ou avec affirmation;

b) à moins que la personne visée par l'acte d'instruction ne soit ressortissante de l'Etat dans lequel la procédure est engagée, toute convocation à comparaître ou à participer à un acte d'instruction est rédigée dans la langue du lieu où l'acte d'instruction doit être accompli, ou accompagnée d'une traduction dans cette langue;

c) la convocation indique que la personne peut être assistée de son conseil, et, dans tout Etat qui n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 18, qu'elle n'est pas tenue de comparaître ni de participer à l'acte d'instruction;

d) l'acte d'instruction peut être accompli suivant les formes prévues par la loi du tribunal devant lequel la procédure est engagée, à condition qu'elles ne soient pas interdites par la loi de l'Etat de l'exécution;

e) la personne visée par l'acte d'instruction peut invoquer les dispenses et interdictions prévues à l'article 11.

Article 22

Le fait qu'un acte d'instruction n'ait pu être accompli conformément aux dispositions du présent chapitre en raison du refus d'une personne d'y participer, n'empêche pas qu'une commission rogatoire soit adressée ultérieurement pour le même acte, conformément aux dispositions du chapitre premier.

Chapitre III

Dispositions générales

Article 23

Tout Etat contractant peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer qu'il n'exécute pas les commissions rogatoires qui ont pour objet une procédure connue dans les Etats du *Common Law* sous le nom de « pre-trial discovery of documents ».

Article 24

Tout Etat contractant peut désigner, outre l'Autorité centrale, d'autres autorités dont il détermine les compétences. Toutefois, les commissions rogatoires peuvent toujours être transmises à l'Autorité centrale.

Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

Article 25

Tout Etat contractant, dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, peut désigner les autorités de l'un de ces systèmes, qui auront compétence exclusive pour l'exécution des commissions rogatoires en application de la présente Convention.

Article 26

Tout Etat contractant, s'il y est tenu pour des raisons de droit constitutionnel, peut inviter l'Etat requérant à rembourser les frais d'exécution de la commission rogatoire et concernant la signification ou la notification à comparaître, les indemnités dues à la personne qui fait la déposition et l'établissement du procès-verbal de l'acte d'instruction.

Lorsqu'un Etat a fait usage des dispositions de l'alinéa précédent, tout autre Etat contractant peut inviter cet Etat à rembourser les frais correspondants.

Article 27

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à ce qu'un Etat contractant:

a) déclare que des commissions rogatoires peuvent être transmises à ses autorités judiciaires par d'autres voies que celles prévues à l'article 2;

b) permette, aux termes de sa loi ou de sa coutume interne, d'exécuter les actes auxquels elle s'applique dans des conditions moins restrictives;

c) permette, aux termes de sa loi ou de sa coutume interne, des méthodes d'obtention de preuves autres que celles prévues par la présente Convention.

Article 28

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que des Etats contractants s'entendent pour déroger:

a) à l'article 2, en ce qui concerne la voie de transmission des commissions rogatoires;

b) à l'article 4, en ce qui concerne l'emploi des langues;

c) à l'article 8, en ce qui concerne la présence de magistrats à l'exécution des commissions rogatoires;

d) à l'article 11, en ce qui concerne les dispenses et interdictions de déposer;

e) à l'article 13, en ce qui concerne la transmission des pièces constatant l'exécution;

f) à l'article 14, en ce qui concerne le règlement des frais;

g) aux dispositions du chapitre II.

Article 29

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 8 à 16 des Conventions relatives à la procédure civile, respectivement signées à La Haye le 17 juillet 1905 et le premier mars 1954, dans la mesure où lesdits Etats sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions.

Article 30

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application de l'article 23 de la Convention de 1905, ni de l'article 24 de celle de 1954.

Article 31

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 32

Sans préjudice de l'application des articles 29 et 31, la présente Convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, a la faculté d'exclure en tout ou en partie l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 4, ainsi que du chapitre II. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification du retrait.

Lorsqu'un Etat aura fait une réserve, tout autre Etat affecté par celle-ci peut appliquer la même régle à l'égard de l'Etat qui a fait la réserve.

Article 34

Tout Etat peut à tout moment retirer ou modifier une déclaration.

Article 35

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 2, 8, 24 et 25.

Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a) la désignation des autorités auxquelles les agents diplomatiques ou consulaires doivent s'adresser en vertu de l'article 16 et de celles qui peuvent accorder l'autorisation ou l'assistance prévues aux articles 15, 16 et 18;

b) la désignation des autorités qui peuvent accorder au commissaire l'autorisation prévue à l'article 17 ou l'assistance prévue à l'article 18;

c) les déclarations visées aux articles 4, 8, 11, 15, 16, 17, 18, 23 et 27;

d) tout retrait ou modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

e) tout retrait de réserves.

Article 36

Les difficultés qui s'élèveraient entre les Etats contractants à l'occasion de l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 37

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 38

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 37, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 39

Tout Etat non représenté à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé qui est Membre de la Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au Statut de la Cour Internationale de Justice pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 38, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérant, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérant et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le dépôt de la déclaration d'acceptation.

Article 40

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble de territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 41

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur, conformément à l'article 38, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 42

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 37, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 39:

a) les signatures et ratifications visées à l'article 37;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 38, alinéa premier;

c) les adhésions visées à l'article 39 et la date à laquelle elles auront effet;
d) les extensions visées à l'article 40 et la date à laquelle elles auront effet;
e) les désignations, réserves et déclarations mentionnées aux articles 33 et 35;
f) les dénonciations visées à l'article 41, alinéa 3.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 18 mars 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera dépose dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, a chacun des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :
Sous réserve de la ratification
(s.) HANS ARNOLD

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

Pour le Canada :

Pour le Danemark :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Grèce :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :

Pour l'Italie :
ANTONINO MOROZZO DELLA ROCCA
6 février 1975

Pour le Japon :

Pour le Luxembourg :

Pour la Norvège :
(s.) G. ROGSTAD

Pour les Pays-Bas :

Pour le Portugal :

(s.) CONSTANTINO RIBEIRO VAZ

Ad Referendum - Au moment de la ratification seront faites des réserves et déclarations jugées nécessaires et permises par la présente Convention

Pour la République Arabe Unie :

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(s.) EDWARD TOMKINS

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour la Turquie :

Pour la Yougoslavie :

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE SULL'ASSUNZIONE ALL'ESTERO DELLE PROVE IN MATERIA CIVILE O COMMERCIALE

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderando facilitare la trasmissione e l'esecuzione delle Commissioni rogatorie nonché promuovere l'armonizzazione dei diversi metodi che utilizzano a tali fini,

Desiderando migliorare l'efficacia della cooperazione giudiziaria reciproca in materia civile o commerciale,

Hanno deciso di stipulare a tal fine una Convenzione ed hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Capitolo I

COMMISSIONI ROGATORIE

Articolo 1

L'autorità giudiziaria di uno Stato contraente può, in materia civile o commerciale, conformemente alle disposizioni della propria legislazione. chiedere a mezzo di rogatoria all'autorità competente di un altro Stato contraente di compiere ogni atto d'istruttoria, nonché ogni altro atto giudiziario.

Non può essere richiesto un atto di istruttoria per permettere alle parti di ottenere mezzi di prova che non siano destinati ad essere utilizzati in un procedimento in corso o futuro.

L'espressione « altri atti giudiziari » non comprende nè la presentazione o la notifica di atti giudiziari, nè le misure cautelative o esecutive.

Articolo 2

Ogni Stato contraente nomina una Autorità centrale che si assume l'incarico di ricevere le rogatorie provenienti da una autorità giudiziaria di un altro Stato contraente e di trasmetterle all'autorità competente ai fini dell'esecuzione. L'Autorità centrale è organizzata a seconda delle modalità previste dallo Stato richiesto.

Le rogatorie vengono trasmesse all'Autorità centrale dello Stato richiesto senza l'intervento di un'altra autorità di tale Stato.

Articolo 3

L'atto rogatorio deve contenere le seguenti indicazioni:

a) l'autorità richiedente e, se possibile, l'autorità richiesta;
b) l'identità e l'indirizzo delle parti e, ove occorra, dei loro rappresentanti;

c) la natura e l'oggetto dell'istanza e un breve resoconto dei fatti;

d) gli atti d'istruttoria o gli altri atti giudiziari, da compiere.

Ove occorra, l'atto rogatorio deve anche contenere:

e) il nome e l'indirizzo delle persone da interrogare;

f) le domande da rivolgere alle persone da interrogare o i fatti sui quali devono essere interrogate;

g) i documenti o gli altri oggetti da ispezionare;

h) la precisazione se la deposizione debba essere fatta sotto giuramento o con una semplice affermazione e, ove occorra, l'indicazione della formula da usare all'uopo;

i) ogni forma speciale la cui applicazione sia richiesta in conformità dell'articolo 9.

Nell'atto rogatorio possono anche venir citate, se del caso, tutte le informazioni necessarie per l'applicazione dell'articolo 11.

Non può essere richiesta alcuna legalizzazione o altra formalità analoga.

Articolo 4

L'atto rogatorio deve essere redatto nella lingua dell'autorità richiesta o accompagnato da una traduzione in tale lingua.

Tuttavia, ogni Stato contraente deve accettare l'atto rogatorio redatto in lingua francese o inglese o accompagnato da una traduzione in una di tali lingue, a meno che non vi si sia opposto formulando la riserva prevista dall'articolo 33.

Ogni Stato contraente che abbia più lingue ufficiali e non possa, per motivi di diritto interno, accettare le rogatorie in una di tali lingue per il suo intero territorio, deve far conoscere, a mezzo di dichiarazione, la lingua in cui l'atto rogatorio deve essere redatto o tradotto in vista della sua esecuzione nelle parti del proprio territorio che abbia indicato. In caso di mancata osservanza, senza validi motivi, dell'obbligo derivante da tale dichiarazione, le spese di traduzione nella lingua voluta, sono a carico dello Stato richiedente.

Ogni Stato contraente può, mediante una dichiarazione in tal senso, far conoscere la lingua o le lingue diverse da quelle previste dai precedenti capoversi nelle quali l'atto rogatorio può essere inviato alla propria Autorità centrale.

Ogni traduzione allegata ad un atto rogatorio deve essere certificata conforme, o da un agente diplomatico o consolare, o da un traduttore giurato, oppure da ogni altra persona autorizzata a tal fine in uno dei due Stati.

Articolo 5

Quando l'Autorità centrale ritiene che le disposizioni della Convenzione non siano state rispettate, è tenuta ad informarne immediatamente l'autorità dello Stato richiedente che le ha trasmesso la rogatoria, precisando quali sono le obiezioni alla richiesta stessa.

Articolo 6

In caso di incompetenza dell'autorità richiesta, l'atto rogatorio viene trasmesso d'ufficio e senza indugio all'autorità dello Stato che in base alle norme stabilite dalla legislazione di quest'ultimo è competente in materia.

Articolo 7

L'autorità richiedente è informata, se lo richiede, della data e del luogo in cui avrà luogo il procedimento, affinché le parti interessate e, se del caso, i loro rappresentanti possano assistervi. Tale comunicazione deve essere indirizzata direttamente alle suddette parti, quando l'autorità richiedente ne faccia richiesta o ai loro rappresentanti.

Articolo 8

Ogni Stato contraente può dichiarare che magistrati dell'autorità richiedente di un altro Stato contraente possono assistere all'esecuzione di una rogatoria. Tale misura può essere soggetta alla previa approvazione dell'autorità competente indicata dallo Stato dichiarante.

Articolo 9

L'autorità giudiziaria che procede all'esecuzione di una rogatoria, applica le leggi del proprio paese per quanto riguarda le procedure da seguire.

Tuttavia, si potrà accondiscendere alla richiesta dell'autorità richiedente di seguire un metodo particolare di procedura ove questo non sia incompatibile con la legge dello Stato richiesto, o che la sua applicazione non sia possibile, sia a motivo degli usi giudiziari interni dello Stato richiesto, sia per difficoltà d'ordine pratico.

La rogatoria dovrà essere eseguita d'urgenza.

Articolo 10

Nell'eseguire una rogatoria, l'autorità richiesta applica i mezzi di costrizione appropriati e previsti dal proprio diritto interno, per quel caso, e nella stessa misura in cui vi sarebbe obbligata in caso di esecuzione di un ordine emesso dalle autorità dello Stato richiesto o di una domanda formulata a tal fine da una parte interessata.

Articolo 11

La rogatoria non viene eseguita se la persona interessata rifiuta di deporre in quanto abbia il privilegio o l'obbligo di rifiutarsi, in base:

a) sia alla legge dello Stato richiesto;

b) sia alla legge dello Stato richiedente e detto privilegio od obbligo siano stati specificati nell'atto rogatorio o, se del caso, attestati dall'autorità richiedente a richiesta dell'autorità richiesta.

Inoltre, ogni Stato contraente può dichiarare di riconoscere tali privilegi ed obblighi stabiliti dalla legge di Stati diversi dallo Stato richiedente e dallo Stato richiesto, nella misura specificata in tale dichiarazione.

Articolo 12

L'esecuzione della rogatoria può essere rifiutata soltanto se:

a) l'esecuzione, nello Stato richiesto, non rientra nelle attribuzioni del potere giudiziario, oppure

b) lo Stato richiesto la ritiene di natura tale da recare pregiudizio alla propria sovranità o alla propria sicurezza.

L'esecuzione non può essere rifiutata per il solo motivo che la legge dello Stato richiesto rivendichi l'esclusiva competenza giudiziaria nella questione in causa o che non conosca i mezzi giuridici corrispondenti all'oggetto della domanda proposta all'autorità richiedente.

Articolo 13

I documenti attestanti l'esecuzione di una rogatoria sono trasmessi dall'autorità richiesta all'autorità richiedente attraverso gli stessi canali utilizzati da quest'ultima.

Quando la rogatoria non viene eseguita, in tutto o in parte, l'autorità richiedente ne viene immediatamente informata per la stessa via e gliene vengono comunicati i motivi.

Articolo 14

L'esecuzione di una rogatoria non può dar luogo al rimborso di tasse o diritti qualunque sia la loro natura.

Tuttavia, lo Stato richiesto ha il diritto di esigere dallo Stato richiedente il rimborso delle indennità pagate agli esperti ed agli interpreti nonché delle spese risultanti dall'applicazione di una particolare procedura richiesta dallo Stato richiedente, in conformità del comma 2 dell'articolo 9.

L'autorità richiesta, la cui legislazione lasci alle parti la cura di raccogliere le prove e che non sia in grado di eseguire essa stessa la rogatoria, può incaricare una persona abilitata a tal fine, previo il consenso dell'autorità richiedente. Nel richiedere tale consenso, l'autorità richiesta indica l'ammontare approssimativo delle spese che deriveranno da tale intervento. Il consenso implica l'obbligo di rimborsare le spese da parte dell'autorità richiedente. In mancanza di esso, l'autorità richiedente non è tenuta a pagare dette spese.

Capitolo II

OTTENIMENTO DI PROVE DA PARTE DI AGENTI DIPLOMATICI O CONSOLARI E DA PARTE DI COMMISSARI

Articolo 15

Un agente diplomatico o consolare di uno Stato contraente può procedere, in materia civile o commerciale, e senza fare uso di misure coercitive, sul territorio di un altro Stato contraente e nella circoscrizione in cui esercita le proprie funzioni, ad ogni atto istruttorio riguardante unicamente i cittadini di uno Stato che egli rappresenta e concernente un procedimento iniziato avanti un tribunale del detto Stato.

Ogni Stato contraente ha la facoltà di dichiarare che tale atto può avvenire soltanto previa autorizzazione accordata su domanda fatta, da tale agente od a suo nome, all'autorità competente designata dallo Stato dichiarante.

Articolo 16

Un agente diplomatico o consolare di uno Stato contraente può inoltre procedere, senza far uso di misure coercitive, sul territorio di un altro Stato contraente e nella circoscrizione in cui esercita le proprie funzioni, ad ogni atto istruttorio riguardante i cittadini dello Stato di residenza o

di uno Stato terzo, e concernente un procedimento iniziato dinanzi ad un tribunale di uno Stato da lui rappresentato:

a) se una autorità competente designata dallo Stato di residenza ha dato la propria autorizzazione, sia in linea generale che per ogni singolo caso, e

b) se egli rispetta le condizioni fissate dall'autorità competente nell'autorizzazione.

Ogni Stato contraente può dichiarare che gli atti istruttori previsti da questo articolo possono essere compiuti senza la sua previa autorizzazione.

Articolo 17

In materia civile o commerciale, ogni persona regolarmente designata a tale scopo quale commissario, può procedere, senza ricorrere a misure coercitive, sul territorio di uno Stato contraente, ad ogni atto istruttorio riguardante un procedimento iniziato avanti un tribunale di un altro Stato contraente:

a) se una autorità competente designata dallo Stato di esecuzione ha dato la propria autorizzazione, sia in linea generale, che per ogni singolo caso, e

b) se egli rispetta le condizioni fissate dall'autorità competente dell'autorizzazione.

Ogni Stato contraente può dichiarare che gli atti istruttori previsti dal presente articolo possono essere compiuti senza sua previa autorizzazione.

Articolo 18

Ogni Stato contraente può dichiarare che un agente diplomatico o consolare o un commissario, autorizzato a procedere ad un atto istruttorio conformemente agli articoli 15, 16 e 17, ha la facoltà di rivolgersi all'autorità competente designata dal detto Stato, per ottenere la necessaria assistenza al compimento di tale atto ricorrendo a misure coercitive. La dichiarazione può comportare ogni condizione che lo Stato contraente ritenga utile imporre.

Quando l'autorità competente accoglie la richiesta, essa applica i mezzi coercitivi adeguati e previsti dal proprio diritto interno.

Articolo 19

L'autorità competente, nel dare l'autorizzazione di cui agli articoli 15, 16 e 17 o in applicazione di quanto previsto dall'articolo 18, può determinare le condizioni che essa ritiene convenienti, con particolare riguardo all'ora, alla data e al luogo dell'istruttoria. Essa può inoltre richiedere che tale ora, data e luogo le siano notificate con notevole anticipo ed in tempo utile; in tal caso, un rappresentante della detta autorità, può essere presente all'istruttoria.

Articolo 20

Le persone interessate agli atti istruttori di cui al presente capitolo possono farsi assistere dal loro avvocato.

Articolo 21

Quando un agente diplomatico o consolare o un commissario è autorizzato a procedere ad un atto istruttorio in base agli articoli 15, 16 e 17, egli:

a) può procedere ad ogni atto istruttorio che non sia incompatibile con la legge dello Stato di esecuzione o contrario alla autorizzazione accordata in base ai detti articoli o ricevere, alle stesse condizioni, una deposizione sotto giuramento o con semplice dichiarazione;

b) ogni convocazione a comparire o a partecipare ad un atto istruttorio è redatta, salvo che la persona cui l'atto si riferisce non sia cittadino dello Stato in cui è iniziato il procedimento, nella lingua del luogo in cui l'atto istruttorio dev'esser compiuto ovvero accompagnata da una traduzione in tale lingua;

c) la convocazione deve avvertire che la persona può essere assistita dal proprio avvocato, e, per ogni Stato che non abbia fatto la dichiarazione di cui all'articolo 18, che essa non è tenuta nè a comparire nè a partecipare all'istruttoria;

d) l'atto istruttorio può essere compiuto secondo le formalità previste dalla legge del tribunale avanti il quale è iniziato il procedimento, a condizione che esse non siano vietate dalla legge dello Stato di esecuzione;

e) la persona cui l'atto istruttorio si riferisce può invocare i privilegi e gli obblighi di cui all'articolo 11.

Articolo 22

Il fatto che un atto istruttorio non abbia potuto essere compiuto conformemente alle disposizioni del presente capitolo, a causa del rifiuto di una persona di parteciparvi, non impedisce che una rogatoria possa essere di nuovo inoltrata per lo stesso atto, in conformità delle disposizioni del capitolo I.

Capitolo III

Disposizioni generali

Articolo 23

Ogni Stato contraente può, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, dichiarare di non eseguire le rogatorie che hanno per oggetto una procedura conosciuta negli Stati che applicano la « Common Law » sotto il nome di « pre-trial discovery of documents ».

Articolo 24

Ogni Stato contraente può designare oltre all'Autorità centrale, altre autorità di cui determina le competenze. Tuttavia, le rogatorie possono sempre essere trasmesse all'Autorità centrale.

Gli Stati federali hanno la facoltà di designare più Autorità centrali.

Articolo 25

Ogni Stato contraente nel quale siano in vigore più ordinamenti giuridici, può designare le autorità di uno di tali ordinamenti, che avranno competenza esclusiva per l'esecuzione delle rogatorie in applicazione della presente Convenzione.

Articolo 26

Ogni Stato contraente che vi sia tenuto per motivi di diritto costituzionale, può invitare lo Stato richiedente a rimborsare le spese di esecuzione dell'atto rogatorio e relative alla notifica o all'intimazione a comparire, le indennità dovute alla persona che fa la deposizione e per la redazione del processo verbale dell'atto di istruttoria.

Quando uno Stato ha fatto uso delle disposizioni del precedente paragrafo, ogni altro Stato contraente può invitare tale Stato a rimborsare le spese corrispondenti.

Articolo 27

Le disposizioni della presente Convenzione non impediscono ad uno Stato contraente:

a) di dichiarare che atti rogatori possano venire trasmessi alle proprie autorità giudiziarie per vie diverse da quelle previste dall'articolo 2;

b) di permettere, ai sensi della propria legge o della propria consuetudine interna, di eseguire gli atti ai quali essa si applica in condizioni meno restrittive;

c) di permettere metodi a termini della propria legge o consuetudine interna, per ottenere le prove, diversi da quelli previsti dalla presente Convenzione.

Articolo 28

La presente Convenzione non vieta che gli Stati contraenti si accordino per derogare:

a) all'articolo 2, per quanto attiene alla via di trasmissione delle rogatorie;
b) all'articolo 4, per quanto attiene all'uso delle lingue;
c) all'articolo 8, per quanto attiene alla presenza di magistrati all'esecuzione delle rogatorie;
d) all'articolo 11, per quanto attiene ai privilegi ed ai divieti di deporre;
e) all'articolo 13, per quanto attiene alla trasmissione dei documenti attestanti l'esecuzione;
f) all'articolo 14, per quanto attiene al pagamento delle spese;
g) alle disposizioni del capitolo II.

Articolo 29

La presente Convenzione sostituirà, nei rapporti fra gli Stati che l'avranno ratificata, gli articoli da 8 a 16 delle Convenzioni relative alla procedura civile, firmate a L'Aja rispettivamente il 17 luglio 1905 e il primo marzo 1954, nella misura in cui i detti Stati sono Parti dell'una o dell'altra di tali Convenzioni.

Articolo 30

La presente Convenzione non pregiudica l'applicazione dell'articolo 23 della Convenzione del 1905, nè dell'articolo 24 di quella del 1954.

Articolo 31

Gli accordi aggiuntivi alle Convenzioni del 1905 e del 1954, conclusi fra gli Stati contraenti sono ritenuti ugualmente applicabili alla presente Convenzione, a meno che gli Stati interessati non convengano altrimenti.

Articolo 32

Fatta salva l'applicazione degli articoli 29 e 31, la presente Convenzione non deroga alle Convenzioni di cui siano o saranno Parti gli Stati contraenti e che contengano delle disposizioni sulle materie regolate dalla presente Convenzione.

Articolo 33

Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, ha la facoltà di escludere in tutto o in parte l'applicazione delle diposizioni del comma 2 dell'articolo 4, nonché di quelle del capitolo II. Non sarà ammessa alcuna altra riserva.

Ogni Stato contraente potrà, in ogni momento, ritirare una riserva che avrà fatto; l'effetto della riserva cesserà il sessantesimo giorno successivo alla notifica del ritiro.

Quando uno Stato avrà fatto una riserva, ogni altro Stato leso dalla stessa potrà applicare la stessa norma nei confronti dello Stato che ha fatto la riserva.

Articolo 34

Ogni Stato può, in ogni momento, ritirare o modificare una dichiarazione.

Articolo 35

Ogni Stato contraente dovrà indicare al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi, sia al momento del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, sia in seguito, quali sono le Autorità previste dagli articoli 2, 8, 24 e 25.

Esso dovrà notificare, ove occorra, alle stesse condizioni:

a) la designazione delle autorità alle quali devono rivolgersi, in virtù dell'articolo 16, gli agenti diplomatici o consolari; nonché di quelle che possono concedere l'autorizzazione o l'assistenza previste dagli articoli 15, 16 e 18;

b) la designazione delle autorità che possono accordare al commissario l'autorizzazione prevista dall'articolo 17 o l'assistenza prevista dall'articolo 18;

c) le dichiarazioni previste dagli articoli 4, 8, 11, 15, 16, 17, 18, 23 e 27;

d) ogni ritiro o modifica delle designazioni e dichiarazioni di cui sopra;

e) ogni ritiro di riserve.

Articolo 36

Le difficoltà insorgenti tra gli Stati contraenti in ordine all'applicazione della presente Convenzione saranno regolate per via diplomatica.

Articolo 37

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla Undicesima sessione della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato.

Essa sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 38

La presente Convenzione entrerà in vigore sessanta giorni dopo il deposito del terzo strumento di ratifica previsto dal comma 2 dell'articolo 37.

La Convenzione entrerà in vigore, per ogni Stato firmatario che la ratifichi successivamente, sessanta giorni dopo il deposito del proprio strumento di ratifica.

Articolo 39

Ogni Stato non rappresentato all'Undicesima sessione della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato che sia Membro della Conferenza o dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di una istituzione specializzata di quest'ultima, o Parte dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in base al primo comma dell'articolo 38.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

La Convenzione entrerà in vigore, per lo Stato aderente, sessanta giorni dopo il deposito del proprio strumento di adesione.

L'adesione non avrà effetto che nei rapporti tra lo Stato aderente e gli Stati contraenti che avranno dichiarato di accettare tale adesione. Tale dichiarazione sarà depositata presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi; detto Ministero ne invierà, per via diplomatica, copia conforme ad ogni Stato contraente.

La Convenzione entrerà in vigore tra lo Stato aderente e lo Stato che abbia dichiarato di accettare tale adesione sessanta giorni dopo il deposito della dichiarazione di accettazione.

Articolo 40

Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, potrà dichiarare che la presente Convenzione verrà estesa all'insieme dei territori che esso rappresenta sul piano internazionale, o ad uno o più di tali territori. Tale dichiarazione avrà efficacia al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per il detto Stato.

Successivamente, ogni estensione di tale natura sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

La Convenzione entrerà in vigore, per i territori previsti dall'estensione, sessanta giorni dopo la notifica di cui al comma precedente.

Articolo 41

La presente Convenzione avrà una durata di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore, in conformità del comma primo dell'articolo 38, anche per gli Stati che l'avranno ratificata o che vi avranno aderito successivamente.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente di cinque in cinque anni, salvo denuncia.

La denuncia, almeno sei mesi prima dello spirare del termine di cinque anni, sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Essa potrà essere limitata ad alcuni dei territori ai quali si applica la Convenzione.

La denuncia non avrà efficacia che nei riguardi dello Stato che l'avrà notificata. La Convenzione resterà in vigore per gli altri Stati contraenti.

Articolo 42

Il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati previsti dall'articolo 37, nonché agli Stati che avranno aderito in conformità delle disposizioni dell'articolo 39:

a) le firme e le ratifiche previste dall'articolo 37;

b) la data in cui entrerà in vigore la presente Convenzione in conformità delle disposizioni del comma primo dell'articolo 38;

c) le adesioni previste dall'articolo 39 e la data in cui avranno efficacia;
d) le estensioni previste dall'articolo 40 e la data in cui avranno efficacia;
e) le designazioni, le riserve e le dichiarazioni di cui agli articoli 33 e 35;
f) le denuncie previste dal comma 3 dell'articolo 41.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a L'Aja, il 18 marzo 1970, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che verrà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui una copia certificata conforme sarà inviata, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati rappresentati all'Undicesima sessione della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato.

(*Seguono le firme*).

CONVENTION SUR L'ADMINISTRATION INTERNATIONALE DES SUCCESSIONS

Les Etats signataires de la présente Convention,

Desirant établir des dispositions communes en vue de faciliter l'administration internationale des successions,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I

CERTIFICAT INTERNATIONAL

Article premier

Les Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

Ce certificat, établi dans l'Etat contractant désigné à l'article 2, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Tout Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue à l'article 10.

Chapitre II

ETABLISSEMENT DU CERTIFICAT

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

Article 3

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

1) lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article 31;

2) lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article 31 et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Article 5

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée à cet effet, si les mentions du certificat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse. Faute de réponse dans ce délai, elle établit le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 6

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme « établi par l'autorité compétente » s'il est établi par une des personnes appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

Article 7

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés, notamment le conjoint survivant, et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 8

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation, de sa modification ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets par l'autorité émettrice doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

Chapitre III

RECONNAISSANCE DU CERTIFICAT - MESURES CONSERVATOIRES OU URGENTES

Article 9

Sous réserve des dispositions de l'article 10, seule la présentation du certificat peut être exigée dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 10

Tout Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 13, 14, 15, 16 e 17.

Article 11

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 10 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter, sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence.

Toutefois, le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter les mesures visées à l'alinéa premier après le soixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

Article 12

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 11 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 13

La reconnaissance peut être refusée dans les cas suivants:

1) s'il apparaît que le certificat n'est pas authentique ou n'est conforme au modèle annexé à la présente Convention;

2) s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 14

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée si, du point de vue de l'Etat requis:

1) le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat; ou bien

2) si le défunt avait la nationalité de cet Etat et qu'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 3 et 4, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire du certificat et l'indication de ses pouvoirs. Toutefois, dans ce cas, la reconnaissance ne peut être refusée si les mentions du certificat ne sont pas en opposition avec la loi interne de l'Etat requis.

Article 15

La reconnaissance peut également être refusée lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis.

Article 16

Au cas où un certificat mentionné à l'article premier lui serait présenté, alors qu'un autre certificat mentionné au même article aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut, si les deux certificats sont incompatibles, soit rétracter la reconnaissance du premier et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

Article 17

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énumérés aux articles 13, 14, 15, 16 et 17. Il en va de même en cas de rétractation ou d'infirmation de la reconnaissance.

Article 20

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Dans ce cas le titulaire du certificat est seul investi des pouvoirs indiqués dans ce document; pour les pouvoirs qui n'y sont pas indiqués, l'Etat requis peut maintenir l'administration locale

Chapitre IV

UTILISATION ET EFFETS DU CERTIFICAT

Article 21

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales.

En outre, il a la faculté de subordonner l'appréhension des biens situés sur son territoire au paiement des dettes.

L'application du présent article ne peut mettre en cause la désignation et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat.

Article 22

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Article 23

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, est considérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi, les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

Chapitre V

ANNULATION - MODIFICATION - SUSPENSION DU CERTIFICAT

Article 24

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant, les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, les autorités de tout Etat contractant doivent donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elles en ont été informées conformément à l'article 8.

Si une des mentions du certificat est modifiée dans l'Etat de l'autorité émettrice, cette autorité doit annuler le certificat et en établir un nouveau.

Article 27

L'annulation d'un certificat, sa modification ou la suspension de ses effets selon les articles 24, 25 et 26 ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation, à la modification ou à la suspension.

Article 28

La validité des actes juridiques passés avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou modifié ou que ses effets ont cessé ou ont été suspendus, sauf si la mauvaise foi de l'autre partie est établie.

Article 29

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmation de la reconnaissance sont les mêmes que celles qui ont été prévues aux articles 27 et 28.

Chapitre VI

IMMEUBLES

Article 30

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les immeubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat.

Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs en tout ou en partie.

Les Etats contractants qui auront fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent indiqueront dans quelle mesure ils reconnaîtront de tels pouvoirs.

Chapitre VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 31

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, tout État contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Article 32

Au sens de la présente Convention, on entend par « résidence habituelle » ou « nationalité » du défunt celle qu'il avait au moment du décès.

Article 33

Les mentions imprimées dans la formule modèle du certificat annexée à la présente Convention peuvent être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice. Elles doivent en outre être rédigées soit en langue française, soit en langue anglaise.

Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice, soit en langue française, soit en langue anglaise.

Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions non imprimées figurant dans le certificat.

Article 34

A l'égard d'un Etat contractant qui connaît en matière d'administration des successions deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat sera interprétée comme visant le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 35

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unité territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne l'administration des successions, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître un certificat si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle le certificat a été émis.

Article 36

Lorsqu'un Etat contractant est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des lois différentes sont en vigueur en ce qui concerne l'administration des successions:

1) toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat sera interprétée comme visant l'autorité, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle e défunt avait sa résidence habituelle;

2) toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat requis sera interprétée comme visant les autorités, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le certificat est produit;

3) toute référence faite en vertu des chiffres 1 et 2 du présent article à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat ou de l'Etat requis sera interprétée comme comprenant les règles et principes en vigueur dans cet Etat et qui sont applicables dans l'unité territoriale considérée;

4) toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée comme visant la loi déterminée par les règles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant ou, à défaut de telles règles, la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

Article 37

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

1) la désignation des autorités prévues aux articles 5 et 6, alinéa 1;

2) l'indication des modalités selon lesquelles les informations prévues à l'article 8 peuvent être obtenues;

3) s'il a choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité et, au cas où une procédure existe, la désignation de l'autorité devant laquelle elle doit été portée.

Chaque Etat contractant mentionné à l'article 35 notifiera au même moment au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas les indications prévues à l'alinéa 2 dudit article.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification des désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 38

Chaque Etat contractant qui désire faire usage d'une ou plusieurs des facultés prévues aux articles 4, 6 alinéa 2, 30 alinéas 2 et 3 et 31, le notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

La désignation prévue à l'article 6, alinéa 2, et l'indication prévue à l'article 30, alinéa 3 seront faites dans la notification.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification aux déclarations, désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 39

Les dispositions de la présente Convention prévalent sur celles de toutes Conventions bilatérales auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre les Parties à de telles Conventions.

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres Conventions multilatérales auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières.

Article 40

La présente Convention s'applique même aux successions ouvertes avant son entrée en vigueur.

Chapitre VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 41

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 42

Tout Etat qui n'est devenu membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 44.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 46. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhesion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 43

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pay-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats qui, douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 46, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 44

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptaton ou d'approbation prévu par l'article 41, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

— pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

— pour tout Etat adhérant, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 42;

— pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 43, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 45

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 44, alinéa premier, même pour les Etats qui postérieurement l'auront ratifiée, acceptée, approuvée ou y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 46

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 42:

1) les signatures, ratifications, acceptations, et approbations visées à l'article 41;

2) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 44;

3) les adhésions visées à l'article 42 et la date à laquelle elles auront effet;

4) les extensions visées à l'article 43 et la date à laquelle elles auront effet;

5) les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 42 et 43;

6) les désignations, indications, et déclarations mentionnées aux articles 37 et 38;

7) les dénonciations visées à l'article 45.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Pour l'Argentine :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

Pour le Brésil :

Pour le Canada :

Pour le Danemark :

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Grèce :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :

Pour l'Italie :
ANTONINO MOROZZO DELLA ROCCA
6 février 1975

Pour le Japon :

Pour le Luxembourg :
(s.) ROGER HASTERT

Pour la Norvège :

Pour le Royaume des Pays-Bas :
(s.) M. VAN DER STOEL

Pour le Portugal :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
(s.) E. J. W. BARNES

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour la Turquie :

Pour la Yougoslavie :

ANNEXE A LA CONVENTION

CERTIFICAT INTERNATIONAL

(Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions)

A. *Autorité émettrice*

1. Pays:
2. — Le (nom et adresse de l'autorité) certifie que:
   ou
   — (nom et adresse et qualité de la personne) désignée conformément à l'article 6, alinéa 2, et dont le certificat est confirmé sous lettre I, *b*, ci-dessous, certifie que:

B. *Renseignements concernant le défunt*

3. par suite du décès de .... (1) de sexe .... (célibataire/marié/veuf/divorcé), date et lieu de naissance
   survenu le .... à ....
4. dont la dernière adresse connue était
5. de nationalité (2)
6. dont la dernière résidence habituelle était située ....
   (Etat, ville, rue ....)
7. dont un testament a été présenté (ou non) à l'autorité
8. et dont un contrat de mariage en date du .... a été présenté (ou non) à l'autorité

C. *Titulaire du certificat*

9. nom .... adresse .... (de la personne ou de l'organisme)
10. est (sont) habilité(es) en vertu de la loi .... à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci (3),
    ou
    est (sont) habilité(es) en vertu de la loi .... à accomplir tous actes sur tous les biens corporels ou incorporels de la succession mobilière et à agir dans l'intérêt ou pour le compte de celle-ci (3),
    à l'exception des actes suivants: ....
    a) sur tous les biens: ....
    b) sur tel bien ou telle catégorie de biens: ....
    ou
    est (sont) habilité(es) en vertu de la loi .... à accomplir les actes indiqués dans la liste annexée (3).

D. *Pouvoirs sur les immeubles* (le cas échéant) (4):

---

(1) Pour les personnes mariées, indiquer éventuellement selon l'usage, le nom de jeune fille ou de l'autre époux.

(2) Si l'autorité émettrice sait que le défunt avait plusieurs nationalités, elle a la faculté de les indiquer.

(3) L'autorité émettrice a la faculté d'indiquer en quelle qualité le bénéficiaire peut agir (par ex. héritier, exécuteur testamentaire, administrateur).

(4) Voir article 30 de la Convention.

E. *Faculté de se faire représenter :*

oui/non

F. *Autres observations :*

G. *Date limite des pouvoirs* (le cas échéant):

H. *Date d'entrée en vigueur du certificat* (le cas échéant):

I. *Date du certificat et signature :*

Fait le .... à ....

Signature/sceau de l'autorité émettrice:

ou

a) signature/sceau de la personne ayant établi le certificat, et

b) signature/sceau de l'autorité confirmant le certificat.

LISTE

Actes pouvant être accomplis relativement aux biens corporels ou incorporels de la succession mobilière ou pour le compte de celle-ci	Mettre le mot « non » en face des actes qui ne sont pas autorisés	Indivi-duellement	Collecti-vement
Obtenir tous renseignements concernant l'actif et le passif de la succession			
Prendre connaissance de tous testaments ou autres actes concernant la succession			
Prendre toutes mesures conservatoires			
Prendre toutes mesures urgentes			
Se faire remettre les biens			
Recevoir paiement des dettes et délivrer quittance			
Exécuter ou dénoncer des contrats			
Ouvrir, utiliser, clore un compte en banque			
Déposer			
Donner ou prendre en location			
Prêter			
Emprunter			
Mettre en gage			
Vendre			
Continuer un commerce			
Exercer les droits d'actionnaire			
Donner			
Agir en justice			
Défendre en justice			
Compromettre			
Transiger			
Payer les dettes			
Délivrer les legs			
Procéder au partage			
Distribuer l'actif			
Autres actes (1) :			

Biens ou catégories de biens sur lesquels des actes ne peuvent être accomplis:

a) biens ou catégories de biens:

b) actes ne pouvant être accomplis:

---

(1) Voir notamment l'article 30 de la Convention.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE SULL'AMMINISTRAZIONE INTERNAZIONALE DELLE SUCCESSIONI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderando stabilire disposizioni uniformi al fine di facilitare l'amministrazione internazionale delle successioni,

Hanno deciso di concludere una Convenzione in materia ed hanno convenuto quanto segue:

Capitolo I

IL CERTIFICATO INTERNAZIONALE

Articolo 1

Gli Stati contraenti istituiscono un certificato internazionale che designi la persona o le persone incaricate di amministrare i beni mobili di una successione e indichi il suo o i loro poteri.

Tale certificato, redatto nello Stato contraente designato dall'articolo 2 in conformità al modello allegato alla presente Convenzione, verrà riconosciuto negli Stati contraenti.

Ogni Stato contraente può condizionare questo riconoscimento alla procedura o alla pubblicità previste dall'articolo 10.

Capitolo II

REDAZIONE DEL CERTIFICATO

Articolo 2

Il certificato sarà redatto dall'autorità competente nello Stato di residenza abituale del *de cuius*.

Articolo 3

Al fine di designare il titolare del certificato e di indicarne i poteri, l'autorità competente applica la sua legislazione interna salvo nei seguenti casi, nei quali applicherà la legislazione interna dello Stato di cui era cittadino il *de cuius*:

1) allorché sia lo Stato di residenza abituale sia lo Stato di cui il *de cuius* era cittadino abbiano fatto la dichiarazione prevista dall'articolo 31;

2) allorché lo Stato di cui era cittadino il *de cuius*, ma non lo Stato di residenza abituale, abbia fatto la dichiarazione prevista dall'articolo 31, e qualora il *de cuius* non abbia vissuto nello Stato la cui autorità emette il certificato almeno cinque anni immediatamente precedenti la sua morte.

Articolo 4

Ogni Stato contraente può dichiarare che, per designare il titolare del certificato e per indicare i suoi poteri, applicherà, in deroga all'articolo 3, la sua legge interna o quella dello Stato del quale il *de cuius* era cittadino, in conformità alla scelta fatta da quest'ultimo.

Articolo 5

Prima di emettere il certificato, l'autorità competente, nel caso applichi la legislazione interna dello Stato di cui il *de cuius* era cittadino, potrà richiedere ad un'autorità di tale Stato, all'uopo designata, se quanto contenuto nel certificato è conforme a tale legge e, se lo ritiene opportuno, potrà fissare un termine per l'invio della risposta. Se non dovesse pervenire alcuna risposta entro tale termine, essa redigerà il certificato conformemente alla sua interpretazione della legge applicabile.

Articolo 6

Ogni Stato contraente designerà la competente autorità giudiziaria o amministrativa per la redazione del certificato.

Ogni Stato contraente può dichiarare che un certificato redatto nel suo territorio sia considerato come « redatto dall'autorità competente », se è redatto da un membro di un ordine professionale designato da tale Stato e se esso sia stato confermato dall'autorità competente.

Articolo 7

L'autorità emittente, dopo aver adottato le misure di pubblicità idonee ad informare gli interessati, in particolare il coniuge superstite, e dopo aver effettuato indagini, se necessarie, emette il certificato senza indugi.

Articolo 8

L'autorità competente informa, su richiesta, qualsiasi persona o autorità interessata che è stato emesso il certificato e quale ne è il contenuto e, ove del caso, di qualsiasi annullamento, modificazione o sospensione dei suoi effetti.

L'annullamento o la modificazione del certificato, o la sospensione dei suoi effetti da parte dell'autorità emittente, deve essere portato a conoscenza di qualsiasi persona o autorità che sia stata precedentemente informata per iscritto dell'emissione del certificato.

Capitolo III

RICONOSCIMENTO DEL CERTIFICATO - MISURE URGENTI O CONSERVATIVE

Articolo 9

Ferme restando le disposizioni dell'articolo 10, al fine di attestare la nomina e i poteri della persona o persone abilitate ad amministrare la successione, può essere richiesta soltanto la presentazione del certificato negli Stati contraenti diversi da quello che lo ha emesso.

Nessuna legalizzazione o formalità analoga può essere richiesta.

Articolo 10

Ogni Stato contraente può subordinare il riconoscimento del certificato, sia a una decisione di un'autorità a seguito di una procedura rapida, sia solamente ad una forma di pubblicità.

Questa procedura potrà comportare opposizioni e ricorsi fintantoché si basino sugli articoli 13, 14, 15, 16 e 17.

Articolo 11

Qualora venga richiesta la procedura o la pubblicità prevista dall'articolo 10, il titolare del certificato può, previa semplice presentazione, adottare o richiedere qualsiasi misura conservativa o urgente nei limiti del certificato, a partire dalla data della sua entrata in vigore e per tutta la durata della procedura di riconoscimento, ove del caso, fino a decisione contraria.

Ogni Stato richiesto può chiedere che il riconoscimento provvisorio sia soggetto alle disposizioni della sua legislazione interna relativa a tale riconoscimento, a condizione che il riconoscimento sia oggetto di una procedura rapida.

Tuttavia, il titolare non potrà adottare o richiedere le misure di cui al paragrafo 1 dopo il sessantesimo giorno dalla data d'entrata in vigore del certificato se non ha iniziato, entro tale termine, la procedura di riconoscimento nè adottato le necessarie misure di pubblicità.

Articolo 12

La validità delle misure conservative o urgenti adottate ai sensi dell'articolo 11 non verrà infirmata dallo scadere del termine specificato in tale articolo, nè da una decisione che neghi il riconoscimento.

Tuttavia, qualsiasi persona interessata può richiedere la revoca o la conferma di tali misure, conformemente alla legislazione dello Stato richiesto.

Articolo 13

Il riconoscimento potrà essere negato nei seguenti casi:

1) se risulta che il certificato non è autentico, o non è conforme al modello allegato alla presente Convenzione;

2) se non risulta dal contenuto del certificato che esso è stato redatto da un'autorità internazionalmente competente, ai sensi della presente Convenzione.

Articolo 14

Il riconoscimento del certificato può inoltre essere negato se, a giudizio dello Stato richiesto:

1) il *de cuius* aveva la sua residenza abituale in tale Stato; oppure

2) il *de cuius* aveva la cittadinanza di tale Stato e per questo motivo, conformemente agli articoli 3 e 4, la legislazione interna dello Stato richiesto avrebbe dovuto essere applicata nel designare il titolare del certificato e nell'indicarne i poteri. Tuttavia, in questo caso, il riconoscimento non può essere negato se il contenuto del certificato non è contrario alla legislazione interna dello Stato richiesto.

Articolo 15

Il riconoscimento può ugualmente essere negato nel caso in cui il certificato sia incompatibile con una pronunzia sul merito, resa o riconosciuta nello Stato richiesto.

Articolo 16

Qualora venga presentato per il riconoscimento un certificato di cui all'articolo 1 e un altro certificato, indicato nello stesso articolo, incompatibile con il primo, sia stato precedentemente riconosciuto nello Stato richiesto, l'autorità richiesta può, se i due certificati sono incompatibili, sia revocare il riconoscimento del primo e riconoscere il secondo, sia negare il riconoscimento del secondo.

Articolo 17

Infine, il riconoscimento del certificato può essere negato se tale riconoscimento è manifestamente incompatibile con l'ordine pubblico dello Stato richiesto.

Articolo 18

Il rifiuto del riconoscimento può essere limitato a taluni dei poteri indicati nel certificato.

Articolo 19

Il riconoscimento non può essere negato, in parte o completamente, per nessun altro motivo se non per quelli indicati negli articoli 13, 14, 15, 16 e 17. Lo stesso dicasi per la revoca o l'invalidità del riconoscimento.

Articolo 20

L'esistenza di un'amministrazione locale antecedente nello Stato richiesto non solleva l'autorità di tale Stato dall'obbligo di riconoscere il certificato, in conformità alla presente Convenzione. In tal caso, solo il titolare è investito dei poteri indicati nel certificato. Lo Stato richiesto può mantenere l'amministrazione locale per quanto attiene ai poteri che non sono indicati nel certificato.

Capitolo IV

USO ED EFFETTI DEL CERTIFICATO

Articolo 21

Lo Stato richiesto può subordinare il titolare del certificato, nell'esercizio dei suoi poteri, al rispetto delle stesse norme relative alla vigilanza ed al controllo delle amministrazioni locali.

Inoltre, lo Stato richiesto può subordinare la presa di possesso dei beni situati nel suo territorio al pagamento dei debiti.

L'applicazione del presente articolo non avrà alcun effetto sulla designazione e sull'ampiezza dei poteri conferiti al titolare del certificato.

Articolo 22

Qualsiasi persona che paghi o consegni dei beni al titolare del certificato redatto, e quando necessario riconosciuto, ai sensi della presente Convenzione, sarà ritenuta sciolta dall'obbligo, salvo che non venga provato che ha agito in malafede.

Articolo 23

Qualsiasi persona che abbia acquistato beni successori dal titolare di un certificato redatto, e ove necessario riconosciuto, in conformità alla presente Convenzione, verrà ritenuta averli acquistati da una persona avente il potere di disporne, salvo che non venga provato che ha agito in malafede.

Capitolo V

ANNULLAMENTO - MODIFICA - SOSPENSIONE DEL CERTIFICATO

Articolo 24

Qualora, nel corso di una procedura di riconoscimento, la designazione o i poteri del titolare di un certificato vengano contestati per motivi di merito, le autorità dello Stato richiesto possono sospendere gli effetti provvisori del certificato, sospendere il giudizio e, ove del caso, stabilire un termine entro il quale un'azione nel merito debba essere iniziata presso il tribunale competente.

Articolo 25

Se la designazione o i poteri del titolare di un certificato sono contestati per motivi di merito con un procedimento dinnanzi ai tribunali dello Stato nel quale il certificato è stato emesso, le autorità di qualsiasi altro Stato contraente possono sospendere gli effetti del certificato fino alla conclusione della causa.

Se la contestazione per motivi di merito viene portata dinnanzi ai tribunali dello Stato richiesto o di un altro Stato contraente, le autorità dello Stato richiesto possono egualmente sospendere gli effetti del certificato fino alla conclusione della causa.

Articolo 26

Se il certificato è annullato o se i suoi effetti vengono sospesi nello Stato in cui esso è stato redatto, le autorità di tutti gli Stati contraenti dovranno dare effetto, nel loro territorio, a tale annullamento o sospensione, o su richiesta di qualsiasi persona interessata ovvero se vengono informate di tale annullamento o sospensione in conformità all'articolo 8.

Se una delle disposizioni del certificato viene modificata nello Stato dell'autorità che lo ha emesso, l'autorità dovrà annullare il certificato esistente ed emetterne uno nuovo.

Articolo 27

L'annullamento o la modificazione del certificato o la sospensione dei suoi effetti in base agli articoli 24, 25 e 26 non ha effetto sugli atti commessi dal suo titolare nell'ambito del territorio di uno Stato contraente che siano antecedenti alla decisione dell'autorità di tale Stato che dà effetto all'annullamento, alla modificazione o alla sospensione.

Articolo 28

La validità degli atti giuridici effettuati da una persona con il titolare del certificato non può venir messa in causa solo in quanto il certificato è stato annullato o modificato o i suoi effetti sono stati sospesi, salvo che si provi che la persona ha agito in malafede.

Articolo 29

Le conseguenze della revoca o dell'invalidità del riconoscimento sono le stesse di quelle stabilite agli articoli 27 e 28.

Capitolo VI

IMMOBILI

Articolo 30

Se la legge in conformità alla quale è stato redatto il certificato attribuisce al titolare poteri su immobili situati all'estero, l'autorità emittente indicherà nel certificato l'esistenza di questi poteri.

Gli altri Stati contraenti avranno la facoltà di riconoscere tali poteri in tutto o in parte.

Gli Stati contraenti che avranno fatto uso della facoltà prevista al paragrafo precedente, dovranno indicare in quale misura riconosceranno tali poteri.

Capitolo VII

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 31

Ai fini dell'articolo 3, e subordinatamente alle condizioni in esso stabilite, ogni Stato contraente ha la facoltà di dichiarare che, se il *de cuius* è cittadino di tale Stato, la sua legge interna deve essere applicata al fine di designare il titolare del certificato e di indicarne i poteri.

Articolo 32

Ai fini della presente Convenzione, « residenza abituale » o « nazionalità » significano, rispettivamente, la residenza abituale e la nazionalità del *de cuius* al momento del decesso.

Articolo 33

Le voci contenute nel modello di certificato allegato alla presente Convenzione possono essere espresse nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dell'autorità emittente. In ogni caso, dovranno inoltre essere espresse o in francese o in inglese.

Gli spazi vuoti corrispondenti a tali voci sono completati sia nella lingua ufficiale, o in una delle lingue ufficiali dello Stato dell'autorità emittente, che in francese o in inglese.

Il titolare del certificato che chiede il riconoscimento deve fornire la traduzione delle indicazioni non a stampa che figurano nel certificato, salva dispensa dell'autorità richiesta.

Articolo 34

Nei confronti di uno Stato contraente che abbia, in materia di amministrazione delle successioni, due o più sistemi legali applicabili a diverse categorie di persone, qualsiasi riferimento alla legge di tale Stato sarà interpretato come riferentesi al sistema legale designato dalla legge di tale Stato come applicabile a quella particolare categoria di persone.

Articolo 35

Qualora uno Stato contraente abbia due o più unità territoriali in cui si applicano sistemi di leggi diversi in materia di amministrazione di successioni, esso potrà dichiarare che la presente Convenzione si estenderà a tutte le sue unità territoriali, o soltanto ad una o più di esse, e potrà modificare in qualsiasi momento la sua dichiarazione facendone una nuova.

Tali dichiarazioni indicheranno specificatamente le unità territoriali alle quali si applica la presente Convenzione.

Gli altri Stati contraenti potranno rifiutare di riconoscere un certificato se, alla data in cui viene richiesto il riconoscimento, la Convenzione non è applicabile all'unità territoriale nella quale è stato emesso il certificato.

Articolo 36

In uno Stato contraente avente due o più unità territoriali in cui vigono sistemi di leggi diversi in materia di amministrazione delle successioni:

1) qualsiasi riferimento alle autorità, alla legge o alla procedura dello Stato dal quale proviene il certificato sarà interpretata come riferentesi all'autorità o alla legge o alla procedura dell'unità territoriale in cui il *de cuius* aveva la sua residenza abituale;

2) qualsiasi riferimento alle autorità o alla legge o alla procedura dello Stato richiesto sarà interpretata come riferentesi all'autorità o alla legge o alla procedura dell'unità territoriale in cui si fa valere il certificato;

3) qualsiasi riferimento fatto in virtù dei numeri 1 e 2 del presente articolo alla legge o alla procedura dello Stato dal quale proviene il certificato o dello Stato richiesto sarà interpretato come comprensivo delle norme e dei principii in vigore in detto Stato che si applichino all'unità territoriale considerata;

4) qualsiasi riferimento alla legislazione nazionale del *de cuius* dovrà interpretarsi come riferito alla legge determinata dalle norme in vigore nello Stato di cui era cittadino il *de cuius* o, in difetto di tali norme, alla legge dell'unità territoriale con la quale il *de cuius* aveva i legami più stretti.

Articolo 37

Ogni Stato contraente, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione approvazione, o adesione, dovrà notificare al Ministero degli Affari Asteri dei Paesi Bassi:

1) la designazione delle autorità in applicazione dell'articolo 5 e del primo paragrafo dell'articolo 6;

2) l'indicazione delle modalità in base alle quali possono ottenersi le informazioni di cui all'articolo 8;

3) se abbia scelto o meno di assoggettare il riconoscimento ad una procedura o ad una pubblicità e, se esiste una procedura, la designazione dell'autorità dinanzi alla quale essa deve svolgersi.

Ogni Stato contraente di cui all'articolo 35, dovrà al contempo notificare al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi le indicazioni di cui al paragrafo 2 del suddetto articolo.

Ogni Stato contraente notificherà in seguito, allo stesso modo, qualsiasi modificazione delle designazioni e delle indicazioni di cui sopra.

Articolo 38

Uno Stato contraente che desideri fare uso di una o più delle facoltà previste negli articoli 4, 6 secondo paragrafo, 30 secondo e terzo paragrafo e 31, la notificherà al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, oppure in un secondo momento.

La designazione prevista al secondo paragrafo dell'articolo 6, e l'indicazione prevista al terzo paragrafo dell'articolo 30 saranno indicate nella notifica.

Ogni Stato contraente notificherà in seguito, allo stesso modo, qualsiasi modificazione delle dichiarazioni, delle designazioni e delle indicazioni di cui sopra.

Articolo 39

Le disposizioni della presente Convenzione prevalgono su quelle di ogni Convenzione bilaterale, della quale gli Stati contraenti sono Parti o lo diverranno in futuro, che contenga norme relative alle stesse materie, salvo che non sia diversamente convenuto tra le Parti di dette Convenzioni.

La presente Convenzione non avrà alcun effetto sull'applicazione di altre Convenzioni multilaterali, delle quali uno o più Stati contraenti sono Parti o possono divenirlo in futuro, che contengano norme relative alle stesse materie.

Articolo 40

La presente Convenzione si applica anche alle successioni aperte prima della sua entrata in vigore.

Capitolo VIII

Disposizioni finali

Articolo 41

La presente Convenzione sarà aperta alla firma degli Stati membri della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

Sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 42

Ogni Stato che sia divenuto membro della Conferenza dopo la Dodicesima sessione, o che sia membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di una istituzione specializzata di tale

Organizzazione, o Parte dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia, può aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in conformità all'articolo 44.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Tale adesione avrà effetto solo per quanto concerne le relazioni tra lo Stato aderente e quegli Stati contraenti che non abbiano sollevato obiezioni a tale adesione nei dodici mesi successivi al ricevimento della notifica di cui al numero 3 dell'articolo 46. L'obiezione potrà anche essere sollevata dagli Stati membri al momento della loro ratifica, accettazione o approvazione della Convenzione successiva all'adesione. Ogni obiezione sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 43

Ogni Stato può, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estenderà a tutti i territori che egli rappresenta sul piano delle relazioni internazionali, o ad uno o più di essi. Tale dichiarazione avrà effetto dalla data dell'entrata in vigore della Convenzione per lo Stato interessato.

In seguito, ogni estensione del genere dovrà essere notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

L'estensione avrà effetto, per quanto concerne le relazioni tra gli Stati contraenti, dodici mesi dopo il ricevimento della notifica di cui all'articolo 46, numero 4, che non hanno sollevato obiezioni all'estensione e il territorio o i territori dei quali lo Stato in questione assicura le relazioni internazionali e rispetto al quale o ai quali la notifica sarà stata fatta.

Tale obiezione può anche essere sollevata dagli Stati membri quando ratificano, accettano o approvano la Convenzione successivamente all'estensione.

Tali obiezioni dovranno essere notificate al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 44

La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese del calendario successivo al deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione o approvazione di cui al secondo paragrafo dell'articolo 41.

In seguito, la Convenzione entrerà in vigore:

— per ciascuno Stato che la ratifichi, accetti o approvi successivamente, il primo giorno del terzo mese del calendario successivo al deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione;

— per ciascuno Stato aderente, il primo giorno del terzo mese del calendario successivo allo scadere del termine di cui all'articolo 42;

— per i territori ai quali la Convenzione è stata estesa in conformità all'articolo 43, il primo giorno del terzo mese del calendario successivo allo scadere del termine di cui al suddetto articolo.

Articolo 45

La presente Convenzione avrà una durata di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore in conformità al primo paragrafo dell'articolo 44, anche per quegli Stati che l'abbiano ratificata, accettata, approvata o vi abbiano aderito in data posteriore.

Essa sarà rinnovata tacitamente ogni cinque anni salvo denuncia

La denuncia dovrà essere notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi almeno sei mesi prima dello scadere dei cinque anni. Potrà essere limitata ad alcuni territori ai quali si applica la Convenzione.

La denuncia avrà effetto solo per quanto concerne lo Stato che l'avrà notificata. La Convenzione resterà in vigore per gli altri Stati contraenti.

Articolo 46

Il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati membri della Conferenza, e agli Stati che hanno aderito in conformità all'articolo 42:

1) le firme, ratifiche, accettazioni e approvazioni di cui all'articolo 41;
2) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore in conformità all'articolo 44;
3) le adesioni di cui all'articolo 42 e la data in cui avranno efficacia;
4) le estensioni di cui all'articolo 43 e le date in cui avranno efficacia;
5) le obiezioni alle adesioni e alle estensioni di cui agli articoli 42 e 43;
6) le designazioni, indicazioni e dichiarazioni di cui agli articoli 37 e 38;
7) le denunce di cui all'articolo 45.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a L'Aja, il 2 ottobre 1973, nelle lingue inglese e francese, entrambi i testi facenti egualmente fede in un unico esemplare che sarà depositato presso gli Archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui copia certificata conforme verrà inviata, attraverso i canali diplomatici, a ciascuno degli Stati membri della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

(Seguono le firme).

ALLEGATO ALLA CONVENZIONE

CERTIFICATO INTERNAZIONALE

(Convenzione de L'Aja del 2 ottobre 1973 sull'amministrazione internazionale delle successioni)

A. *Autorità emittente*

1. Paese:
2. — Il (nome e indirizzo dell'autorità) certifica che:

oppure

— (nome, indirizzo e qualifica della persona) designata conformemente all'articolo 6, paragrafo 2, e il cui certificato è confermato in conformità alla lettera I, *b*, seguente, certifica che:

B. *Informazioni riguardanti il* de cuius

3. a seguito del decesso di (1) .... di sesso .... (celibe/coniugato/vedovo/divorziato), data e luogo di nascita
avvenuto il .... a ....
4. il cui ultimo indirizzo conosciuto era
5. di nazionalità (2) ....
6. la cui ultima residenza abituale era ....
(Stato, città, via ....)
7. il cui testamento è (o non è) stato prodotto all'autorità
8. e il cui contratto di matrimonio in data .... è (o non è) stato presentato all'autorità.

C. *Titolare del certificato*

9. nome (completo) .... indirizzo .... (della persona o dell'Ente)
10. è (sono) abilitato(i) ai sensi della legge ad effettuare ogni atto rispetto a tutti i beni materiali o immateriali della successione mobiliare e di agire nell'interesse e per conto di questa (3)

oppure

è (sono) abilitato(i) ai sensi della legge .... ad effettuare ogni atto rispetto a tutti i beni materiali e immateriali della successione mobiliare e ad agire nell'interesse e per conto di questa (3),
ad eccezione dei seguenti atti: ....
a) riguardo a tutti i beni: ....
b) riguardo a tale bene o categoria di beni: ....

oppure

è (sono) abilitato(i) ai sensi della legge ad effettuare gli atti indicati nella lista allegata (3).

D. *Poteri sugli immobili* (ove del caso) (4):

---

(1) Per le persone coniugate, indicare, a seconda dell'uso, il cognome da nubile o il cognome del coniuge

(2) Se l'autorità emittente sa che il *de cuius* aveva più di una nazionalità, può indicarle.

(3) L'autorità emittente può indicare la qualifica con cui il titolare del certificato può agire (es. erede, esecutore testamentario, amministratore).

(4) Vedi articolo 30 della Convenzione.

E. *Facoltà di farsi rappresentare :*

si/no

F. *Altre osservazioni :*

G. *Data dello scadere dei poteri* (ove del caso):

H. *Data di entrata in vigore del certificato* (ove del caso):

I. *Data del certificato e firma :*

Fatto il

Firma/sigillo dell'autorità emittente

oppure

a) firma/sigillo della persona che redige il certificato, e

b) firma/sigillo dell'autorità che conferma il certificato.

LISTA

Atti che possono essere eseguiti riguardo ai beni materiali o immateriali della successione mobiliare, e nell'interesse e per conto di questa	Apporre la parola « No » a fronte degli atti che il titolare non può effettuare	Individualmente	Collettivamente
Ottenere ogni informazione riguardante l'attivo e il passivo della successione.			
Prendere conoscenza di qualsiasi testamento e altri atti relativi alla successione.			
Adottare qualsiasi misura conservativa.			
Adottare qualsiasi misura urgente.			
Farsi rimettere i beni.			
Ricevere il pagamento dei debiti e rilasciare quietanza.			
Eseguire o risolvere contratti.			
Aprire, utilizzare, chiudere un conto bancario			
Effettuare depositi.			
Dare o prendere in locazione.			
Dare in prestito.			
Chiedere prestiti.			
Mettere in pegno.			
Vendere.			
Continuare un'attività commerciale.			
Esercitare i diritti dell'azionista.			
Donare.			
Agire in giudizio.			
Stare come convenuto in giudizio.			
Effettuare compromessi.			
Transigere.			
Pagare i debiti.			
Consegnare i legati.			
Procedere alle divisioni.			
Distribuire l'attivo.			
Altri atti (1) :			

Singoli beni o categorie di beni sui quali non possono essere effettuati i detti atti:

a) singoli beni o categorie di beni;

b) atti che non possono effettuarsi.

---

(1) Vedi in particolare l'articolo 30 della Convenzione.

CONVENTION CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes pour régler la reconnaissance et l'exécution réciproques de décisions relatives aux obligations alimentaires envers les adultes,

Désirant coordonner ces dispositions et celles de la Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux décisions en matière d'obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime, rendues par les autorités judiciaires ou administratives d'un Etat contractant entre:

1) un créancier et un débiteur d'aliments; ou

2) un débiteur d'aliments et une institution publique qui poursuit le remboursement de la prestation fournie à un créancier d'aliments.

Elle s'applique également aux transactions passées dans cette matière devant ces autorités et entre ces personnes.

Article 2

La Convention s'applique aux décisions et aux transactions, quelle que soit leur dénomination.

Elle s'applique également aux décisions ou transactions modifiant une décision ou une transaction antérieure, même au cas où celle-ci proviendrait d'un Etat non contractant.

Elle s'applique sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments et quelle que soit la nationalité ou la résidence habituelle des parties.

Article 3

Si la décision ou la transaction ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de la Convention reste limité à cette dernière.

Chapitre II

CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 4

La décision rendue dans un Etat contractant doit être reconnue ou déclarée exécutoire dans un autre Etat contractant:

1) si elle a été rendue par une autorité considérée comme compétente au sens des articles 7 ou 8; et

2) si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine.

Les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoires dans l'Etat requis si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées.

Article 5

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée:

1) si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis; ou

2) si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure; ou

3) si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'Etat requis, première saisie; ou

4) si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et sur le même objet, soit dans l'Etat requis, soit dans un autre Etat lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'Etat requis.

Article 6

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut n'est reconnue ou déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

Article 7

L'autorité de l'Etat d'origine est considérée comme compétente au sens de la Convention:

1) si le débiteur ou le créancier d'aliments avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou

2) si le débiteur et le créancier d'aliments avaient la nationalité de l'Etat d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou

3) si le défendeur s'est soumis à la compétence de cette autorité soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond sans réserves touchant à la compétence.

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les autorités d'un Etat contractant qui ont statué sur la réclamation en aliments sont considérées comme compétentes au sens de la Convention si ces aliments sont dus en raison d'un divorce, d'une séparation de corps, d'une annulation ou d'une nullité de mariage intervenu devant une autorité de cet Etat reconnue comme compétente en cette matière selon le droit de l'Etat requis.

Article 9

L'autorité de l'Etat requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'Etat d'origine a fondé sa compétence.

Article 10

Lorsque la décision porte sur plusieurs chefs de la demande en aliments et que la reconnaissance ou l'exécution ne peut être accordée pour le tout, l'autorité de l'Etat requis applique la Convention à la partie de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire.

Article 11

Lorsque la décision a ordonné la prestation d'aliments par paiements périodiques, l'exécution est accordée tant pour les paiements échus que pour ceux à échoir.

Article 12

L'autorité de l'Etat requis ne procède à aucun examen au fond de la décision, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

Chapitre III

PROCÉDURE DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 13

La procédure de la reconnaissance ou de l'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

Article 14

La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 15

Le créancier d'aliments qui, dans l'Etat d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'Etat requis.

Article 16

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures visées par la Convention.

Article 17

La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution d'une décision doit produire:

1) une expédition complète et conforme de la décision;

2) tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et, le cas échéant, qu'elle y est exécutoire;

3) s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document de nature à prouver que l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine;

4) le cas échéant, toute pièce de nature à prouver qu'elle a obtenu l'assistance judiciaire ou une exemption de frais et dépens dans l'Etat d'origine;

5) sauf dispense de l'autorité de l'Etat requis, la traduction certifiée conforme des documents mentionnés ci-dessus.

A défaut de production des documents mentionnés ci-dessus ou si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité de l'Etat requis de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité impartit un délai pour produire tous documents nécessaires.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Chapitre IV

Dispositions complémentaires relatives aux institutions publiques

Article 18

La décision rendue contre un débiteur d'aliments à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention:

1) si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit; et

2) si l'existence d'une obligation alimentaire entre ce créancier et ce débiteur est prévue par la loi interne désignée par le droit international privé de l'Etat requis.

Article 19

Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

Article 20

Sans préjudice des dispositions de l'article 17, l'institution publique qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire tout document de nature à prouver qu'elle répond aux conditions prévues par l'article 18, chiffre 1, ou par l'article 19, et que les prestations ont été fournies au créancier d'aliments.

Chapitre V

TRANSACTIONS

Article 21

Les transactions exécutoires dans l'Etat d'origine sont reconnues et déclarées exécutoires aux mêmes conditions que les décisions, en tant que ces conditions leur sont applicables.

Chapitre VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22

Les Etats contractants dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorderont la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la Convention.

Article 23

La Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'Etat d'origine et l'Etat requis ou que le droit non conventionnel de l'Etat requis soient invoqués pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'une transaction.

Article 24

La Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle la décision a été rendue.

Lorsque la décision a été rendue avant l'entrée en vigueur de la Convention dans les rapports entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, elle ne sera déclarée exécutoire dans ce dernier Etat que pour les paiements à échoir après cette entrée en vigueur.

Article 25

Tout Etat contractant peut, à tout moment, déclarer que les dispositions de la Convention seront étendues, dans ses relations avec les Etats qui auront fait la même déclaration, à tout acte authentique dressé par-devant une autorité ou un officier public, reçu et exécutoire dans l'Etat d'origine, dans la mesure où ces dispositions peuvent être appliquées à ces actes.

Article 26

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 34, se réserver le droit de ne pas reconnaître ni déclarer exécutoires:

1) les décisions et les transactions portant sur les aliments dus pour la période postérieure au mariage ou au vingt-et-unième anniversaire du créancier par un débiteur autre que l'époux ou l'ex-époux du créancier;

2) les décisions et les transactions en matière d'obligations alimentaires:

a) entre collatéraux;

b) entre alliés;

3) les décisions et les transactions ne prévoyant pas la prestation d'aliments par paiements périodiques.

Aucun Etat contractant qui aura fait l'usage d'une réserve ne pourra prétendre à l'application de la Convention aux décisions et aux transactions exclues dans sa réserve.

Article 27

Si un Etat contractant connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système juridique que son droit désigne comme applicable à une catégorie particulière de personnes.

Article 28

Si un Etat contractant comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires:

1) toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat d'origine vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue;

2) toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'Etat requis vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée;

3) toute référence faite, dans l'application des chiffres 1 et 2, soit à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine soit à la loi ou à la procédure de l'Etat requis doit être interprétée comme comprenant tous les règles et principes légaux appropriés de l'Etat contractant qui régissent les unités territoriales qui le forment;

4) toute référence à la résidence habituelle du créancier ou du débiteur d'aliments dans l'Etat d'origine vise sa résidence habituelle dans l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue.

Tout Etat contractant peut, en tout temps, déclarer qu'il n'appliquera pas l'une ou plusieurs de ces règles à une ou plusieurs dispositions de la Convention.

Article 29

La présente Convention remplace dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye le 15 avril 1958.

Chapitre VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 30

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas.

Article 31

Tout Etat qui n'est devenu membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la presente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 35, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 37. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 32

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats contractants qui, dans les douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 37, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra, à tout moment, modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître une décision en matière d'obligations alimentaires si, à la date à laquelle la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle la décision a été obtenue.

Article 34

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues à l'article 26. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 32, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 35

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 30.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

— pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

— pour tout adhérant, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 31;

— pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 32, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 36

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 35, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 37

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformement aux dispositions de l'article 31:

1) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 30;

2) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 35;

3) les adhésions visées à l'article 31 et la date à laquelle elles auront effet;

4) les extensions visées à l'article 32 et la date à laquelle elles auront effet;

5) les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 31 et 32;

6) les déclarations mentionnées aux articles 25 et 32;

7) les dénonciations visées à l'article 36;

8) les réserves prévues aux articles 26 et 34, et le retrait des réserves prévu à l'article 34.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

(s.) E. SCHEIBE
Chargé d'Affaires a.i.

Pour l'Argentine :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

Pour le Brésil :

Pour le Canada :

Pour le Danemark :

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Grèce :

Pour l'Irlande :

Pour Israel :

Pour l'Italie :

ANTONINO MOROZZO DELLA ROCCA
6 février 1975

Pour le Japon :

Pour le Luxembourg :

(s.) ROGER HASTERT

Pour la Norvège :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

(s.) M. VAN DER STOEL

Pour le Portugal :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour la Turquie :

(s.) D. TUNALIGIL

Pour la Yougoslavie :

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE CONCERNENTE IL RICONOSCIMENTO E L'ESECUZIONE DI DECISIONI RELATIVE ALLE OBBLIGAZIONI ALIMENTARI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderando stabilire disposizioni comuni per regolare il riconoscimento e l'esecuzione reciproci delle decisioni relative alle obbligazioni alimentari nei confronti degli adulti,

Desiderando coordinare queste disposizioni e quelle della Convenzione del 15 aprile 1958 concernenti il riconoscimento e l'esecuzione delle decisioni in materia di obbligazioni alimentari nei confronti dei fanciulli,

Hanno deciso di stipulare una Convenzione a tal fine e hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Capitolo I

CAPO D'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

Articolo 1

La presente Convenzione si applica alle decisioni in materia di obbligazioni alimentari discendenti da relazioni di famiglia, da parentela, da matrimonio o affinità, comprese le obbligazioni alimentari nei confronti di un fanciullo non legittimo, pronunziate dalle autorità giudiziarie o amministrative di uno Stato contraente fra:

1) un creditore e un debitore di alimenti; o

2) un debitore di alimenti e una istituzione pubblica che chiede il rimborso della prestazione fornita a un creditore di alimenti.

Essa si applica anche alle transazioni fatte in questa materia davanti alle dette autorità e fra le suddette persone.

Articolo 2

La Convenzione si applica alle decisioni e alle transazioni comunque denominate.

Essa si applica anche alle decisioni e alle transazioni che modificano una decisione o una transazione precedente, anche nel caso in cui quest'ultima provenga da uno Stato non contraente.

Essa si applica senza tener conto del carattere internazionale o interno della domanda di alimenti e qualunque sia la nazionalità o la residenza abituale delle parti.

Articolo 3

Se la decisione o la transazione non concerne soltanto l'obbligazione alimentare l'effetto della Convenzione resta limitato a quest'ultima.

Capitolo II

Condizioni per il riconoscimento e l'esecuzione delle decisioni

Articolo 4

La decisione pronunziata in uno Stato contraente deve essere riconosciuta o dichiarata esecutiva in un altro Stato contraente:

1) se essa è stata pronunziata da una autorità considerata competente ai sensi degli articoli 7 o 8; e

2) se essa non può più essere oggetto di ricorso ordinario nello Stato d'origine.

Le decisioni provvisoriamente eseguibili e le misure provvisorie sono, benché suscettibili di ricorso ordinario, riconosciute o dichiarate esecutive nello Stato richiesto se uguali decisioni possono essere pronunziate ed eseguite in detto Stato.

Articolo 5

Il riconoscimento o l'esecuzione della decisione può tuttavia essere rifiutato:

1) se il riconoscimento o l'esecuzione della decisione è manifestamente incompatibile con l'ordine pubblico dello Stato richiesto; o

2) se la decisione è stata ottenuta con frode in connessione ad una questione di procedura; o

3) se un procedimento fra le stesse parti e avente lo stesso oggetto è pendente davanti a una autorità dello Stato richiesto, adita per prima; o

4) se la decisione è incompatibile con una decisione pronunziata fra le stesse parti e sullo stesso oggetto, sia nello Stato richiesto, sia in un altro Stato quando, in quest'ultimo caso, essa soddisfi le condizioni necessarie al suo riconoscimento e alla sua esecuzione nello Stato richiesto.

Articolo 6

Ferme restando le disposizioni dell'articolo 5, una decisione pronunziata in contumacia è riconosciuta o dichiarata esecutiva solo se l'atto introduttivo del giudizio contenente gli elementi essenziali della domanda è stato notificato alla parte contumace secondo la legislazione dello Stato d'origine e se, tenuto conto delle circostanze, tale parte ha avuto a disposizione un congruo termine per presentare la sua difesa.

Articolo 7

L'autorità dello Stato d'origine è considerata competente ai sensi della Convenzione:

1) se il debitore o il creditore di alimenti aveva la sua residenza abituale nello Stato d'origine all'epoca dell'inizio del procedimento; o

2) se il debitore e il creditore di alimenti avevano la nazionalità dello Stato d'origine all'epoca dell'inizio del procedimento; o

3) se il convenuto ha accettato la competenza di detta autorità sia espressamente, sia entrando nel merito senza avanzare riserve sulla competenza.

Articolo 8

Ferme restando le disposizioni dell'articolo 7, le autorità di uno Stato contraente che si sono pronunziate su una richiesta di alimenti sono ritenute competenti ai sensi della Convenzione se tali alimenti sono dovuti a seguito di un divorzio, di una separazione legale, di un annullamento o di una nullità di matrimonio pronunziati da una autorità di detto Stato riconosciuta competente nella materia in questione secondo la legge dello Stato richiesto.

Articolo 9

L'autorità dello Stato richiesto è vincolata dalle constatazioni di fatto sulle quali l'autorità dello Stato d'origine ha basato la sua competenza.

Articolo 10

Qualora la decisione verta su più capi della domanda di alimenti e non possa essere concesso per tutti il riconoscimento o l'esecuzione, l'autorità dello Stato richiesto applicherà la presente Convenzione alla parte della decisione che può essere riconosciuta o dichiarata esecutiva.

Articolo 11

Qualora la decisione abbia stabilito la prestazione alimentare a mezzo di pagamenti periodici, l'esecuzione viene concessa sia per i pagamenti venuti a scadenza sia per quelli a maturare.

Articolo 12

L'autorità dello Stato richiesto non procede ad alcun esame nel merito della decisione, a meno che la Convenzione non disponga diversamente.

Capitolo III

PROCEDURA PER IL RICONOSCIMENTO E L'ESECUZIONE DELLE DECISIONI

Articolo 13

La procedura per il riconoscimento o l'esecuzione di una decisione è regolata dalla legge dello Stato richiesto, a meno che la Convenzione non disponga diversamente.

Articolo 14

Possono sempre essere richiesti il riconoscimento o l'esecuzione parziali di una decisione.

Articolo 15

Il creditore di alimenti che, nello Stato d'origine, ha beneficiato in tutto o in parte del patrocinio gratuito o semigratuito o di una esenzione da spese ed onorari, beneficia, in qualsiasi procedura di riconoscimento o di esecuzione, dell'assistenza più favorevole o dell'esenzione più ampia prevista dalla legge dello Stato richiesto.

Articolo 16

Nessuna cauzione nè alcun deposito, sotto qualsivoglia denominazione, possono essere imposti per garantire il pagamento delle spese e degli onorari nei procedimenti previsti dalla Convenzione:

Articolo 17

La parte che invoca il riconoscimento o che domanda l'esecuzione di una decisione deve produrre

1) una copia completa e autentica della decisione;

2) ogni documento atto a comprovare che la decisione non può più essere oggetto di un ricorso ordinario nello Stato d'origine e, se del caso, che essa è esecutiva in detto Stato;

3) se si tratta di una decisione pronunziata in contumacia, l'originale o una copia autenticata di qualsiasi documento atto a comprovare che la domanda introduttiva del giudizio contenente gli elementi essenziali della richiesta è stata regolarmente notificata alla parte contumace in base alla legge dello Stato d'origine;

4) se del caso, ogni documento atto a comprovare che la parte richiedente ha ottenuto il gratuito patrocinio o una esenzione dalle spese o dagli onorari nello Stato d'origine;

5) la traduzione autenticata dei documenti menzionati più sopra, salvo in caso di dispensa da parte dell'autorità dello Stato richiesto.

In mancanza di esibizione dei documenti più sopra menzionati o se il contenuto della decisione non consente all'autorità dello Stato richiesto di verificare se le condizioni della Convenzione siano state adempiute, questa autorità concede un termine per produrre tutti i documenti necessari.

Non può pretendersi alcuna legalizzazione e formalità analoga.

Capitolo IV

Disposizioni complementari relative a istituzioni pubbliche

Articolo 18

La decisione pronunziata contro un debitore di alimenti su domanda di una istituzione pubblica che ha intentato azione in giudizio per ottenere il rimborso di prestazioni fornite al creditore di alimenti è riconosciuta e dichiarata esecutiva conformemente alla presente Convenzione qualora:

1) tale rimborso può essere ottenuto da detta istituzione secondo la legge cui essa è soggetta; e

2) l'esistenza di una obbligazione alimentare fra quel creditore e quel debitore è prevista dalla legge dichiarata applicabile alle norme di diritto internazionale privato dello Stato richiesto.

Articolo 19

Una istituzione pubblica può, nella misura delle prestazioni fornite al creditore, domandare il riconoscimento o la esecuzione di una decisione pronunziata fra il creditore e il debitore di alimenti, se, secondo la legge cui è soggetta, le è riconosciuto il diritto d'invocare il riconoscimento o di chiedere l'esecuzione della decisione invece del creditore.

Articolo 20

Ferme restando le disposizioni dell'articolo 17, l'istituzione pubblica che invoca il riconoscimento o che chiede l'esecuzione deve produrre ogni documento atto a comprovare che essa ha adempiuto alle condizioni previste dall'articolo 18, numero 1, o dall'articolo 19, e che le prestazioni sono state fornite al creditore di alimenti.

Capitolo V

TRANSAZIONI

Articolo 21

Le transazioni esecutive nello Stato d'origine sono riconosciute e dichiarate esecutive alle stesse condizioni richieste per le decisioni, nella misura in cui tali condizioni sono loro applicabili.

Capitolo VI

DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 22

Gli Stati contraenti, la cui legislazione impone restrizioni al trasferimento di fondi, concederanno la massima priorità al trasferimento dei fondi destinati a essere versati a titolo di alimenti o di ricupero delle spese e degli onorari incorsi per ogni domanda regolata dalla Convenzione.

Articolo 23

La Convenzione non impedisce che un altro strumento internazionale in vigore tra lo Stato d'origine e lo Stato richiesto o che altre leggi dello Stato richiesto siano invocati per ottenere il riconoscimento o l'esecuzione di una decisione o di una transazione.

Articolo 24

La presente Convenzione si applica indipendentemente dalla data in cui è stata pronunziata la decisione.

Qualora la decisione sia stata pronunziata prima dell'entrata in vigore della Convenzione fra lo Stato d'origine e lo Stato richiesto, essa sarà dichiarata esecutiva in questo ultimo Stato solo per i pagamenti maturati dopo detta entrata in vigore.

Articolo 25

Ogni Stato contraente può, in qualsiasi momento, dichiarare che le disposizioni della Convenzione saranno estese, nelle sue relazioni con gli Stati che avranno fatto la stessa dichiarazione, a ogni atto pubblico redatto o ricevuto da una autorità o un pubblico ufficiale ed esecutivo nello Stato d'origine, nella misura in cui dette disposizioni possono essere applicate a detti atti.

Articolo 26

Ogni Stato contraente potrà, conformemente con l'articolo 34, riservarsi il diritto di non riconoscere nè dichiarare esecutive:

1) le decisioni e le transazioni relative agli alimenti dovuti per il periodo successivo al matrimonio o al ventunesimo anno di età del creditore da parte di un debitore che non sia il coniuge o l'ex coniuge del creditore;

2) le decisioni e le transazioni in materia di obbligazioni alimentari:

a) fra collaterali;

b) fra affini;

3) le decisioni e le transazioni che non prevedono la prestazione di alimenti a mezzo di pagamenti periodici.

Nessuno Stato contraente che si sia servito di una riserva potrà pretendere l'applicazione della Convenzione alle decisioni e alle transazioni escluse dalla sua riserva.

Articolo 27

Qualora uno Stato contraente disponga, in materia di obbligazioni alimentari, di due o più sistemi di diritto applicabili a categorie differenti di persone, qualsiasi riferimento alla legislazione di tale Stato dovrà essere inteso come riferentesi al sistema giuridico che il suo diritto indica come applicabile a una categoria particolare di persone.

Articolo 28

Se uno Stato contraente comprende due o più unità territoriali nelle quali si applicano differenti sistemi di diritto per ciò che concerne il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni in materia di obblighi di alimenti:

1) ogni riferimento alla legislazione, alla procedura o all'autorità dello Stato d'origine deve essere inteso come riferentesi alla legislazione, alla procedura o all'autorità dell'unità territoriale nella quale è stata pronunziata la decisione;

2) ogni riferimento alla legislazione, alla procedura o alla autorità dello Stato richiesto deve essere inteso come riferentesi alla legislazione, alla procedura o all'autorità dell'unità territoriale nella quale sono richiesti il riconoscimento o l'esecuzione;

3) ogni riferimento fatto, in applicazione dei numeri 1 e 2, sia alla legislazione o alla procedura dello Stato d'origine, sia alla legislazione o alla procedura dello Stato richiesto, dovrà essere

interpretato come includente tutte le norme ed i principî appropriati di legge dello Stato contraente che disciplinano le unità territoriali che lo formano;

4) ogni riferimento alla residenza abituale del creditore o del debitore di alimenti nello Stato d'origine deve essere inteso come riferentesi alla sua residenza abituale nell'unità territoriale nella quale è stata pronunziata la decisione.

Ogni Stato contraente può, in qualsiasi momento, dichiarare che esso non applicherà una o più delle norme che precedono ad una od a più disposizioni della Convenzione.

Articolo 29

La presente Convenzione sostituisce, nelle relazioni fra gli Stati che ne sono Parti, la Convenzione sul riconoscimento e l'esecuzione delle decisioni in materia di obbligazioni alimentari nei confronti dei fanciulli, conclusa a L'Aja il 15 aprile 1958.

Capitolo VII

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 30

La Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

Essa sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 31

Ogni Stato che è divenuto membro della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato in data successiva alla Dodicesima sessione, o che fa parte dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di una delle sue istituzioni specializzate, o che è Parte dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia, potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in base all'articolo 35, primo paragrafo.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

L'adesione avrà effetto soltanto per quanto riguarda i rapporti fra lo Stato aderente e gli Stati contraenti che non abbiano sollevato obiezioni alla sua adesione entro i dodici mesi dalla ricezione della notifica prevista al numero 3, dell'articolo 37. Tale obiezione potrà parimenti essere sollevata da uno Stato membro al momento della ratifica, accettazione o approvazione della Convenzione in data successiva all'adesione. Tali obiezioni dovranno essere notificate al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 32

Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'approvazione, dell'accettazione o dell'adesione, può dichiarare che la Convenzione verrà estesa all'insieme dei territori che esso rappresenta in sede internazionale, o a uno solo o a più di essi. Tale dichiarazione avrà effetto dal momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato.

In seguito, qualsiasi estensione di tal genere dovrà essere notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

L'estensione avrà effetto nei rapporti fra gli Stati contraenti che entro i dodici mesi dalla ricezione della notifica prevista nell'articolo 37, numero 4, non abbiano sollevato obiezioni all'estensione, e il territorio od i territori le cui relazioni internazionali sono assicurate dallo Stato in questione, e per il quale o per i quali sarà stata fatta la notifica.

Tale obiezione potrà anche essere sollevata da qualsiasi Stato membro al momento di una sua ratifica, accettazione o approvazione della Convenzione successiva all'estensione.

Tali obiezioni dovranno essere notificate al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 33

Ogni Stato contraente che comprenda due o più unità territoriali nelle quali si applicano sistemi differenti di diritto per ciò che concerne il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni in materia di obbligazioni alimentari potrà, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione dell'approvazione o dell'adesione, dichiarare che la presente Convenzione verrà estesa a tutte le unità territoriali suddette o soltanto ad una od a più di esse e potrà, in qualsiasi momento, modificare tale dichiarazione facendo una nuova dichiarazione.

Dette dichiarazioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi e indicheranno espressamente l'unità territoriale alla quale si applica la Convenzione.

Gli altri Stati contraenti potranno rifiutare di riconoscere una decisione in materia di obbligazioni alimentari se, alla data in cui è invocato il riconoscimento, la Convenzione non è applicabile all'unità territoriale in cui è stata pronunziata la decisione.

Articolo 34

Ogni Stato potrà, non oltre il momento della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione formulare una o più delle riserve previste nell'articolo 26. Nessun'altra riserva sarà ammessa.

Ogni Stato potrà anche, nel notificare una estensione della Convenzione in conformità all'articolo 32, formulare una o più di dette riserve con effetto limitato ai territori o ad alcuni dei territori contemplati dall'estensione.

Ogni Stato contraente potrà, in qualsiasi momento, ritirare una riserva che abbia fatto. Il ritiro di tale riserva sarà notificato al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

L'effetto della riserva cesserà il primo giorno del terzo mese di calendario dopo la notifica menzionata nel comma precedente.

Articolo 35

La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese di calendario successivo al deposito del terzo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione previsto dall'articolo 30.

In seguito, la Convenzione entrerà in vigore:

— per ciascuno Stato che la ratifichi, accetti o approvi successivamente, il primo giorno del terzo mese di calendario dopo il deposito dei suoi strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione;

— per qualsiasi Stato aderente, il primo giorno del terzo mese di calendario successivo alla scadenza del termine di cui all'articolo 31;

— per i territori ai quali è stata estesa la Convenzione in conformità con l'articolo 32, il primo giorno del terzo mese di calendario successivo alla scadenza del termine contemplato nel detto articolo.

Articolo 36

La Convenzione avrà una durata di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore in conformità con l'articolo 35, primo comma, anche per gli Stati che l'abbiano ratificata, accettata o approvata o che vi abbiano aderito successivamente.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente ogni cinque anni, a meno che non venga denunciata.

Ogni denuncia sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi almeno sei mesi prima della scadenza del termine di cinque anni. Essa potrà limitarsi ad alcuni territori ai quali si applica la Convenzione.

La denuncia avrà effetto soltanto nei confronti dello Stato che l'abbia notificata. La Convenzione resterà in vigore tra gli altri Stati contraenti.

Articolo 37

Il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati membri della Conferenza, nonché agli Stati che abbiano aderito in conformità con le disposizioni dell'articolo 31:

1) le firme, ratifiche, accettazioni e approvazioni di cui all'articolo 30;

2) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore in conformità con le disposizioni dell'articolo 35;

3) le adesioni di cui all'articolo 31 e la data alla quale esse avranno effetto;

4) le estensioni di cui all'articolo 32 e la data alla quale esse avranno effetto;

5) le obiezioni alle adesioni e alle estensioni di cui agli articoli 31 e 32;

6) le dichiarazioni menzionate negli articoli 25 e 32;

7) le denunce di cui all'articolo 36;

8) le riserve previste negli articoli 26 e 34, e il ritiro delle riserve previsto nell'articolo 34.

In fede di che i sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a L'Aja, il 2 ottobre 1973, in francese e in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare, che sarà depositato presso gli archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui una copia autenticata sarà inoltrata, per via diplomatica, a ciascuno degli Stati membri della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

(*Seguono le firme*).

CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux obligations alimentaires envers les adultes,

Désirant coordonner ces dispositions et celles de la Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime.

Article 2

La Convention ne règle que les conflits de lois en matière d'obligations alimentaires.

Les décisions rendues en application de la Convention ne préjugent pas de l'existence d'une des relations visées de l'article premier.

Article 3

La loi désignée par la Convention s'applique indépendamment de toute condition de réciprocité, même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

Chapitre II

LOI APPLICABLE

Article 4

La loi interne de la résidence habituelle du créancier d'aliments régit les obligations alimentaires visées à l'article premier.

En cas de changement de la résidence habituelle du créancier, la loi interne de la nouvelle résidence habituelle s'applique à partir du moment où le changement est survenu.

Article 5

La loi nationale commune s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu de la loi visée à l'article 4.

Article 6

La loi interne de l'autorité saisie s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu des lois visées aux articles 4 et 5.

Article 7

Dans les relations alimentaires entre collatéraux et entre alliés, le débiteur peut opposer à la prétention du créancier l'absence d'obligation à son égard suivant leur loi nationale commune ou, à défaut de nationalité commune, suivant la loi interne de sa résidence habituelle.

Article 8

Par dérogation aux articles 4 à 6, la loi appliquée au divorce régit, dans l'Etat conctractant où celui-ci est prononcé ou reconnu, les obligations alimentaires entre époux divorcés et la révision des décisions relatives à ces obligations.

L'alinéa qui précède s'applique également aux cas de séparation de corps, de nullité ou d'annullation du mariage.

Article 9

Le droit d'une institution publique d'obtenir le remboursement de la prestation fournie au créancier est soumis à la loi qui régit l'institution.

Article 10

La loi applicable à l'obligation alimentaire détermine notamment:

1) si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut réclamer des aliments;

2) qui est admis à intenter l'action alimentaire et quels sont les délais pour l'intenter;

3) les limites de l'obligation du débiteur, lorsque l'institution publique qui a fourni des aliments au créancier demande le remboursement de sa prestation.

Article 11

L'application de la loi désignée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Toutefois, même si la loi applicable en dispose autrement, il doit être tenu compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur dans la détermination du montant de la prestation alimentaire.

Chapitre III

Dispositions diverses

Article 12

La Convention ne s'applique pas aux aliments réclamés dans un Etat contractant pour la période antérieure à son entrée en vigueur dans cet Etat.

Article 13

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de n'appliquer la Convention qu'aux obligations alimentaires:

1) entre époux et ex-époux;
2) envers une personne âgée de moins de vingt-et-un ans et qui n'a pas été mariée.

Article 14

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention aux obligations alimentaires:

1) entre collatéraux;
2) entre alliés;
3) entre époux divorcés, séparés de corps, ou dont le mariage a été déclaré nul ou annulé, lorsque la décision de divorce, de séparation, de nullité ou d'annulation de mariage a été rendue par défaut dans un Etat où la partie défaillante n'avait pas sa résidence habituelle.

Article 15

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, faire une réserve aux termes de laquelle ses autorités appliqueront sa loi interne lorsque le créancier et le débiteur ont la nationalité de cet Etat, et si le débiteur y a sa résidence habituelle.

Article 16

Si la loi d'un Etat qui connait, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle doit être prise en considération — comme en cas de référence à la loi de la residence habituelle du créancier ou du débiteur ou à la loi nationale commune —, il y a lieu d'appliquer le système désigné par les règles en vigueur dans cet Etat ou, à défaut, le système avec lequel les intéressés ont les liens les plus étroits.

Article 17

Un Etat contractant dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations alimentaires n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits de lois intéressant uniquement ses unités territoriales.

Article 18

La Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye, le 24 octobre 1956.

Toutefois, l'alinéa premier ne s'applique pas à l'Etat qui, par la réserve prévue à l'article 13, a exclu l'application de la présente Convention aux obligations alimentaires envers une personne âgée de moins de vingt-et-un ans et qui n'a pas été mariée.

Article 19

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Conventions.

Chapitre IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 20

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation out d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 21

Tout Etat qui n'est devenu membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 25, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 22

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 23

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière d'obligations alimentaires pourra, au moment

de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Article 24

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 13 à 15. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 22, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effets limités aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 25

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu à l'article 20.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

— pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

— pour tout Etat adhérant, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument d'adhésion;

— pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 22, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 26

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 25, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 27

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 21:

1) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 20;

2) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 25;

3) les adhésions visées à l'article 21 et la date à laquelle elles auront effet;

4) les extensions visées à l'article 22 et la date à laquelle elles auront effet;

5) les déclarations mentionnées à l'article 23, ainsi que leurs modifications et la date à laquelle ces déclarations et ces modifications auront effet;

6) les dénonciations visées à l'article 26;

7) les réserves prévues aux articles 13 à 15 et 24 et le retrait des réserves prévu à l'article 24.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Pour l'Argentine :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

Pour le Brésil :

Pour le Canada :

Pour le Danemark :

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Grèce :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :

Pour l'Italie :

ANTONINO MOROZZO DELLA ROCCA
6 février 1976

Pour le Japon :

Pour le Luxembourg :

(s.) ROGER HASTERT

Pour la Norvège :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

(s.) M. VAN DER STOEL

Pour le Portugal :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour la Turquie :

(s.) D. TUNALIGIL

Pour la Yougoslavie :

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE SULLA LEGGE APPLICABILE ALLE OBBLIGAZIONI ALIMENTARI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderando fissare delle disposizioni comuni relative alla legge applicabile alle obbligazioni alimentari nei confronti degli adulti,

Desiderando coordinare queste disposizioni e quelle della Convenzione del 24 ottobre 1956 sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari nei confronti dei fanciulli,

Hanno deciso di concludere una Convenzione a tale scopo ed hanno convenuto quanto segue:

Capitolo I

CAMPO D'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

Articolo 1

La presente Convenzione si applica alle obbligazioni alimentari derivanti da relazioni familiari, di parentela, di matrimonio oppure di affinità, ivi incluse le obbligazioni alimentari nei confronti di un figlio non legittimo.

Articolo 2

La Convenzione regola solo i conflitti di legge in materia di obbligazioni alimentari.

Le decisioni emanate in applicazione della Convenzione non pregiudicano l'esistenza di una delle relazioni di cui all'articolo 1.

Articolo 3

La legge indicata dalla Convenzione si applica indipendentemente da qualsiasi condizione di reciprocità, anche se si tratti della legge di uno Stato non contraente.

Capitolo II

LEGGE APPLICABILE

Articolo 4

La legge interna della residenza abituale del creditore degli alimenti regola le obbligazioni alimentari di cui all'articolo 1.

In caso di cambiamento della residenza abituale del creditore, la legge interna della nuova residenza abituale si applicherà a decorrere dal momento in cui il cambiamento è avvenuto.

Articolo 5

La legge nazionale comune si applica quando il creditore non può ottenere gli alimenti dal debitore in virtù della legge di cui all'articolo 4.

Articolo 6

La legge interna dell'autorità investita si applica quando il creditore non può ottenere gli alimenti dal debitore in virtù delle leggi di cui agli articoli 4 e 5.

Articolo 7

Nelle obbligazioni alimentari tra collaterali e affini, il debitore può contestare una richiesta del creditore basandosi sul fatto che non esiste tale obbligazione secondo la legge nazionale comune oppure, in mancanza di una nazionalità comune, secondo la legge interna della residenza abituale del debitore.

Articolo 8

Nonostante le disposizioni degli articoli da 4 a 6, la legge applicata al divorzio regola, nello Stato contraente nel quale il divorzio è concesso oppure riconosciuto, le obbligazioni alimentari tra coniugi divorziati e la revisione delle decisioni relative a queste obbligazioni.

Il paragrafo precedente verrà anche applicato in caso di separazione legale e in caso di matrimonio dichiarato nullo oppure annullato.

Articolo 9

Il diritto di un Ente pubblico ad ottenere il rimborso della prestazione fornita al creditore è sottoposto alla legge che regola l'Ente.

Articolo 10

La legge applicabile all'obbligazione alimentare stabilisce in particolare:

1) se, in quale misura ed a chi il creditore può richiedere gli alimenti;

2) chi ha diritto ad intentare una azione per ottenere gli alimenti e i termini per la instaurazione di tale azione;

3) i limiti dell'obbligazione del debitore, quando l'Ente pubblico che ha fornito gli alimenti al creditore richiede il rimborso della sua prestazione.

Articolo 11

L'applicazione della legge indicata dalla presente Convenzione può essere negata solo se manifestamente incompatibile con l'ordine pubblico.

Tuttavia, anche se la legge applicabile prevede altrimenti, si deve tenere conto dei bisogni del creditore e dei beni del debitore nella determinazione dell'ammontare della prestazione alimentare.

Capitolo III

DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 12

La Convenzione non si applica agli alimenti richiesti in uno Stato contraente per il periodo precedente alla sua entrata in vigore in detto Stato.

Articolo 13

Ogni Stato contraente potrà, in conformità all'articolo 24, riservarsi il diritto di applicare la Convenzione solo alle obbligazioni alimentari:

1) tra coniugi e ex-coniugi;

2) nei confronti di una persona che non abbia ancora compiuto il ventunesimo anno d'età e che non sia stata già coniugata.

Articolo 14

Ogni Stato contraente potrà, in conformità all'articolo 24, riservarsi il diritto di non applicare la Convenzione alle obbligazioni alimentari:

1) tra collaterali;

2) tra affini;

3) tra coniugi divorziati, separati legalmente, o il cui matrimonio è stato dichiarato nullo oppure annullato, quando la decisione di divorzio, di separazione sia stata resa in contumacia in uno Stato nel quale l'inadempiente non aveva la sua residenza abituale.

Articolo 15

Ogni Stato contraente potrà, in conformità all'articolo 24, fare una riserva ai sensi della quale le sue autorità applicheranno la legge interna se il creditore ed il debitore possiedono ambedue la nazionalità di detto Stato e se il debitore vi ha la sua abituale residenza.

Articolo 16

Se la legge di uno Stato che ha, in materia di obbligazioni alimentari, due o più sistemi di legislazione d'applicazione territoriale o personale, — come in caso di riferimento alla legge della residenza abituale del creditore o del debitore oppure alla legge nazionale comune — si applicherà il sistema indicato dalle normi vigenti in detto Stato oppure, in mancanza di dette norme, il sistema con il quale gli interessati hanno dei più stretti legami.

Articolo 17

Uno Stato contraente nel quale diverse unità territoriali hanno le loro proprie norme legislative in materia di obbligazioni alimentari non è tenuto ad applicare la Convenzione ai conflitti di leggi che interessano esclusivamente le sue unità territoriali.

Articolo 18

La Convenzione sostituirà, nei rapporti tra gli Stati Parti a detta Convenzione, la Convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari nei confronti dei fanciulli, conclusa a L'Aja il 24 ottobre 1956.

Tuttavia, il paragrafo precedente non viene applicato allo Stato che, in virtù della riserva prevista nell'articolo 13, ha escluso l'applicazione della presente Convenzione alle obbligazioni alimentari verso una persona che non abbia compiuto il ventunesimo anno d'età e che non sia già stata coniugata.

Articolo 19

La Convenzione non pregiudicherà gli strumenti internazionali dei quali uno Stato contraente è oppure sarà Parte e che contengono disposizioni sulle materie regolate dalla presente Convenzione.

Capitolo IV

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 20

La Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

La Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, d'accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 21

Ogni Stato che è divenuto membro della Conferenza solo dopo la Dodicesima sessione, o che appartiene all'Organizzazione delle Nazioni Unite o ad una istituzione specializzata di detta Organizzazione, o che è Parte allo Statuto della Corte internazionale di Giustizia, potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore in virtù dell'articolo 25, paragrafo primo.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Articolo 22

Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'approvazione, dell'accettazione o dell'adesione, potrà dichiarare che la Convenzione verrà estesa a tutti i territori che essa rappresenta sul piano internazionale, oppure ad uno o più di essi. Tale dichiarazione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione nei confronti di detto Stato.

In seguito, ogni estensione verrà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Basi.

Articolo 23

Ogni Stato contraente che comprende due o più unità territoriali nelle quali sistemi legislativi diversi vengono applicati in materia di obbligazioni alimentari potrà dichiarare, al momento della

firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione, o dell'adesione, che la presente Convenzione verrà estesa a tutte le sue unità territoriali oppure solamente ad una o più di esse e potrà in qualsiasi momento modificare la sua dichiarazione presentandone una nuova.

Queste dichiarazioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi ed indicheranno espressamente l'unità territoriale alla quale la Convenzione verrà applicata.

Articolo 24

Ogni Stato potrà, non oltre la data della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione fare una o più riserve previste negli articoli da 13 a 15. Nessun'altra riserva sarà ammessa.

Ogni Stato potrà, al momento della notifica di una estensione della Convenzione conformemente all'articolo 22, fare una o più di dette riserve applicabili a tutti oppure ad alcuni dei territori menzionati nell'estensione.

Ogni Stato contraente potrà, in qualsiasi momento, ritirare la riserva che ha fatto. Il ritiro di detta riserva verrà notificato al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

Una tale riserva cesserà di avere effetto il primo giorno del terzo mese di calendario dopo la notifica citata nel precedente paragrafo.

Articolo 25

La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese di calendario dopo il deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione o d'approvazione di cui all'articolo 20.

In seguito, la Convenzione entrerà in vigore:

— per ogni Stato firmatario che ratifica, accetta o approva la Convenzione successivamente, il primo giorno del terzo mese di calendario dopo il deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o d'approvazione;

— per ogni Stato che vi aderisce, il primo giorno del terzo mese di calendario dopo il deposito del suo strumento d'adesione;

— per i territori ai quali la Convenzione è stata estesa conformemente all'articolo 22, il primo giorno del terzo mese di calendario dopo la notifica di cui al detto articolo.

Articolo 26

La Convenzione avrà una durata di cinque anni a decorrere dalla data della sua entrata in vigore conformemente all'articolo 25 paragrafo 1, anche per gli Stati che l'avranno successivamente ratificata, accettata o approvata oppure che vi avranno aderito.

La Convenzione sarà rinnovata tacitamente ogni cinque anni salvo denuncia.

La denuncia sarà notificata almeno sei mesi prima della scadenza dei cinque anni al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi. Potrà essere limitata ad alcuni territori ai quali si applica la Convenzione.

La denuncia avrà effetto solamente nei confronti dello Stato che l'avrà notificata. La Convenzione rimarrà in vigore per gli altri Stati contraenti.

Articolo 27

Il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati membri della Conferenza nonché agli Stati che vi avranno aderito conformemente alle disposizioni dell'articolo 21:

1) le firme, le ratifiche, le accettazioni e le approvazioni di cui all'articolo 20;

2) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore conformemente alle disposizioni dell'articolo 25;

3) le adesioni di cui all'articolo 21 e la data in cui esse avranno effetto;

4) le estensioni di cui all'articolo 22 e la data in cui esse avranno effetto;

5) le dichiarazioni menzionate nell'articolo 23, nonché le loro modifiche e la data in cui queste dichiarazioni e le loro modifiche avranno effetto;

6) le denuncie di cui all'articolo 26;

7) le riserve di cui agli articoli da 13 a 15 e 24 ed il ritiro delle riserve previste all'articolo 24.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTA a L'Aja il 2 ottobre 1973, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi e di cui una copia certificata conforme sarà inviata, per via diplomatica, ad ogni Stato membro della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

(*Seguono le firme*).

ERNESTO LUPO, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(1651179/1) Roma, 1980 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

(c. m. 411200803100)

L. 3.300